

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°293

AOUT 2009

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

AOUT 2009

**IRAN : BRAS DE FER ENTRE KARROUBI ET LE POUVOIR
AU SUJET DES TORTURES DE PRISONNIERS**

**TURQUIE : RENCONTRE ENTRE RECEP TAYYIP ERDOGAN
ET AHMET TÜRK**

**PREMIERE VISITE DE NOURI AL-MALIKI AU KURDISTAN
D'IRAK DEPUIS QU'IL EST PREMIER MINISTRE**

**CULTURE : MORT DES MUSICIENS ARAMÊ TIGRAN ET
HASAN YOUSEFZAMANÎ**

IRAN : BRAS DE FER ENTRE KARROUBI ET LE POUVOIR AU SUJET DES TORTURES DE PRISONNIERS

Les premiers procès des opposants à Ahmadinejad ont commencé en Iran. Ils se résument en fait à une « auto-confession » des accusés. La validité de ces aveux a tout de suite été dénoncée par la rue iranienne comme par l'opinion publique internationale et les avocats de la défense.

Ainsi, le soir qui a suivi la retransmission télévisée de la confession de Mohammad Ali Abtahi, un partisan du camp Karroubi et ancien vice-président sous Khatami, des quartiers entiers de Téhéran ont vibré sous les cris des protestataires, grimant sur les toits des immeubles

ou ouvrant les fenêtres pour clamer « Allahu Akbar ! » cri de ralliement des manifestants. Si ces manifestations ont habituellement lieu tous les soirs, à la même heure, on a pu observer qu'elles redoublaient de vigueur et en nombre à chaque diffusion de ces procès.

Les aveux de Mohammad Ali Abtahi ont particulièrement scandalisé l'opinion publique iranienne, tant en raison de la popularité de ce dernier et du blog qu'il tenait, mais aussi par le contraste frappant que les téléspectateurs iraniens ont pu voir entre l'aspect juvénile et replet d'Abatahi avant son arrestation et le spectacle d'épuisement phy-

sique et moral que l'accusé, qui paraissait avoir vieilli de dix ans, a montré au tribunal. Peut-être conscients que ces auto-confessions ne convainquaient guère le public, ou bien réagissant aux rumeurs de tortures qu'auraient subi les prisonniers, une chaîne gouvernementale a retransmis également un entretien « en direct » entre Mohammad Ali Abtahi et sa fille, venue le voir et l'interroger « librement » devant les caméras. Objectif de cet entretien télévisé : faire démentir par Abtahi lui-même les pressions physiques et morales qu'auraient enduré les accusés et notamment le fait qu'on lui ait administré ou non des « pilules » (sic) qui l'auraient contraint à avouer.

Le mois d'août a vu aussi s'intensifier le bras de fer entre Mehdi Karroubi et le président du Parlement iranien, Ali Larijani. Réagissant aux lettres publiques adressées par Karroubi aux dirigeants iraniens et à la Justice, au sujet des tortures et viols de manifestants emprisonnés, Larijani avait tout d'abord annoncé qu'une enquête serait lancée à ce sujet, enquête à vrai dire accélérée, dont les résultats ne se sont pas fait attendre. Deux jours ont en effet suffi pour que le président du Parlement déclare qu'après une « enquête approfondie et des entretiens avec les détenus de Kahrizak, aucun cas de viol ou de torture n'a été constaté.

Pourtant la prison de Kahrizak a bel et bien dû fermer ce mois-ci, en raison, dit-on, de la mort de plusieurs étudiants qui appartenaient à des familles dirigeantes. Une prison qualifiée de « camp de la mort » par d'anciens prisonniers : Mohammed Kamrani, âgé de 18 ans, a ainsi péri sous la torture. Un autre étudiant, Mohsen Rouhol-Amine, arrêté le 9 juillet, a été suspendu par les pieds et est aussi mort sous les coups. Un rescapé de Kahrizak a témoigné pour le site d'informations Iran Focus : « *Kahrizak est un camp de la mort. Un entrepôt de fruits et de légumes transformé en prison de fortune ; les cellules sont des containers métalliques avec pour aération un petit orifice dont il faut se partager l'accès pour pouvoir respirer.* »

Un an auparavant, cette prison avait déjà fait scandale, quand le Conseil national de la résistance iranienne avait révélé que 18 prisonnières avaient été enfermées dans ces mêmes containers métalliques, la prison ne disposant pas de quartier réservé aux

femmes. Laissées ainsi en pleine chaleur, elles étaient mortes d'hyperthermie et d'asphyxie.

Malgré les dénégations d'Ali Larijani, de nombreux témoignages corroborent les faits dénoncés par Mehdi Karroubi, que ce soit auprès d'ONG, de partis politiques ou même la presse étrangère. Si la torture et les sévices sexuels sont habituels dans les prisons d'Iran, les récits de Kahrizak l'emportent en sauvagerie, et s'apparentent plus à des peines de mort par supplice qu'à des interrogatoires ou des actes d'intimidation. Tous ces récits racontent les mêmes faits : des détenus entassés à 40 ou 60 personnes dans des prisons de 30 m², battus avec des barres de fer, des fouets métalliques ou bien brûlés à l'eau bouillante.

Un manifestant emprisonné puis relâché raconte ainsi au journal Paris-Match : « *On s'est retrouvés debout, serrés comme des sardines, dans des sortes de conteneurs par plus de 40 degrés, pendant deux jours, sans toilettes, sans eau ni nourriture, avec des rats. Quand nos gardiens bassidji nous ont fait couler de l'eau à travers la porte, nous avons été obligés de laper le liquide comme des chiens. C'était dégueulasse : des saletés et surtout du sang. Car nous étions sanguinolents, battus avec des gourdins, le visage démoli. On a tous les dents cassées. Moi je n'entends plus d'une oreille. Mais je suis mieux loti que des camarades qui sont morts.* »

Un autre témoin, âgé de 25 ans, raconte au site Iran-Focus : « *Nous avons vu des membres de notre container pendus par les pieds pendant quarante-huit heures ; l'un d'entre eux, rendu à sa famille défiguré avec des yeux gonflés comme des balles de tennis violacées, est*

mort dans les bras de ses parents. Il y avait des viols tous les jours : trois des plus jeunes y sont passés, on entendait leurs hurlements. »

Les prisonniers dénoncent aussi les exactions des « lebas shakhsi », sorte de milices de « voyous en civil », utilisées pour la répression des manifestations, qui sévissent aussi dans les prisons pour frapper ou violer les détenus.

Beaucoup se disent prêts à témoigner devant une commission internationale et accusent Ahmad-Reza Radan, commandant des Forces de Sécurité de l'Etat (FSE) de contrôler Kahrizak et d'être directement responsable de tout ce qui s'y déroule.

Malgré cela, Ali Larijani a menacé Mehdi Karroubi au sujet de ses « allégations » en le sommant de fournir des preuves de ce qu'il avançait, comptant sans doute sur la peur des victimes de témoigner ouvertement. Dans le même temps, le journal de Karroubi, Etemad Melli, qui publiait ses déclarations et lettres ouvertes a été fermé, tandis que les locaux étaient fouillés par la police et des documents confisqués. Mehdi Karroubi avait, dans une de ses lettres, affirmé détenir des documents prouvant la pression des sepah-e pasdaran sur les médecins ayant eu à soigner les blessés, leur interdisant de fournir des certificats ; il disait aussi posséder des CD avec les preuves des viols et des tortures en détention, et commentant la fermeture et la fouille de son bureau et maintenant de son journal, il a simplement indiqué que les CD étaient en lieu sûr.

TURQUIE : RENCONTRE ENTRE RECEP TAYYIP ERDOGAN ET AHMET TÜRK

Le 5 août, le Premier Ministre turc a rencontré officiellement Ahmet Türk, le chef du groupe DTP au parlement, pour un entretien à l'issue duquel Recep Tayyip Erdoğan s'est déclaré « optimiste », sentiment partagé par le leader kurde qui a parlé de « véritable dialogue », porteur d'espoir.

Alors que jusqu'ici, M. Erdoğan s'était refusé à consacrer franchement le DTP comme interlocuteur pour résoudre la question kurde en Turquie, allant jusqu'à refuser de serrer la main de ses élus, de signe de détente s'inscrit dans le « plan » annoncé par le gouvernement pour mettre fin au conflit kurde. De l'entretien, peu de choses ont percé, sinon qu'il était exclu, selon le Premier Ministre, d'inscrire constitutionnellement l'existence du peuple kurde comme composante de la république turque, même si l'article 66 de la Constitution qui lie l'appartenance ethnique à la citoyenneté turque pourrait être modifié.

Selon le journal Vatan, le plan d'Erdoğan a pour objectif de résorber le chômage en 5 ans dans les provinces kurdes, en plus des promesses réitérées de développement accru de ces régions ainsi qu'un soutien économique. L'institution si contestée des Gardiens de village, qui a été à l'origine de plusieurs faits divers sanglants récemment, serait supprimée et la présence militaire des unités de gendarmerie disparaîtrait pour ne laisser qu'une surveillance militaire aux frontières. Le gouvernement pourrait aussi élargir les amnisties déjà prévues pour un nombre assez restreint de membres du PKK et accepter le

retour en Turquie des réfugiés du camp de Makhmur, au Kurdistan d'Irak.

En ce qui concerne les revendications linguistiques des Kurdes, leur langue pourrait être enseignée dans les écoles publiques. Enfin, geste symbolique, des milliers de villages kurdes ou syriaques, qui avaient été rebaptisés en turc, pourraient retrouver leur nom d'origine.

S'exprimant lors d'un déjeuner où avaient pris part, en plus du Premier Ministre, plusieurs ministres et les représentants de différentes communautés religieuses, les patriarches arménien et grec, le vicaire syriaque, le grand rabbin, Recep Tayyip Erdoğan a réaffirmé que « la Turquie n'avait pas d'autre choix que de résoudre la question kurde ».

Par ces initiatives, l'AKP espérait sans doute prendre de vitesse le leader du PKK, Abdullah Öcalan, comme l'a dénoncé, deux jours avant la date prévue pour la publication de ce plan de paix, Murat Karayilan, le président du Conseil exécutif de la Confédération du Kurdistan (organe politique du PKK) qui a qualifié les gestes d'Erdoğan de « manœuvre pour tromper la communauté internationale et atténuer la portée de la feuille de route de notre président ». Selon lui, cette feuille de route s'inspirerait de la constitution turque de 1921, qui reconnaissait l'identité kurde et accordait des droits politiques et culturels aux minorités ethniques. Les revendications du PKK se limiteraient à trois points précis : libération d'Öcalan, éducation en langue kurde, autonomie.

Mais la divulgation de la feuille

de route d'Öcalan a été repoussée à une date ultérieure et non précisée pour ce qui est de la version complète et définitive. Le leader du PKK s'est contenté d'énoncer quelques grandes lignes, assez vagues et contradictoires, rappelant par exemple que le PKK n'est plus un parti indépendantiste et qu'il ne demande pas non plus un statut fédéral pour le Kurdistan de Turquie, à l'instar du Kurdistan d'Irak, renonçant donc aussi à son projet ultérieur de « confédéralisme » entre l'Irak, la Syrie, la Turquie et l'Iran et ne mentionnant pas non plus l'autonomie réclamée par Murat Karayilan. Il appelle cependant la Turquie à reconnaître aux Kurdes le droit de former une « nation démocratique » et à avoir leur propre défense militaire, ce qui rappelle fortement le corps des Peshmergas kurdes en Irak.

Du côté américain, le tournant politique annoncé par l'AKP a été apprécié et encouragé. L'ambassadeur américain James Jeffrey, qui a lui aussi rencontré Ahmet Türk, a également indiqué que son pays était prêt à accueillir un bureau de représentation du DTP à Washington.

Mais ces succès diplomatiques à l'étranger n'ont rencontré que peu d'écho dans le reste des partis d'opposition turcs. Que ce soit de la part des leaders du CHP ou du MHP, les habituelles accusations de « concessions » faites au PKK ont fusé, tandis que l'armée choisissait, dans un premier temps, de ne faire aucune déclaration ni commentaire, ce qui a pu affaiblir la position de Deniz Baykal et Devlet Bahçeli, leur soutien habituel faisant défaut.

Par contre, le président Abdullah

Gül n'a pas manqué de faire part de ses commentaires approbateurs envers les gestes politiques de son Premier Ministre. De retour d'une tournée dans les régions kurdes du nord du pays, il a lui aussi déclaré que la question kurde était le problème majeur de la Turquie, « pays qui aspire à entrer dans l'UE », ce qui conditionne le règlement du conflit. Abdullah Gül a ainsi exhorté son opposition à ne pas rester en dehors des initiatives pour le rétablissement de la paix.

Mais l'armée qui, dans un premier temps, était restée muette sur cette nouvelle ligne politique, au point de faire songer à une

approbation tacite, a fini par intervenir, le 26 août, en la personne du chef de l'état-major, Ilker Basbug, qui a rejeté tout arrêt de la lutte contre le PKK et envisage de surveiller de très près les réformes politiques, économiques et culturelles que proposera le gouvernement : « *L'armée ne tolèrera aucune atteinte aux fondements de l'Etat-nation et de l'Etat unitaire. La Turquie est un Etat, un pays et une nation indivisibles dont la langue est le turc* ».

Le ministre de l'Intérieur, Besir Atalay, au sortir d'une grande tournée auprès de nombreux acteurs de la politique et de la vie

sociale turques, a indiqué, dans une conférence de presse, que son gouvernement était à la recherche d'un « consensus » et avait pour but de démocratiser la Turquie. Il a également indiqué qu'il rendrait un rapport au Premier Ministre d'ici le 1^{er} octobre, et que le plan de résolution de la question kurde serait soumis au Parlement, par ailleurs largement dominé par le parti gouvernemental.

Pas plus que le plan de paix du PKK, la feuille de route l'AKP n'est donc connue dans ses détails, sinon qu'il n'était pas question de réelle révision constitutionnelle.

PREMIERE VISITE DE NOURI AL-MALIKI AU KURDISTAN D'IRAK DEPUIS QU'IL EST PREMIER MINISTRE

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki s'est rendu le 2 août dans la Région du Kurdistan, ce qu'il n'avait jamais fait depuis qu'il avait pris ses fonctions en 2006. Mais les points de désaccord grandissants entre Bagdad et Erbil, ainsi que la vivacité des échanges entre Nouri Al-Maliki et Massoud Barzani, le président kurde, ont incité les Américains à suggérer fortement la tenue de cette rencontre. C'est d'ailleurs après une rencontre avec le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, que Massoud Barzani avait annoncé l'ouverture de futures négociations avec le gouvernement central. Quant au commandant américain des troupes d'Irak, le général Ray Odierno, il a qualifié de « première source d'instabilité » le conflit arabo-kurde.

Nouri Al-Maliki a été accueilli à l'aéroport de Souleimaniyeh par le président et le vice-Premier ministre irakiens Jalal Talabani et Barham Saleh, ainsi que par Kosrat Rassoul, le vice-président

du Gouvernement régional du Kurdistan. Ils se sont ensuite rendus à Doukan, au quartier général de l'Union patriotique du Kurdistan, le parti de Jalal Talabani.

La rencontre avec Massoud Barzani a eu lieu le lendemain et s'est conclue par une conférence de presse conjointe, dont le ton s'est voulu apaisant et optimiste, de tous les côtés :

« *Une équipe commencera dès ce soir à discuter des conflits politiques et stratégiques et une délégation du Kurdistan viendra à Bagdad, et j'espère que Nêçirvan Barzani (l'actuel Premier ministre de la Région kurde) en fera partie, pour discuter des questions en suspens et régler les problèmes* », a déclaré Maliki. « *Nous avons différents points de vue et cela est naturel, car nous bâtissons un Etat démocratique sur les ruines d'une dictature (...)* Je suis satisfait de la réunion (d'aujourd'hui) et nous nous sommes mis d'accord pour continuer à nous rencontrer à tous les niveaux. »

Massoud Barzani s'est dit, pour

sa part, « *toujours flexible* » : « *Nous nous sommes mis d'accord pour résoudre les problèmes entre la région (du Kurdistan) et le gouvernement. La réunion d'aujourd'hui a été très positive* ».

« Cette visite a été productive et réussie. Nous avons eu une réunion honnête et fraternelle » a renchéri Jalal Talabani.

Mais devant la persistance du désaccord kurdo-arabe à propos du statut de Kirkouk, de hauts responsables des forces de sécurité locales souhaitent ouvertement le maintien d'une présence militaire américaine dans cette province, même après le retrait définitif du reste des troupes américaines dans le reste du pays, prévu pour fin 2011.

Ainsi le général Bakr, un Kurde responsable des forces de police de Kirkouk « espère » que ce retrait ne concernera dans l'immédiat pas la base américaine Warrior, dont il souhaite le maintien jusqu'à ce que les différentes factions de Kirkouk, ainsi que les gouvernements d'Erbil et

de Bagdad, soient parvenus à un accord. Selon le général Bakr, un tel accord n'est pas utopique : « *Le gouvernement autonome kurde sait que son avenir est avec l'Irak et le gouvernement irakien sait qu'il a tout à gagner d'une bonne relation avec le gouvernement autonome.* »

Mais à Kirkouk, l'opposition arabo-turkmène pour faire abroger l'article 140 de la constitution irakienne, demandant que le statut de Kirkouk soit réglé par référendum, ne désarme pas et plusieurs partis arabes et turkmènes réclament du Parlement irakien cette abrogation. Ainsi, le vice-président du parti turkmène Al-Aadal, Hassan Torman, estime que « *cette affaire n'est ni entre les mains du gouvernement irakien, ni dans celles du gouvernement régional kurde mais elle est du ressort du Parlement fédéral. C'est lui qui doit valider ou non cet article* », nonobstant le fait que la constitution irakienne a tout de même été rédigée par une commission parlementaire composée de 55 élus irakiens et adoptée par référendum par plus de 80% des électeurs irakiens.

Cependant, selon le journal officiel As-Sabah, l'actuelle commission parlementaire chargée de la révision de cette constitution pourrait modifier plusieurs articles, dont l'article 140, en supprimant la tenue du référendum, tandis qu'une indemnisation serait proposée aux personnes chassées de Kirkouk, mais sans relogement ni récupération de leurs biens. Mohammad Khalil Al-Joubouri, chef de la liste arabe du Conseil provincial de Kirkouk, estime par ailleurs que le délai ultime prévu dans l'article pour la tenue du référendum étant dépassé de bientôt 2 ans, cette disposition est caduque.

Mais les Kurdes s'étaient déjà assurés, lors de la rédaction de

cette constitution, que ces articles ne puissent être abrogés aisément par la suite. Les révisions constitutionnelles, en plus de devoir être approuvées par le Parlement et par référendum, comme la première fois, peuvent être bloquées si trois gouvernorats irakiens s'y opposent, ce qui donne ainsi, de facto, au Gouvernement régional du Kurdistan un droit de veto sur toute modification ou abrogation de cet article.

Lors de sa visite du 2 août au Kurdistan, Nouri Al-Malik a reconnu lui-même le caractère constitutionnel de l'article 140, tout en appelant à une « *solution pour préserver les intérêts des différentes composantes du peuple (...) dans le cadre de l'Etat irakien* ».

Sans répondre explicitement aux demandes des autorités de Kirkouk de prolonger leur présence militaire au-delà de 2011, les Etats-Unis ont cependant entamé des discussions avec le gouvernement irakien sur un accord éventuel qui permettrait à une force tripartite, kurde, arabe et américaine d'assurer provisoirement la sécurité dans cette province. Selon le général Ray Odierno, cette coopération à trois ne serait qu'une étape vers la formation d'une force « *irako-kurde* » qui pourrait opérer dans les territoires concernés par l'article 140, principalement Ninive, Kirkouk et Diyala, alors que, selon lui, « *Al-Qaïda s'engouffre dans le fossé qui s'est creusé entre Arabes et Kurdes dans la province de Ninive et dans la région autonome kurde, et ce que nous cherchons à faire est combler ce fossé* ».

Venant corroborer les dires du général américain, un attentat est survenu le 10 août dans le village de Khazna, à 20 kilomètres de Mossoul, peuplé de Shabaks, une secte religieuse kurde non musulmane, tout autant visée

par les fanatiques d'al-Qaïda que les yézidis. Deux camions piégés ont détruit 35 maisons, faisant 28 morts et 155 blessés dans cette localité de 3 500 habitants.

Le 16 août dans cette même région de Ninive, une bombe posée sur une route a blessé l'unique représentant, au sein du conseil provincial, de la secte religieuse kurde des Shabaks, alors qu'il circulait en voiture avec deux assistants.

Ces attaques ont avivé la mésentente entre Kurdes et Arabes dans cette province, encore plus vive qu'à Kirkouk. Le parti Al-Hadba, une formation nationaliste d'Arabes sunnites, qui a remporté les dernières élections à Mossoul à la faveur de l'exode des Kurdes et des chrétiens fuyant la ville et ses violences, a accusé les Kurdes d'être à l'origine de ces attentats. Le gouvernement d'Erbil a démenti avec vigueur, en rappelant que les victimes des derniers actes terroristes sont tous des Kurdes, puisqu'en plus des meurtres visant les Shabaks, 21 yézidis ont été tués ce mois-ci dans une attaque-suicide perpétrée à Sindjar :

« *Nous avons été patients jusqu'à présent pour préserver la tranquillité et la stabilité et pour les empêcher de nous entraîner dans une confrontation aux conséquences terribles ; La réalité c'est que des membres de la liste al-Hadba, notamment deux frères (du gouverneur) sont responsables de la campagne d'attentats et d'assassinats qui visent les Kurdes yazidis et shabaks, les Turcomans et les chrétiens, et plus de 2.000 kurdes ont été tués à Mossoul sans mentionner le déplacement de centaines de familles chrétiennes et kurdes* », a déclaré le porte-parole du Gouvernement régional kurde.

Les accusations d'al-Hadhba ne semblent pas, en tout cas, avoir

convaincu les Shabaks eux-mêmes, puisque dans une interview donné au journal du Parti démocratique du Kurdistan

(PDK), un leader religieux de cette communauté, Molla Selim Djouma, affirme que « les peshmergas vont assurer la sécurité des

52 villages des chabacks en creusant des fossés et en mettant 12 gardes par village pour les protéger des attaques terroristes. »

CULTURE : MORT D'ARAMÊ TIGRAN ET DE HASSAN YOUSEFZAMANÎ

Le mois d'août a vu la disparition de deux grandes figures de la musique et de la chanson kurdes, celles d'Aramê Tigran et de Hasan Yousefzamanî.

Le 6 août, Aramê Tigran est en effet décédé à l'hôpital d'Athènes, d'une tumeur cérébrale. Il était né en 1934, dans la ville kurde syrienne de Qamishlo. Lors du génocide de 1915, ses parents, arméniens, avaient fui Diyarbakir, leur ville natale. Il avait donc grandi dans la Djézireh syrienne, région de cultures et de langues multiples, mais où les Kurdes sont majoritaires, d'où son multilinguisme et son attachement à la culture kurde.

Moins connu des Arméniens, c'était un des chanteurs les plus célèbres et les plus aimés des Kurdes à l'instar de Karapetê Khadjo; Il aura composé et chanté principalement en kurmandji avec 230 chansons et 7 en zazaki, 150 chansons arabes, 10 en syriaque et 8 en grec.

Ayant appris le 'oud à l'âge de 9 ans, il avait quitté la Syrie en 1966 pour la capitale arménienne, Erevan. Là, il avait animé des programmes de musique kurde à Radio-Erevan, durant 18 ans. Ainsi, ses chansons furent écoutées très tôt des Kurdes de Turquie, à une époque où la langue kurde était totalement bannie.

Il vivait à Athènes depuis 1995.

Au Newroz 2008, il avait chanté dans la ville de Batman des chansons en kurde, turc, arménien et arabe et avait dédié l'une d'elles au journaliste arménien Hrant Dink assassiné le 19 janvier 2007 par un nationaliste turc.

Il avait participé cette année au festival de culture et d'art de Diyarbakir, mais déjà très diminué par la maladie il n'avait chanté que trois chansons en kurde. Dans cette ville et ses alentours, il avait retrouvé les traces de son passé familial et avait émis le vœu d'être enterré dans son cimetière arménien, comme il l'avait expliqué au journal Aknews :

« C'était le rêve du siècle de venir à Diyarbakir. J'avais toujours l'habitude de dire : « Mon 'Dieu, ne verrai-je jamais l'endroit où mes parents ont vécu avant que je meure ? » Il y a deux ans, après avoir acquis la nationalité grecque, je suis venu pour la première fois à Diyarbakir ».

Un comité des obsèques, créé à Diyarbakir par des élus du DTP, avait prévu d'organiser une messe à l'église arménienne, avant l'inhumation du chanteur au cimetière arménien de la ville. Le responsable du comité, Firat Anli, avait déclaré à la presse : « *Tigran est le nom qui vient naturellement à l'esprit quand on parle de la musique kurde. Chacun, au-delà d'un certain âge dans cette région, a fini par connaître la musique dans sa langue maternelle grâce à Tigran qui jouait des airs doux et émouvants accompagnés de son 'oud ».*

« C'était notre plus grand rêve, qu'il vienne jouer à Diyarbakir en concert. Cela nous a pris des années pour que cela puisse se réaliser. Auparavant, la situation en Turquie ne le permettait pas. Mais sa première arrivée fut un événement historique, comme un rêve. Des milliers de personnes ont eu des larmes aux yeux après l'avoir écouté.»

Mais, au dernier moment, le ministère de l'Intérieur en Turquie a refusé de délivrer l'autorisation neces-

saire pour qu'Aramê Tigran soit inhumé à Diyarbakir, arguant que le défunt n'était pas de nationalité turque.

Le comité a tout de même maintenu une cérémonie funèbre au cimetière arménien de Diyarbakir, en présence de son maire, Osman Baydemir, et de nombreuses personnalités politiques et artistiques kurdes.

Le 18 août, c'est une autre personnalité musicale kurde, Hasan Yousefzamanî, qui mourait au Canada, où il vivait depuis 1991.

Né en 1931 à Sine, au Kurdistan d'Iran, Hassan Yousefzamani à la fois poète, musicien, compositeur et parolier, était un maître de la musique classique iranienne depuis près d'un demi-siècle. Jouant de la clarinette, du saxophone, du violon, il a composé près de deux cents musiques pour les plus grands noms de la chanson iranienne, ainsi le grand chanteur persan Mohammad Reza Shajarian, les Kurdes Shahram Nazeri et Mazhar Xaliqî, et Sima Bina la Khorassanî.

C'est à l'âge de 15 ans qu'il étudia la musique à l'école militaire de musique de Sine. Il se produisit aussi pour les radios et fonda l'Orchestre kurde, dont l'audience fut grande dans tout le Kurdistan, par-delà les frontières de l'Iran, en Turquie comme en Syrie ou en Irak. Puis il partit étudier au conservatoire de Téhéran.

A Radio Téhéran, il dirigea une formation de musique folklorique à partir de 1962, en plus d'être clarinettiste et violoniste dans plusieurs orchestres, avant d'être à la tête du Grand Orchestre de la radio et de la télévision nationale iraniennes.

TheNational

August 1, 2009

UAE

Phil Sands and Nizar Latif, foreign correspondents, in Erbil and Baghdad

A simmering dispute between Arabs and Kurds, once pushed into the background by the vicious Sunni-Shiite sectarian conflict, has re-emerged as a major cause for alarm in Iraq, with growing talk of war on both sides of the ethnic divide.

"We will defend our rights, no matter what the price, and if there is a war between the Iraqi army and the Kurdish forces, we will enter this fight on the side of the Iraqi army," said Sheikh Naif al Yawar, an Arab leader from the Shammari tribe in Balad Ruz, a town in Diyala province.

Balad Ruz, 80km north-east of Baghdad, lies close to Mandali and not far south of Khanaqin, towns with mixed populations made up of Kurds, Arabs and Turkomen.

Both have seen their share of violence since the 2003 US-led invasion and, crucially, both are claimed by the Kurds as part of their autonomous region, whose capital is Erbil, something the central Iraqi authorities in Baghdad dispute.

A belt of similarly volatile contested zones runs along the Kurdish-Arab frontier, from the Syrian to the Iranian border, with mixed towns and villages all claimed by both Erbil and Baghdad.

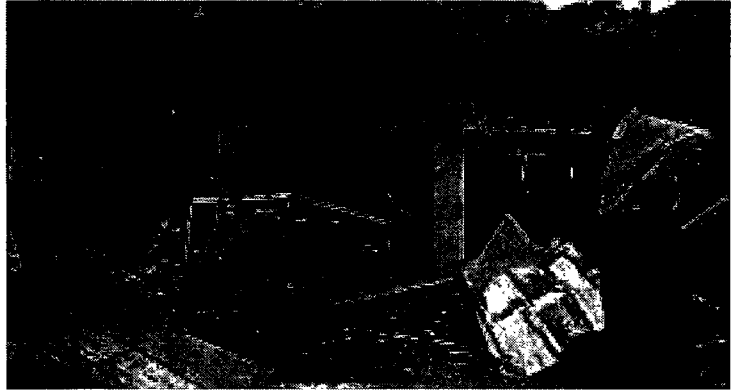
"There are many areas that are part of Kurdistan but the Iraqi government wants to keep them," said Kosar Mohammad, a 31-year-old Iranian Kurd living in Erbil.

"Of course we want to find a solution by political dialogue but, if you ask me, the Kurdish Regional Government [KRG] should move its armed forces into them, especially Kirkuk, and we should tell the others, 'if you don't want to live here with us, fine, you should leave our cities and our country'.

"If diplomacy doesn't work, we should be prepared to do what is necessary. I think the Kurdish people are ready for that."

Tension between the Kurds, who have enjoyed de facto independence since 1991, and Iraq's majority Arabs has long been an issue. Saddam Hussein tried to cement control over key Kurdish areas by forcing Kurds to leave and moving Arabs in to replace them. In the aftermath of the American-led invasion, the Kurds gained the upper hand, moving their peshmerga militia forces into commanding positions in Mosul, Kirkuk and other areas previously controlled by Baghdad.

Talk of war as Kurdish tension increases



An Iraqi Kurd inspects the damage to shops after a bomb blast in Kirkuk yesterday. Marwan Ibrahim / AFP

The Iraqi central authorities were in no position to contest the Kurdish expansion and, dependent on the Kurds politically, Iraq's ruling Shiites largely turned a blind eye to the issue. With the insurgency weakened – although still deadly, as Friday's multiple mosque bombings in Baghdad testify – and with Iraqi prime minister Nouri al Maliki in an increasingly strong position, the central government has turned its attention north. Since the end of June, the Arab-Kurdish dispute forced its way back to the top of the political agenda with the approval of a controversial draft constitution by the KRG.

The constitution contains nothing remarkably new and does not call for full Kurdish independence. It does, however, firmly spell out the Kurds' aspirations to take full control of areas they consider to be part of a Kurdish national homeland, including Kirkuk.

The oil rich northern city has become a central point of contention between Erbil and Baghdad and has come to symbolise the competing aims of each authority. The Kurdish constitution insists that a referendum must be held over Kirkuk's future, with residents allowed to decide whether the city joins the Kurdish area or stays outside, under the umbrella of the central government. Such a referendum is enshrined in Article 140 of Iraq's national constitution and should already have been held. But, with the Kurds certain they have a majority of the population, it has been indefinitely delayed by Baghdad. Instead, the United Nations has been brought in to come up with possible compromise solutions for Kirkuk and other disputed zones.

Compromises are not going to be easy, however. Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and re-elected as Iraqi Kurdistan's president last week, has taken a hard-line on the

question of Kirkuk, promising to bring it under Kurdish control.

The Americans, long allies of the Kurds, who welcomed them as liberators in stark contrast to most Iraqis, have become embroiled in the dispute.

The Kurdish draft constitution was due to be put to a referendum at the same time as the presidential and parliamentary elections on July 25th, until the US vice president Joe Biden personally stepped in and asked the Kurds to postpone it.

Robert Gates, the US secretary of defence, visited Erbil for talks with Mr Barzani this week in an attempt to prevent a dangerous confrontation with Baghdad after Gen Ray Odierno, the commanding US general in Iraq, said tension in the north was "the number one driver of instability" in Iraq.

There is little sign that either side is yet prepared to back down. Sherwan Haidary, a senior member of the Kurdish parliament and KDP, and deputy of the parliamentary committee that drew up the KRG's draft constitution, accused unsupportive officials in Baghdad of being "chauvinist".

"Those who are against our constitution are against Kurdish interests and are against the existence of the Kurds," he said in an interview.

"We knew some people would be upset. I don't know if [Iraqi Prime Minister Nouri] al Maliki is against our constitution, we just heard from Joe Biden that he didn't want a referendum. But everyone should know this: We can never hand over Kirkuk and we will always consider it to be part of the Kurdish region, and our rights are included in the Iraqi constitution."

The Kurdish people have long dreamed of having an independent state. They were promised their own country by the allies after the First World War, only for

the British and French to renege on their promise, splitting the Kurdish people between Iraq, Iran, Turkey and Syria.

Most Iraqi Kurds are presenting a united front on the issue of Kirkuk to Baghdad, maintaining that it must be put under Kurdish control. What differs is the strength of their rhetoric, and their willingness to talk of war.

Hadi Ali, head of the Kurdistan Islamic Union's politburo, said it was inappropriate to talk of armed conflict. "We need all of the problems between Baghdad and the KRG to be solved through dialogue," he said. "Sometimes there is violence in Mosul, Kirkuk and Khanaqin. We can only say, there must be more discussion. But Article 140 should be implemented, we support that. We have to help all the people in Kirkuk – the

Kurds, the Arabs, the Turkmen. We are all tired of violence."

At least one person was killed in a car bomb explosion in a Kirkuk market on Friday, the latest in a series of attacks to hit the city.

There are, however, Kurds who do not want their areas to be brought under KRG control. Khoshnaw Mohammad, a 33-year-old father of two living in Khanaqin, said he was against the idea, cautioning it would shatter a fragile, unstable peace.

"I think Arabs and Kurds should be able to live alongside one another in Iraq and I think annexation would be harmful to us here.

"Even if there is a majority that wants to be part of the KRG, we must not allow there to be a war between Kurds and Arabs. Nothing is more important than

avoiding that war. It will just destroy the future for our children. Iraq is just beginning its recover and if we miss this opportunity we will always regret it."

And despite growing discord and the threat of war, non-Kurdish politicians in northern Iraq say much of it is bombast that neither side has the stomach or ability to follow through on.

"Let Baghdad and Erbil talk about war if they want but that's all it is – it's talk, empty words," said Younan Hozaya, the Erbil-based deputy leader of the Assyrian Democratic Movement.

They can all talk about fighting but there won't be a war. The Kurds can say no a hundred times over Kirkuk but they cannot forcibly take it. In the end it will be settled by a political deal."

Newsweek

AUGUST 1, 2009

The Right to Defend Ourselves

By Larry Kaplow | NEWSWEEK

Iraq's Kurds have been enthusiastic U.S. allies since before the 2003 invasion. But as the Kurds have expanded their control over their oil-rich territory—and as they reassert claims to the contested city of Kirkuk ahead of a constitutionally mandated referendum—tensions are mounting with the central government of Prime Minister Nuri al-Maliki and with Arabs and other ethnic groups. Last week, Massoud Barzani was reelected president of the Kurdistan Regional Government despite a strong opposition showing. Days later, he sat down with NEWSWEEK's Larry Kaplow in his mountain complex high above the Kurdish city of Erbil. Excerpts:

How should people interpret the election?

This was a success for the people of the Kurdistan region. In the past, our people were subject to annihilation. Now we have reached a stage where they can vote freely for whomever they want.

How should we view the emergence of a new opposition?

I welcome it. I see having an opposition as a healthy phenomenon.

What do you say to charges that there is too much corruption, not enough democracy?

We will immediately constitute a public integrity or anticorruption commission. Whoever has any complaint, any evidence, they are welcome to come forward.

For the first time in many months, you and Prime Minister Maliki spoke yesterday. Is your



relationship improving?

Prime Minister Maliki called and congratulated me. This was a good initiative, and we believe it will help break the ice.

You have made some tough statements lately about how bad relations are with Baghdad.

There has been misinterpretation of what I said. In fact, my position has been the same from day one. I did not ask for anything else for my people beyond what the Constitution entitles us to. I have always stated that I will defend the rights of our people, and the only weapon in my hand will be the Constitution.

How concerned are you about the U.S. withdrawal?

Within the time that's left, we all have to sort out Iraq's problems. The important thing here is the political [will] of the United States and not the number of troops left on the ground. Will the United States leave Iraq and allow the situation to collapse, or will they withdraw in a way that leaves stability?

Has there been improvement in relations with Turkey, seen as an adversary to Kurdish ambitions?

There has been remarkable progress. We welcome it and we will try to make sure that this progress is sustained.

What about your commitment not to let the Kurdistan workers' party (PKK) stage attacks on Turkey from Iraqi Kurdistan?

We have not allowed the PKK to launch attacks from here. There has been some exaggeration of the PKK presence. This is a tough mountain area at the border of Iran, Iraq, and Turkey that is difficult for any force to control.

Could Turkey end up being an ally if the U.S. withdrawal goes badly?

Turkey can play a positive role in all of Iraq. If they're ready to play that kind of role we are ready. But we can't accept interference in our internal affairs.

The United Nations wants a negotiated settlement for who controls Kirkuk. Do you endorse that process?

My answer is very short. Kirkuk and other disputed territories have been covered by a constitutional article that stipulates the road map to solve them. Any other alternative will complicate that issue.

What if you are alone on this and others don't accept it?

Then the rights of the Kurdish people would have been usurped and we have the right to defend [ourselves] with the means that are at our disposal.

But if you're talking about war, you'll be outnumbered.

A larger number does not mean that they will always win. Only at the ballot box is it the [rule] that the majority wins.

AFP

IRAK : MALIKI ET LES KURDES RENOUENT LE DIALOGUE APRES UNE LONGUE BROUILLE

DOUKAN — 2 août 2009—(AFP)

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki et les dirigeants kurdes ont décidé dimanche, après une longue brouille, de régler par le dialogue leurs différends concernant la répartition des richesses pétrolières et les limites de la région autonome du Kurdistan.

"Une équipe commencera dès ce soir à discuter des conflits politiques et stratégiques et une délégation du Kurdistan viendra à Bagdad, et j'espère que (le Premier ministre de la région autonome du Kurdistan irakien Nichervan) Barzani en fera partie, pour discuter des questions en suspens et régler les problèmes", a dit M. Maliki lors d'une conférence de presse commune.

"Je suis toujours flexible et nous nous sommes mis d'accord pour résoudre les problèmes entre la région (du Kurdistan) et le gouvernement. La réunion d'aujourd'hui a été très positive", a abondé M. Barzani.

"Cette visite a été productive et réussie. Nous avons eu une réunion honnête et fraternelle", a dit pour sa part le président irakien Jalal Talabani.

Pour sa seconde visite depuis 2006, M. Maliki est arrivé dans la matinée à l'aéroport de Souleimaniyeh où il a été reçu par le président et le vice-Premier ministre irakiens, Jalal Talabani et Barham Saleh, tous les deux des Kurdes, et Kosrat Rassoul, vice-président du Kurdistan.

Ils se sont tous ensuite rendus au quartier général de l'Union patriotique du Kurdistan, situé à 75 km nord-ouest de Souleimaniyeh, à Doukan. La télévision a montré M. Talabani présidant la réunion, avec le président de la région du Kurdistan Massoud Barzani à sa gauche et M. Maliki à sa droite. Derrière étaient accrochés les drapeaux irakien et kurde.

"Nous avons différents points de vue et cela est naturel, car nous bâtissons un Etat démocratique sur les ruines d'une dictature (...) Je suis satisfait de la réunion (d'aujourd'hui) et nous nous sommes mis d'accord pour continuer à nous rencontrer à tous les niveaux", a assuré M. Maliki aux journalistes.

Cette reprise du dialogue se fait sous la pression des Etats-Unis qui craignent que le conflit entre Arabes et Kurdes ne ruine leurs efforts pour stabiliser l'Irak mais aussi pour des raisons électorales.

Avec un système proportionnel, M. Maliki sait que même si sa liste arrive en tête aux élections de janvier, il aura besoin d'alliés pour être reconduit comme Premier ministre et qu'il doit donc ménager les Kurdes.

Les Kurdes ont également besoin d'amis à Bagdad dans la perspective d'un départ des Américains, qui furent leurs protecteurs.



Le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, rencontre le président kurde Jalal Talabani le 2 août 2009

Juste après avoir rencontré le secrétaire américain à la Défense Robert Gates, Massoud Barzani avait annoncé mercredi l'ouverture prochaine de négociations avec Bagdad.

Les relations étaient mauvaises entre M. Maliki, qui se présente comme le défenseur de l'Etat central face aux revendications kurdes sur les provinces septentrionales de Ninive et Kirkouk, et M. Barzani, qui a assuré que jamais il ne renoncerait à Kirkouk.

Ce dernier avait évoqué une série de questions empoisonnant les relations entre les deux parties.

Il a évoqué les "territoires disputés" revendiqués par le Kurdistan, comme la province de Kirkouk, le statut des combattants kurdes (peshmergas), la loi sur la répartition des revenus pétroliers, l'exercice du pouvoir par M. Maliki jugé trop personnel, et une meilleure répartition des ethnies au sein de l'armée.

Le général américain Ray Odierno, commandant des troupes en Irak, a indiqué que les tensions entre le Kurdistan et Bagdad étaient "la première source d'instabilité" en Irak.

Les trois provinces formant le Kurdistan représentent 40.000 km² mais les forces kurdes, dans le sillage de l'invasion conduite par les Etats-Unis en 2003, ont étendu leur présence sur 75.000 km² en prenant le contrôle d'une partie des provinces de Kirkouk, Ninive et Diyala.

rfi 2 août 2009

Irak / Kurdistan irakien

Reprise du dialogue sous la pression des Etats-Unis



Les présidents Talabani (Irak) et Barzani (Kurdistan) en compagnie du premier ministre irakien al-Maliki, le 2 août à Bagdad.

(Photo : REUTERS/Iraqi Government/Handout)

Avec notre envoyée spéciale à Erbil, Edith Bouvier

Les relations irako-kurdes entament un nouveau départ avec ce dimanche, la venue du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki dans la province autonome du nord du pays. Une visite destinée à relancer le dialogue entre les deux communautés. « Dès ce soir, une équipe commencera à discuter des conflits politiques et stratégiques » a notamment déclaré Nouri al-Maliki lors d'une conférence de presse commune avec les dirigeants kurdes.

L'objectif est atteint. Apparemment, l'ambiance de la rencontre entre le président kurde d'Irak, le Premier ministre irakien et le président kurde était très détendue. A la sortie, Nouri al-Maliki et Jalal Talabani sont repartis main dans la main. Le président kurde, Massoud Bazani, quant à lui, est reparti seul à Erbil.

Une semaine après son refus très clair de négocier avec Bagdad sa présence était tout de même très symbolique et très

fortement encouragée par les Américains. Mercredi dernier, le secrétaire à la Défense, Robert Gates, en visite à Erbil avait appelé les Kurdes à s'entendre, je cite : « trop de sang a été versé dans le passé, il ne faut plus reproduire les mêmes erreurs ». Le lendemain, Nouri al-Maliki en visite à Washington recevait quasiment le même message.

Au-delà de cette belle image, rien de bien concret ne transparaît. La question du statut des provinces disputées, telle que Kirkouk, est toujours loin d'être réglée. Reste enfin les différends entre Kurdes, c'est-à-dire entre le président kurde d'Irak et le président de la province autonome. Là encore les discus-

sions continuent, mais le nom du futur Premier ministre de la région n'a toujours pas été communiqué.

Le président irakien Jalal Talabani se veut rassurant

« Nous sommes une fédération, pas une confédération. C'est-à-dire que le Kurdistan fait partie de l'Irak et dépend de notre autorité. Sur certains points, c'est vrai que nous sommes proches d'une confédération... Cette rencontre est un pas important vers un apaisement des relations entre Bagdad et Erbil... »

Le Monde

2 août 2009

Malgré l'Europe, l'armée reste au cœur de la politique turque

Analyse

par Guillaume Perrier
(Istanbul, correspondance)

En votant en force, début Ejuillet, une loi qui vise à réduire les compétences des tribunaux militaires, les députés turcs ont adopté une réforme cruciale pour la démocratisation du pays, réclamée de longue date par l'Union européenne. Désormais un soldat ou un officier en exercice, qui s'est rendu coupable de crimes graves, pourra être jugé par une cour civile, comme n'importe quel citoyen.

Cette modification législative a déclenché une nouvelle passe d'armes entre le gouvernement, dirigé par les islam-conservateurs de l'AKP, et l'armée, gardienne autoproclamée des institutions. Les militaires, soutenus par les principaux partis d'opposition, dénoncent un "coup d'Etat civil" qui mettrait en danger le régime turc. La Cour constitutionnelle a été saisie.

En réalité, cette réforme de la justice est une brèche supplémentaire ouverte par les autorités civiles dans le système politique, qualifié de "système de tutelle militaire" par le politologue Ali Bayramoglu. Intouchables et incontrôlables, les militaires n'ont jamais eu à rendre de comptes depuis la création de la République turque en 1923, par Mustafa Kemal. Au gré des coups d'Etat

- quatre ont été menés depuis 1960 -, l'armée a même renforcé ses positions et s'est aménagée une large autonomie, à la fois financière, administrative et judiciaire. La Constitution de 1983, toujours en vigueur, a été rédigée par la junte du général Kenan Evren, installée par un putsch, le 12 septembre 1980. Mais l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE, conjuguée à l'arrivée au pouvoir, en 2002, d'un parti non issu de l'establishment kémaliste, l'AKP, a changé la donne. Le Conseil national de sécurité (MGK), où siègent les hauts responsables du pays et où sont prises les décisions stratégiques, est, par exemple, placé sous tutelle civile depuis 2003. Une lente démilitarisation du système est engagée, sur fond de guerre sourde au sommet de l'Etat.

Longtemps impensable en Turquie, l'idée de traduire des militaires coupables de crimes devant une cour civile a finalement fait son chemin. Le colonel Cemal Temizöz, un dirigeant des commandos de gendarmerie, accusé d'une vingtaine d'assassinats de Kurdes dans les années 1990, sous couvert de "lutte contre le terrorisme", comparaitra cet été. Jeudi 16 juillet, le procureur de Diyarbakir, dans le sud-est du pays, a requis neuf peines de prison à perpétuité contre lui.

Mais l'exemple le plus emblématique est le procès du réseau Ergenekon, une nébuleuse militaro-nationaliste soupçonnée de complots contre le gouvernement et suspectée

d'avoir préparé une série d'actions violentes pour le déstabiliser.

Deux anciens généraux de haut rang, Hursit Tolon et Sener Eruygur, cerveaux présumés de deux tentatives de coup d'Etat en 2004, ont pris place sur le banc des accusés, lundi 20 juillet, alors que s'ouvre le deuxième volet du feuilleton judiciaire Ergenekon. Au total, plusieurs dizaines de militaires ont été arrêtés au cours de cette enquête qui tient la Turquie en haleine depuis 2007.

Même le vieux général Evren, âgé de 92 ans, a été brusquement sorti de sa douce retraite sur les côtes de la mer Egée. Une partie de la société turque réclame aujourd'hui que le meneur du coup d'Etat de 1980, qui occupe ses journées à peindre des nus dans sa villa balnéaire, puisse être traduit en justice, avant l'expiration du délai de prescription, en 2010. "Je jure devant ma nation que je ne laisserai pas cette question être discutée devant un tribunal. Je me suiciderai", s'est offusqué Kenan Evren.

La Turquie fonctionne comme une balance en recherche d'équilibre, oscillant entre l'Union européenne et l'armée. Quand l'une des deux forces pèse, l'autre s'incline. Les négociations d'adhésion à l'UE qui piétinent retardent donc la perte d'influence des militaires. Le premier ministre Erdogan l'a bien compris, en relançant opportunément les réformes pro-européennes au moment où l'étau se resserre autour de lui. "L'AKP a besoin d'une

démilitarisation, pour l'existence de son propre pouvoir", estime Ali Bayramoglu.

Depuis 2002, l'armée résiste : l'actuel chef de l'état-major, Ilker Basbug, comme ses prédécesseurs, apparaît régulièrement à la télévision. Dans des discours fleuves, il critique l'enquête sur Ergenekon, rejette en bloc les accusations de complots contre ses troupes, stigmatise "une campagne de calomnies" lancée par ses opposants et désigne les ennemis du régime : "les "séparatistes kurdes" et les "réactionnaires"..."

Les généraux donnent leur avis sur tout. Ils maintiennent leur emprise sur les médias et sur le système éducatif, et ne semblent pas décidés à "rentrer dans leurs casernes". Leurs interventions dans la sphère politique ont rythmé les années de gouvernement AKP. En 2004, ils se mobilisent contre le plan de paix à Chypre et, en 2007, contre l'élection d'Abdullah Gül, un ex-islamiste, à la présidence de la République. En 2008, ils tentent, avec leurs alliés, de faire interdire le parti au pouvoir et empêchent l'application d'une loi autorisant le port du voile à l'université. Sur la question kurde, leur pré carré depuis trente ans, leur intransigence demeure le plus sérieux obstacle à un règlement.

Les forces de sécurité irakiennes critiquées après une vague d'attentats

Au moins 29 fidèles sont morts dans cinq explosions simultanées contre des mosquées chiites

Beyrouth
Correspondante

Une série d'attaques à la bombe a visé cinq mosquées chiites à Bagdad et dans ses environs, tuant au moins 29 Irakiens, principalement des fidèles assistant à la grande prière du vendredi, le 31 juillet, en début d'après-midi. Selon un bilan provisoire, plus de 135 personnes ont également été blessées. Les explosifs ont été déclenchés presque simultanément - entre 12 h 45 et 13 h 30 - dans des quartiers de l'est, du sud et du nord de la capitale où les partisans de l'imam chiite, antiméricain, Moqtada Al-Sadr sont majoritaires.

L'attaque la plus meurtrière a visé, dans le quartier de Chaab, au nord de Bagdad, la mosquée Churufi, une ancienne place forte des milices sadristes. Son accès avait été condamné par la police nationale irakienne, contraignant la foule à prier sur le terre-plein extérieur. L'explosion a fait au moins 23 morts et plus de 100 blessés.

Depuis six mois, les attentats - quasi quotidiens, mais en net déclin depuis le pic de violence qui avait accompagné le retrait des troupes américaines des grandes villes irakiennes le 26 juin - ont surtout touché la communauté chiite. Entre avril et juin, les marchés surpeuplés des faubourgs de Sadr City, autre bastion sadriste, ont été durement frappés à plusieurs reprises.

Face à ces attaques, les dirigeants sadristes accusent régulièrement le premier ministre, Nouri Al-Maliki, et les forces de sécurité, dominées par un courant chiite rival, de mener une campagne visant à liquider leur mouvement. Plus généralement, les Bagdadis dénoncent l'incapacité des forces de sécurité à les protéger. Selon des témoignages rapportés par l'Agence France-Presse, des policiers irakiens pris de panique après les explosions de vendredi auraient réagi en tirant aveuglément dans la foule.

A l'heure où le désengagement de l'armée américaine d'Irak a été

Trois Américains arrêtés en Iran à la frontière irakienne

L'ambassade des Etats-Unis à Bagdad enquête sur l'arrestation de trois Américains en Iran, a déclaré, vendredi 31 juillet, le porte-parole du département d'Etat américain, Robert Wood. Ces hommes étaient d'abord entrés dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, via la Turquie, se présentant comme des touristes souhaitant faire de la randonnée, ont affirmé des officiels kurdes.

Selon ces mêmes sources, ils auraient été arrêtés par l'armée iranienne après avoir pénétré sans autorisation en Iran, près de la ville kurde d'Halabja, mitoyenne de la frontière. « Nous mettons tout en œuvre pour déterminer les faits dans cette affaire », a dit M. Wood, ajoutant que Washington prenait « toutes les affaires d'arrestation très au sérieux ». - (Reuters, AP.)

amorcé, le degré de planification que suppose la simultanéité de ces attentats en différents points de la capitale démontre la capacité de nuisance que détiennent encore certains groupes extrémistes. Leur mode opératoire n'est pas sans évoquer celui qui prévalait aux jours les plus noirs des violences intercommunautaires, entre 2005 et 2007.

débrouiller seules, malgré leur « paresse, leur corruption et leur inaptitude à résister aux pressions politiques ». Ces déclarations tranchent avec l'optimisme affiché par le secrétaire américain à la défense, Robert Gates, après sa visite mardi et mercredi en Irak. Il estimait que le désengagement américain se déroulait « mieux que prévu ».

Même si la guerre en Irak n'est plus une priorité de l'administration Obama, qui compte notamment sur le retrait de ses forces du théâtre irakien pour renforcer le front afghan, de nombreux spécialistes mettent en garde contre la recrudescence des attentats en Irak à l'approche des élections parlementaires prévues le 16 janvier 2010. Pour rester au pouvoir, M. Maliki devra en effet démontrer sa capacité à maintenir le calme relatif qui prévaut alors que les tensions augmentent autour de plusieurs enjeux majeurs pour l'avenir du pays.

Les communautés kurde et arabe se disputent âprement sur le statut qui sera réservé à la riche cité pétrolière de Kirkouk. De son côté, la minorité sunnite réclame davantage de représentation politique, dénonçant une mise à l'écart systématique. Le projet américain de voir intégrer dans le gouvernement irakien actuel une partie des milices sunnites proaméricaines des Majlis Al-Sahwa (Conseil du réveil) se heurte aux fortes réticences du pouvoir chiite actuel, qui a procédé récemment à l'arrestation de plusieurs chefs de milices. ©

Cécile Hennion

Iran

L'investiture du président Ahmadinejad boycottée



Le Monde
5 août 2009

TÉHÉRAN. Après plus d'un mois de contestation, Mahmoud Ahmadinejad, vainqueur officiel de l'élection présidentielle iranienne du 12 juin, a été investi, lundi 3 août, par le Guide suprême Ali Khamenei. Dérogant aux usages, les précédents présidents (MM. Rafsandjani et Khatami) ont boycotté la cérémonie, ainsi que d'autres personnalités du régime, dont les ex-candidats réformateurs à l'élection de juin, MM. Moussavi et Karoubi, entrés dans l'opposition. Contrairement à ce

qui s'était passé en 2005 pour son premier mandat, le Guide a empêché M. Ahmadinejad de lui baiser la main et ce dernier n'a pu que lui baiser l'épaule (photo). La réticence de M. Khamenei a été interprétée comme la preuve des différends qui les ont opposés ces derniers jours. Plusieurs milliers de personnes descendues, lundi, dans les rues de Téhéran aux cris de « mort au dictateur » ont été dispersées par la police, lundi soir. M.-C. D. (PHOTO: HASAN SARBAKHSIAN/AP)

IRAK: UN NOUVEAU MENSUEL KURDE INVITE LES JUIFS À REVENIR AU KURDISTAN

3 août 2009 — De Abdelhamid ZIBARI (AFP)

ERBIL, Irak — Un nouveau mensuel kurde a fait sensation à Erbil en proposant aux Juifs d'origine kurde de revenir dans cette région, en dépit de la fureur des islamistes.

"Les Juifs d'origine kurde sont très nombreux en Israël. Si la situation dans notre nouvel Irak fédéral et démocratique, et notamment au Kurdistan, se stabilise, beaucoup voudront revenir et cela réduira les colonies (juives) en Palestine", explique naïvement son directeur Dawood Baghestani.

Environ 150.000 juifs originaire du Kurdistan se trouvent en Israël. Au 12ème siècle, les Juifs, qui parlaient l'araméen, vivaient dans une centaine de localités de l'actuel Kurdistan.

Le magazine en couleur intitulé "Israël-Kurdes", compte une cinquantaine de pages en kurde et deux en anglais, et tire à 1.500 exemplaires. Sur la couverture apparaît une femme portant le drapeau israélien et le mensuel traite des traditions des Juifs kurdes avec des photos des années 20,30 et 40. Il publie des études sur les Juifs d'Irak et sur l'importance économique, sociale et politique d'avoir des relations avec Israël.

Les islamistes kurdes n'apprécient pas cette initiative. "Je suis méfiant et ne vois pas l'utilité de ce genre de publication d'autant que les Kurdes appartiennent à la nation musulmane et que le Kurdistan fait partie de l'Irak", peste Zana Rustabi, député et dirigeant du Groupe islamique du Kurdistan.

Commerçants, artisans et agriculteurs, les Juifs vivaient en bonne intelligence avec la population locale. La création de l'Etat d'Israël et la montée du nationalisme dans les pays arabes ont bouleversé la donne. C'est au début des années 50, poussés par l'Agence Juive que les Juifs ont quitté en masse l'Irak.

"Le problème palestinien a pour principale raison les mesures iniques prises par les régimes arabes qui ont conduit au départ d'1,5 million de Juifs. S'ils n'avaient

pas été contraints à l'exode, les Palestiniens ne l'auraient pas été non plus", ajoute M. Baghestani, 62 ans, ancien directeur du comité des Droits de l'homme au Kurdistan (1994-1997).

Le premier exode des Palestiniens s'est produit durant la première guerre israélo-arabe de 1948. Par peur de massacres ou bien chassés par les soldats hébreux, plus de 700.000 Palestiniens quittèrent le nouvel Etat d'Israël.

Pour cet ancien peshmerga (combattant kurde) qui s'est rendu à quatre reprises en Israël, dont la première clandestinement en 1967, la solution du problème israélo-palestinien est simple. "Si chaque Etat arabe fait revenir ses Juifs en leur rendant leurs biens, les réfugiés palestiniens pourront regagner leurs terres car Israël n'aura plus besoin d'un grand territoire", estime-t-il.

Cet ancien détenu de la prison d'Abou Ghraïb (1976-1986), dément être soutenu en sous-main par les Israéliens. "Ils sont au courant de l'existence du magazine car nous avons un site mais nous ne travaillons pas pour eux mais pour nous. Nous avons besoin des Juifs kurdes", assène-t-il.

Interrogé sur la réaction des dirigeants kurdes, M. Baghestani rétorque ne pas leur avoir demandé leur avis. "Ce que je réclame est inscrit dans la Constitution qui accorde le droit de revenir dans sa patrie et les Juifs sont des citoyens irakiens qui ont été l'objet d'injustice", dit-il.



Dawood Baghestani, directeur du nouveau mensuel "Israël-Kurdes", montre sa couverture, le 2 août 2009 à Erbil

Attentat meurtrier à la voiture piégée à Kirkouk

REUTERS

KIRKOUK, Irak—3 août 2009—Reuters

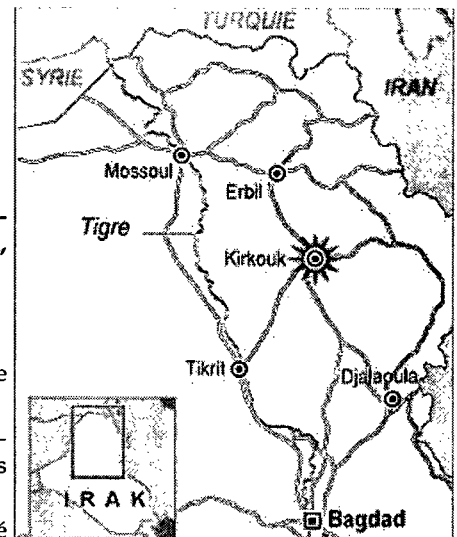
Cinq personnes ont été tuées et 30 autres blessées dans l'explosion d'une voiture piégée garée non loin d'un marché très fréquenté de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, apprend-on auprès des hôpitaux.

La police a, quant à elle, fourni un bilan de trois morts et de 18 blessés.

Le site touché est situé dans un quartier peuplé majoritairement de Kurdes et l'engin ne visait apparemment pas les forces de sécurité.

Kirkouk est au centre d'un contentieux ancien entre les trois grandes communautés représentées: les Kurdes, qui estiment que la ville est leur berceau ancestral, les Arabes et les Turkmènes.

Les Kurdes, dont les Arabes et les Turkmènes redoutent l'hégémonie, veulent intégrer la cité dans la région semi-autonome du Kurdistan irakien.



TURQUIE: DEUX REBELLES KURDES TUÉS LORS DE COMBATS AVEC L'ARMÉE

DIYARBAKIR (Turquie), 4 août 2009 (AFP) —

Deux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors de combats avec les forces de sécurité lundi soir dans l'est de la Turquie, ont affirmé des sources locales de sécurité.

L'accrochage avec une unité de gendarmerie s'est produit dans une zone rurale proche de la bourgade de Caldiran, voisine de l'Iran, dans la province de Van, ont indiqué ces sources, ajoutant que des opérations de ratissage étaient toujours en cours dans la zone de l'affrontement.

Les combats interviennent alors que la Turquie a annoncé le mois

dernier la préparation de mesures et de propositions en faveur de la communauté kurde, avec l'espoir de saper le soutien dont disposent les rebelles du PKK, en lutte armée contre le régime turc depuis 1984.

Les rebelles ont pour leur part décidé de prolonger, pour la troisième fois, un cessez-le-feu unilatéral en vigueur depuis le 21 mars, fixant la nouvelle échéance au 1er septembre.

Cette décision a été prise avant la divulgation, prévue en août, d'une "feuille de route pour une solution démocratique", par le leader du PKK, Abdullah Öcalan, qui est détenu à vie en Turquie depuis 1999. Ankara n'a jamais reconnu ces trêves et a poursuivi ses opérations contre les rebelles.

Investiture de Mahmoud Ahmadinejad, en Iran, sur fond de procès d'opposants

Le président iranien commence son second mandat en pleine polémique, les réformateurs dénoncent l'extorsion d'« aveux truqués »

Véritable procès, mesure d'intimidation comme le dénonce l'opposition? C'est un étrange exercice qui s'est déroulé, samedi 1^{er} août à Téhéran, presque en lever de rideau de la cérémonie d'investiture du président Mahmoud Ahmadinejad par le Guide suprême Ali Khamenei, lundi.

Les autorités avaient annoncé le procès des « casseurs » qui ont participé aux manifestations qui ont suivi la réélection contestée de M. Ahmadinejad, le 12 juin. La salle était pleine mais les avocats et la presse (à l'exception de rares médias officiels), exclus. Dans les premiers rangs, défaits, traits tirés, amaigris sous le pyjama carcéral beige, figuraient quelques-uns des dirigeants réformateurs les plus connus, encadrés de policiers. A l'arrière une foule de prévenus anonymes, arrivés souvent menottés.

Pas de réquisitoire ni d'interrogatoires, mais un long discours de l'avocat général expliquant que les accusés avaient fomenté une « révolution de velours » avec l'aide des ennemis du régime (Américains, ONG et presse étrangère, dont la BBC, etc.). « Notre Guide voulait montrer aux Occidentaux que notre système est l'un des plus stables et populaires au monde », a-t-il déclaré, ajoutant qu'« avec une participation de

85% cette élection a un impact énorme qui nous fournira plusieurs cartes à jouer face à nos adversaires internationaux ». En d'autres termes, il y a eu contre les projets du Guide une opération générale de « sabotage » dont les principaux responsables, n'hésitera pas à avancer l'avocat général, ne sont autres que Mir Hossein Moussavi, ex-premier ministre et candidat réformateur malheureux à la présidentielle; l'ex-président de la République Hachemi Rafsandjani, qui a récemment mis en garde contre les « dérives autoritaires » du régime; et l'ex-président Mohammad Khatami, lui aussi très critique.

Et comme pour appuyer ces dires, cette audience s'est achevée par une séance d'« aveux » dûment télévisés. Mohammad Atrianfar, le

principal lieutenant de M. Rafsandjani, Mohammad Ali Abtahi, ex-chef de cabinet du président Khatami, ont pris la parole, expliquant qu'ils avaient été « manipulés » par les dirigeants réformateurs et ont présenté des excuses tout en reconnaissant qu'« il n'y avait pas eu fraude électorale ».

Pourquoi pareille mise en scène? « C'est un coup médiatique pour éclipser l'échec de l'investiture de M. Ahmadinejad à laquelle de nombreuses personnalités du régime ont décidé de ne pas assister », répond l'analyste iranien Ahmad Salamati. Face à un problème politique qui entame sérieusement les fondements mêmes de la République islamique de l'ayatollah Khomeyni, le pouvoir en Iran se livre à des simulacres de procès et à une

Les principaux dirigeants réformateurs accusés

Les stratèges réformateurs accusés d'avoir fomenté les troubles qui ont suivi l'élection du 12 juin: Mohammad Ali Abtahi, ex-chef de cabinet du président réformateur Khatami et vice-président chargé des relations avec le Parlement; Abdollah Ramezanzadeh, ex-porte-parole du gouvernement Khatami; Mohsen Mirdamadi, ex-président de la commission des affaires étran-

gères du Parlement et secrétaire général du front de la participation de l'Iran islamique; Bezad Nabavi, ex-vice-président du Parlement et ministre de l'économie; Mohsen Aminzadeh, ex-vice-ministre des affaires étrangères; Mohsen Safaie Farahani, ex-vice-ministre de l'économie; Mohammad Atrianfar, l'homme de confiance de l'ex-président Hachemi Rafsandjani.

intimidation « juridique ». Mais c'est une solution politique qu'il faut pour résoudre une crise de confiance qui ébranle le système du plus haut de l'Etat jusqu'au plus bas de la société. »

Face à ce que beaucoup interprètent comme une ultime tentative de pression sur l'opposition, les réactions ont été cinglantes. L'ancien président Khatami estime que ce procès « n'est qu'une violation de la Constitution, une mise en scène judiciaire préjudiciable ». M. Moussavi, condamnant cette « escroquerie judiciaire qui justifie une escroquerie électorale » a fait une sortie d'une violence inusitée. Rejetant les « aveux » de ses collaborateurs, il a dénoncé la « torture moyenâgeuse » et les vexations utilisées pour les obtenir: « Les victimes font partie de ceux qui ont rendu de grands services à l'Iran dans le passé (...) Ils disent que les enfants de la révolution ont avoué leurs liens avec les ennemis pour renverser la République islamique. Tout ce que j'ai entendu, c'est un gémissement qui traduit ce qu'ils ont enduré durant cinquante jours (...). Bientôt nous verrons les procès des tortionnaires et des interrogateurs... »

Et déjà, dans un éditorial du très influent journal conservateur *Keyhan*, Hossein Shariat Madari, patron du journal désigné par le Guide suprême, a averti dimanche que MM. Moussavi et Khatami « responsables d'actes criminels » devraient « être poursuivis, arrêtés et châtiés ».

Des déclarations qui n'ont fait qu'enflammer un peu plus les divisions internes du régime. Au moment de recevoir l'approbation du Guide suprême, qui a pesé de tout son poids pourtant en sa faveur lors de l'élection, M. Ahmadinejad est isolé comme jamais. Il est très critiqué pour avoir tardé à se défaire de son vice-président Rahim Machaie, comme le lui commandait M. Khamenei. Devant le peu d'enthousiasme de son ministre du renseignement, Gholam Hossein Mohsen Ejeie, à utiliser des « aveux » télévisés d'opposants (méthode qu'il estimait contreproductive) M. Ahmadinejad l'a limogé. Depuis, son ministre de la culture et même son conseiller de presse Djavan Feckr l'ont quitté. ■

Marie-Claude Decamps



Mohammad Atrianfar, proche conseiller de l'ancien président Rafsandjani, prend la parole pour dire qu'il a été « manipulé » lors de l'élection présidentielle contestée. FARS NEWS/AFP



THE JPEG REVOLUTION
 Images of the June uprisings in Iran, captured by amateur photographers. The protests unsettled not only the hardliners in Tehran but also the Obama administration, which has to make policy for a situation that changes as frequently as a Twitter feed.

Core test on Iran

U.S. tries to find a new balance amid upheaval

BY ROGER COHEN

A TEHRAN JOURNAL

The silent protest began in Imam Khomeini Square in front of the forbidding Ministry of Telecommunications, which was busy cutting off cellphones but powerless to stop the murmured rage coursing through Tehran. Six days had passed since Iran's disputed June 12 election, but the fury that brought three million people onto the streets the previous Monday showed no sign of abating.

"Silence will win against bullets," a woman beside me whispered.

Her name was Zahra. She wore a green headband — the color adopted by the campaign of the defeated reformist candidate Mir Hussein Mousavi — and she held a banner saying, "This land is my land." The words captured the popular conviction that not only had President

Mahmoud Ahmadinejad stolen votes, but he also had made off with Iran's dignity.

In those giddy postelectoral days, anything seemed possible, even the arrival of liberty, or at least more of it, in the 30-year-old Islamic Republic. The core issues were simple. Iranians

wanted their votes to count. They knew that no genuine victor with two-thirds of the vote need resort to brutality or fear a recount. Sometimes they asked if the United Nations would help them; often they asked if America would. It was their way of saying, with fierce emotion, that the morality of the Iranian story, its right and wrong, was plain.

But it was precisely emotion, and notions of good and evil, that the Obama administration had spent months trying to drain from the charged U.S.-Iranian relationship. Sobriety dominated the ideas of the president's Iran team, as I'd learned before I left in conversations with senior officials at the State Department and the National Security Council.

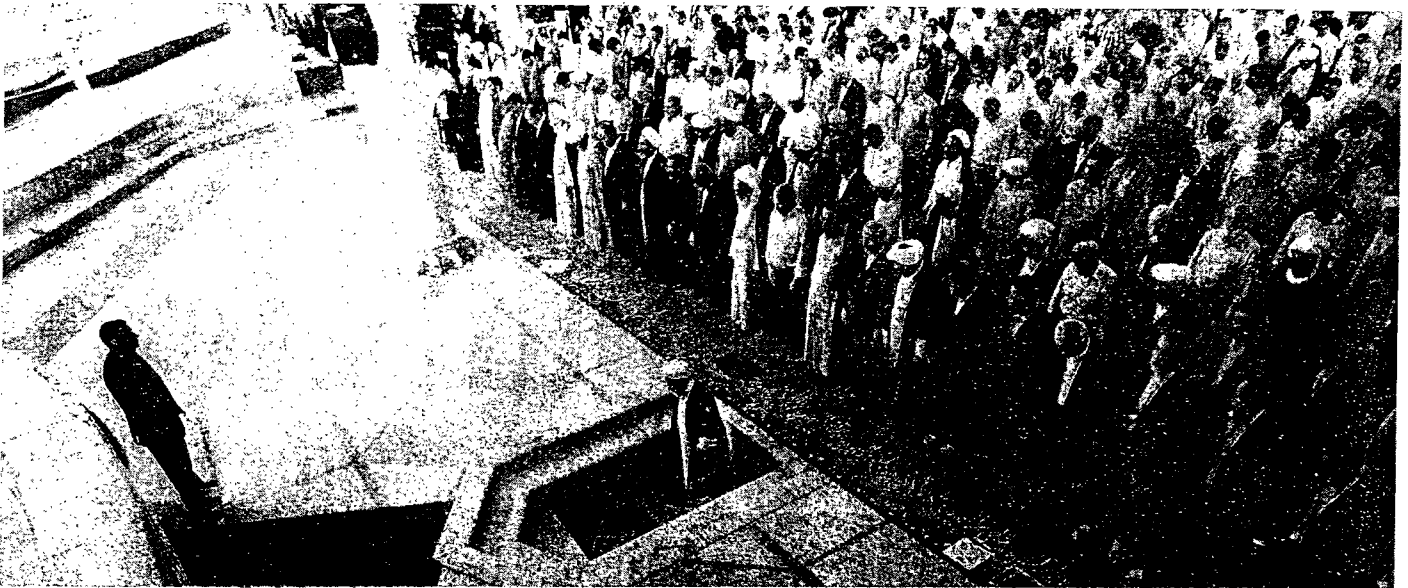
The Bush administration's ideologically driven axis-of-evil approach to Iran had failed. Tehran had prospered by expanding its regional influence and was accelerating its nuclear program. The Obama administration believed it was time to seek normalization.

Mr. Obama's Iran team — the veteran Middle East negotiator Dennis B. Ross; the courtly under secretary of state William J. Burns; the dapper deputy national security adviser Thomas E. Donilon; the studious senior N.S.C. official Puneet Talwar; the hard-charging organization man Denis McDonough, who controls strategic communication at the White House — faced a difficult choice between sticking with strategic outreach to the regime and questioning its legitimacy in the name of human rights.

Secretary of State Hillary Rodham Clinton, whose instincts on Iran have always been more hawkish than the president's, "was pushing for a harder line sooner after the June 12 vote," a Middle East expert close to her told me last month. She was supported by her friend Joseph R. Biden Jr., the vice president. They did not prevail.

The Iran gambit lies close to the core of Mr. Obama's refashioned global strategy, America's "new era of engagement." Just how far Mr. Obama is ready to go in engagement's name has become clearer in Iran.

At the time of that Thursday demon-



A moment of peace Friday prayers in Tehran. President Mahmoud Ahmadinejad officially begins his second term next week amid a deepening feud with his fellow hard-liners and continuing pressure from the reformist opposition. Mr. Ahmadinejad will be formally approved at a ceremony Monday and sworn in Wednesday before Parliament.

stration, almost a week after the election, the toughest thing he had said about the turmoil was that the suppression of peaceful dissent “is of concern to me and it’s of concern to the American people.” He had also equated President Ahmadinejad with Mr. Moussavi, from the U.S. national security standpoint, because both support the nuclear program, even as people died for the greater openness that Mr. Moussavi espoused.

A sobered America is back in the real-politik game. The question is whether such an approach can yield results.

The Obama administration’s strong conviction, as several officials told me, is that Mr. Ahmadinejad’s election was fraudulent. But in the American interest, it is ready to overlook that and to talk. Restored relations with the Soviet Union came in 1933 at the time of the Great Terror, and with China in 1972 in the middle of the Cultural Revolution. But of course the bloodshed then — of an altogether different dimension — was not being YouTubed around the globe.

One of the first people I saw in Iran was Saeed Leylaz, an economist close to Mr. Moussavi. (Like many of Iran’s reformist intellectuals, Mr. Leylaz is now in jail.) He told me Mr. Obama’s outreach — his recognition of the Islamic Republic and pledge of “mutual respect” — had affected the campaign, unsettling hard-liners. One conservative Iranian official put it this way to Karim Sadjadpour, an Iran expert at the Carnegie Endowment for International Peace: “If Iran can’t make nice with a U.S. president named Barack Hussein Obama who’s preaching mutual respect and sending us greetings, it’s pretty clear the problem lies in Tehran, not Washington.”

Mr. Donilon, the deputy national-security adviser, told me in Washington: “Engagement was pressure. There’s no doubt about it.”

The Obama administration — as Mr. Donilon, the Ross adviser Ray Takeyh, and others made clear to me — had been deliberately agnostic on the election out-

come and had tried to finesse electoral uncertainty by directing its diplomatic overture chiefly at Ayatollah Ali Khamenei, Iran’s supreme leader. In early May, Mr. Obama sent Ayatollah Khamenei a secret personal letter, as The Washington Times reported. The letter proposed a framework for talks on the nuclear issue (which Khamenei is believed to control) and regional security.

I was reliably informed by more than one knowledgeable American that Ayatollah Khamenei had answered in writing, but the reply was disappointing. Still, it was a response — and Ayatollah Khamenei had already replied in March to a conciliatory message sent by Mr. Obama on Nowruz, the Persian new year, by saying, “Should you change, our behavior will change, too.”

The two things the Obama administration had not planned for, however, were a situation of near-insurrection and Ayatollah Khamenei’s shift to explicit alignment with Mr. Ahmadinejad.

It is possible that Ayatollah Khamenei, come autumn, may see in outreach to the United States a means to regain support in a country where whoever delivers normalization with Washington will be a popular hero. It is possible that Mr. Ahmadinejad will bring moderates into his government, to be formed this August, with a similar conciliatory aim. One key indicator will be whether he keeps Saeed Jalili, described to me as a chief architect of the clampdown, as his nuclear negotiator. If he does, talks are probably a waste of time.

It’s worth remembering that for nigh on two generations of U.S. diplomats, Iran has been the great black hole. “Diplomacy is conducted face to face between human beings, but I worked for three years, day in, day out, on Iran and never got to meet an Iranian diplomat,” R. Nicholas Burns, who was under secretary of state from 2005 to 2008, told me. “The policy did not work.”

Over eight George W. Bush years, Iran became stronger. American inter-

vention had rid it of its Taliban enemy to the east and the hated Saddam Hussein to the west. Iran installed 7,200 centrifuges, produced more than a ton of low-enriched uranium and made a decisive step toward the threshold nuclear status that could prompt an Israeli attack on Iranian nuclear installations.

Israel, which sees an existential threat in a nuclear Iran, has made clear that its patience is limited. The Ross team does not think Israelis are bluffing. They believe Israel views Iran in life-and-death terms. Israeli officials have argued that they don’t believe Iran would ever be crazy enough to nuke them but do believe the change in the balance of power with a nuclear or near-nuclear Iran could be so decisive that Jews would begin to leave Israel.

In Tehran, just before the election, I sat down with Nasser Hadian, an influential thinker on foreign affairs who once taught at Columbia and is now at Tehran University. Mr. Hadian told me that Iran has taken Mr. Obama’s outreach seriously.

Mr. Hadian has been part of a group of foreign policy experts who have been meeting every two weeks to review how to respond to the U.S. offer. Mr. Vaezi prepares reports that are submitted to Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, the reformist former president who has been bitterly critical of the June 12 vote, and to Ayatollah Khamenei himself.

The discussions, I was told, have been detailed, including a review of who might lead any eventual bilateral negotiations from the Iranian side. One name that has been proposed is Ali Akbar Velayati, a former foreign minister who is a top adviser to Ayatollah Khamenei.

In this light, the fact that Mr. Velayati praised Obama after the election for remaining quiet about it is interesting. Mr. Velayati also said, “America accepts a nuclear Iran, but Britain and France cannot stand a nuclear Iran.” This is a new language, however wide of the truth. The bizarre official lambasting of Britain can

be seen as the Iranian authorities trying to keep their U.S. options open.

"My argument in all the meetings has been: You have to go for full normalization and comprehensive engagement on all the issues," Mr. Hadian told me. "Not a U.S. consulate in Tehran, or the nuclear issue in isolation; that won't work." That view, he suggested, had gained some traction in Tehran.

But Mr. Hadian is a reformist who backed Mr. Moussavi. The Iran he talked about has not disappeared postelection — Mr. Velayati is as influential as ever — but it's shaken. Ayatollah Khamenei, who just turned 70, knows he is vulnerable right now; it's far from clear he'd be ready to negotiate from vulnerability.

Iran is in no position to talk right now. It has no functioning national security apparatus as its leaders scramble to shore up the regime. The republican pillar of the Islamic Republic has been destroyed to salvage a hard-line rightist order, but the price of this violent gamble in terms of lost support, internal division and external criticism has been immense. With oil down and opposition up, Iran's regional ascendancy is stalled or already in reverse.

The Obama administration is going to have to work hard, even with its allies, to present a united front to Iran. Saudi Arabia has had normal relations with Iran since 1991 and will always be more comfortable making life difficult for a Jewish state than for a Muslim nation. And if the Saudis are difficult, they pale by comparison with the Russians and Chinese, who are partners with the United States in the six-power effort (known as P5+1) to curb Iran's nuclear program.

Indeed, what looms for the Obama administration is a core test, over Iran, of its new foreign policy doctrine. This was defined by Hillary Clinton as follows: "We will lead by inducing greater cooperation among a greater number of actors and reducing competition, tilting the balance away from a multipolar world and toward a multipartner world."

But it is far from clear that Moscow and Beijing do not still see America's Iran problem as a useful tool in building a multipolar world less dominated by Washington. Getting them to impose



MEISAM HOSSEINI/HAYAT NEWS AGENCY, VIA AP

Ayatollah Ali Khamenei's suspicion of the United States is deep; anti-Americanism has worked for him for 20 years.

sanctions that really bite will be difficult.

There has always been what Mr. Donilon called a "back end" to Mr. Obama's effort to talk with Iran: punitive sanctions, in the event engagement fails. The sanctions would change the Iranian calculus on further uranium refinement by cutting off Iranian banks' access to credit, extending that isolation to insurance and shipping, stopping refined petroleum products from reaching Iran. For all that to happen, Mr. Obama will need to prove that other nations have bought into the notion that a near-boycott of Iran should be imposed.

The administration seems to believe that means of suasion short of this dubious sanctions route still exist. It's working to prize Syria away from the Iranian orbit, adopt a more pragmatic tone toward Hezbollah and Hamas and change Tehran's risk calculus by talking of a sharp upgrade of the defense capacities of allies in the region — all with the objective of further unsettling and isolating a shaken government. Mrs. Clinton has returned to talk of "crippling action"

against Iran and late last month introduced the notion of a "defense umbrella" in the region that would make Iran less secure, even with a nuclear weapon.

The latter phrase displeased the Israelis: They viewed it as suggesting that the administration is now more focused on deterrence than prevention. What Mr. Obama's precise tolerance threshold is for the Iranian nuclear program is in fact unclear. Officially, the administration still insists on the "zero option" — no enrichment, no reprocessing, no sensitive technology. But I heard talk of nonzero options — say a small enrichment facility for research operating under intrusive International Atomic Energy Agency inspection — if Iran makes a convincing effort to gain Western confidence and can demonstrate that a fuel cycle it controls will have only peaceful ends.

It is also clear to me that a military strike on Iran by Israel is Mr. Obama's least-favored outcome: It would inflame the region he's trying to quiet and sabotage his outreach to the Muslim world, while perhaps only delaying Iran's nuclear program a year or two. So deterrence may indeed be the administration's reluctant bottom line. The president also has at his disposal a covert program inherited from the Bush administration aimed at sabotaging Iran's nuclear program by penetrating its supply chain and undermining its computer systems.

This has been under review, but could be used as an argument to the Israelis to hold off any military action.

Normalization with Iran is a heady idea, comparable to the China breakthrough of 1972. It would create a far less dangerous world. But since June 12, prospects of a U.S.-Iranian rapprochement have darkened. The possible explosion that now looms in Iran, were Israel to attack, could assume devastating proportions and expose America to heightened danger. Mr. Obama has staked a lot — arguably his whole "smart power" doctrine — on preventing that.

Roger Cohen is a columnist for *The New York Times* and *the International Herald Tribune*.

Hikers held by Iran are named

BAGHDAD

The identities of the three young Americans arrested by Iran last week while hiking near the Iraqi-Iranian border were confirmed Monday by Kurdish officials in Iraq, who said they were planning to meet for a second time with their Iranian counterparts to discuss the case.

Swiss diplomats representing American interests in Iran, meanwhile, were

trying to confirm the detentions with the Iranian Foreign Ministry and seeking consular access to the detainees, said Lars Knuchel, head of public information for the Swiss Foreign Ministry in Bern. Iran and the United States have not had formal diplomatic relations since the American hostage crisis of 1979.

The Kurdish authorities named the three Americans, all believed to be in their 20s, as Shane Michael Bauer, of Emeryville, California, Joshua Felix

Fattal, of Cottage Grove, Oregon, and Sarah Emily Shourd. Kurdish officials described them as students, two of whom were studying Arabic in Damascus. Mr. Bauer and Ms. Shourd have also worked as freelance journalists, with recent bylines from the Middle East.

The Americans were arrested by Iranian border guards on Friday after hiking into Iranian territory. The Kurdish authorities said they had lost their way in mountainous terrain and crossed into Iran.

AUGUST 3, 2009

Opposition denounces mass trial in Iran

BEIRUT

More than 100 charged with plotting revolution; torture allegations raised

BY ROBERT F. WORTH
AND NAZILA FATHI

Opposition figures Sunday angrily denounced a mass trial of more than 100 people whom the Iranian authorities accused of trying to start a revolution after the disputed elections in June, calling the proceeding in Tehran an outrageous show trial without legal validity and saying the confessions on which it was based had been wrung from the defendants through torture.

The extraordinary mass trial began Saturday, with the defendants accused of conspiring with foreign powers to stage a revolution through terrorism, subversion and a media campaign to discredit the June 12 presidential vote.

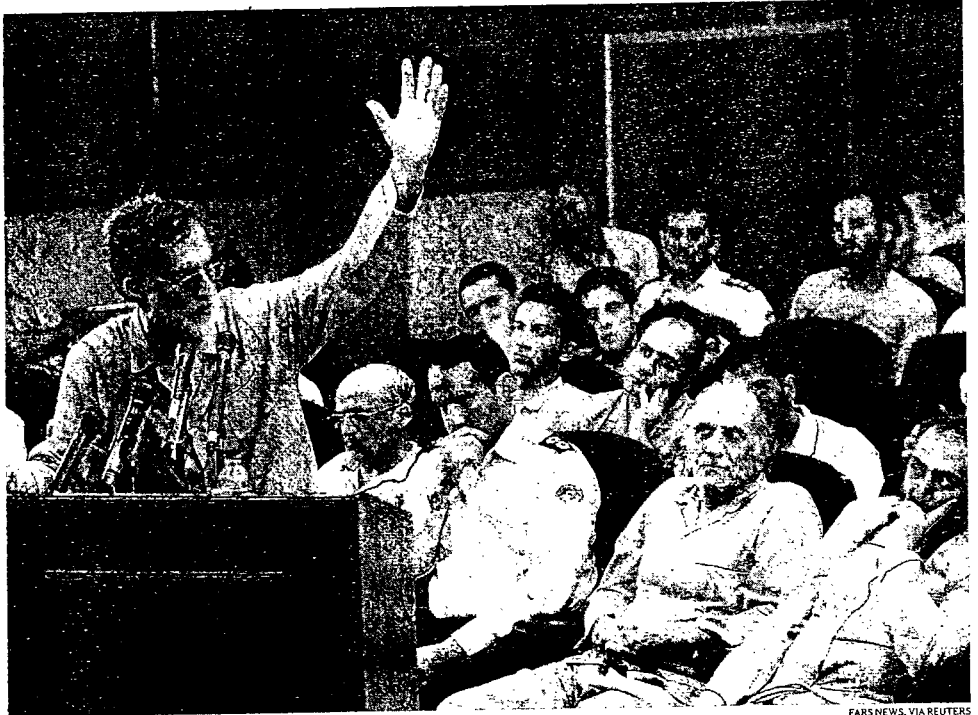
A separate trial began Sunday for 10 additional people arrested after the election, Iran's semi-official ISNA news service reported, citing a judiciary official.

With only days left before President Mahmoud Ahmadinejad is sworn in for a second term, the trials have signaled an intensified effort to intimidate the opposition movement, which continues to claim that Mr. Ahmadinejad's landslide victory in the election was rigged and that his presidency would be illegitimate.

On Sunday, former President Mohammad Khatami, a leading figure of the reform movement, denounced the mass trial as an unconstitutional act that blatantly violated the rights of citizens and would do profound damage to public trust in the Iranian system of government. He also said he believed that the trial had been carried out against the will of the judiciary chief, Ayatollah Mahmoud Hashemi-Shahrudi, Iran's state-run Press TV reported.

In recent days, Mr. Khatami and other officials have said the judiciary has not had access to the hundreds of people who remain in detention after being arrested in the unrest that followed the election. Although Tehran's hard-line prosecutor is technically in charge of the court that is handling the mass trial, many Iranians believe the broader effort to tame the opposition movement is being run by the Islamic Revolutionary Guards Corps, of which Mr. Ahmadinejad is a former member.

Mir Hussein Moussavi, the leading opposition presidential candidate, said Sunday that those responsible for the trial were "going after the architects of



Defendants and guards in Tehran. The scale of the trial, with more than 100 people in the dock, has taken many Iranians by surprise.

the revolution and disgracing the political establishment," according to a statement on his Web site.

In their opening statement Saturday, prosecutors said Mr. Moussavi's campaign had depended on support from enemies of the state. They also highlighted an alleged confession from former Vice President Muhammad Ali Abtahi in which he accused Mr. Mousavi, Mr. Khatami and former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani of conspiring to distort the election results.

In his statement Sunday, Mr. Mousavi said, "When I looked closely at their confessions, I saw nothing but a painful account of the past 50 days" since they were arrested and allegedly tortured.

Family members of the defendants gathered Saturday at the home of Mr. Abtahi in Tehran and issued a statement denouncing his confession, the reformist newspaper Etemad-Melli reported.

"Not only do we not accept the confession," the statement said. "We also know that Abtahi said these things due to a long period of imprisonment for the purpose of obtaining a confession."

The accusations read out in the courtroom Saturday were a broadside against virtually every major figure associated with reform in Iran, going well beyond those actually arrested. State television broadcast images of the de-

fendants, who included Mr. Abtahi and a Newsweek reporter, as well as some of the reform movement's best-known spokesmen, clad in prison uniforms and listening as prosecutors outlined their accusations in a large, marble-floored courtroom. Some were shackled.

Mr. Moussavi issued a call on his Web site for Iranians to resume their nightly protest chants of "God is great" more intensely than ever.

Those protests have infuriated the country's ruling ayatollahs, and Basij militiamen roam the streets in force in an effort to snuff out the chanting wherever it crops up.

Although the trial was expected, its scale took many Iranians by surprise, coming days after the government said there would be only 20 defendants.

As the trial started, just after 9 a.m., prosecutors named a long and wide-ranging list of conspirators, including the Nobel laureate Shirin Ebadi and the Stanford historian Abbas Milani, and echoed the Iranian government's long-standing claims that its internal critics were pawns of an international plot to undermine the Islamic Republic through human rights groups and even terrorists. There was no indication that the authorities intended to arrest Mr. Moussavi or any others not yet charged, but prosecutors accused him of drawing

crucial support from enemies of the state in Iran and abroad.

The only media organization allowed to cover the trial was the semiofficial Fars News Agency, which has links to the country's Islamic Revolutionary Guards Corps. That, in combination with recent revelations about the Guards' central role in holding detained protesters, bolstered a widespread view that the Guards were aggressively leading the effort to put down the opposition movement. Some have taken Mr. Ahmadinejad's dismissal last week of his intelligence minister, who had objected to the broadcasting of confessions by detainees, as yet another sign of the Guards' control.

In his confession, Mr. Abtahi began by praising the high election turnout. Later in the confession, he said the three leading opposition figures — Mr. Moussavi, Mr. Khatami and former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani — “promised to always back each other up” in distorting the election results.

Mr. Rafsanjani, a powerful insider who has shown support for the opposition, harshly criticized the trial on Saturday, saying that “the obtaining of confessions from those who have recently been imprisoned,” which formed the basis of the indictment, had thrown the basis of the country's entire government into question, according to a statement posted through the semiofficial Mehr news agency.

There were other former high-ranking officials in the dock Saturday, including a former deputy Parliament speaker, Behzad Nabavi, and a former deputy economy minister, Mohsen Safai-Farahani. Also on trial was an Iranian-American scholar, Kian Tajbakhsh, who was seized last month by the police.

The deputy prosecutor in Tehran, Abdolreza Mohebbati, also referred to what he called incriminating remarks by Maziar Bahari, a journalist who works for Newsweek, suggesting that there was a “policy of the Western media” to say the trial was rigged before it even took place. Later, Mr. Bahari was brought out to speak to journalists on the sidelines of the trial, where he delivered a short, chilling lecture on the news media's alleged role in fomenting a “velvet revolution.” He then asked forgiveness from the Iranian people and the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Nazila Fathi reported from Toronto.

Clash exposes tension over Iranians in Iraq

WASHINGTON

Dissidents' fate threatens to sow discord between U.S. and Baghdad

BY MARK MAZZETTI AND MARK LANDLER

Last September, General David H. Petraeus told reporters in Baghdad that the United States had been assured by the Iraqi government that 3,400 Iranian dissidents in a camp in eastern Iraq would continue to be protected after the Americans turned over responsibility for the camp to Iraqi forces.

But a bloody melee last week between Iraqi police officers and the residents of the camp has not only raised fresh doubts in Washington about the worth of these assurances but has also exposed just how little leverage U.S. officials now have in a country they largely controlled for almost six years.

Officials in Washington have wrestled for years over the fate of residents of the camp, known as Camp Ashraf. The Iranians are followers of the People's Mujahedeen of Iran, a group that vehemently opposes Iran's theocracy. The group remains on the State Department's list of terrorist groups, but it has given U.S. intelligence agencies a stream of information about Iran's nuclear program, American officials say.

From 2003 until the beginning of this

Officials in Tehran have called the Iraqi police raid against Camp Ashraf “admirable.”

year, American troops provided protection for Camp Ashraf, and American diplomats blocked Tehran's demands for the dissidents to be sent back to Iran.

Some Bush administration officials feared that the government in Baghdad might crack down on the Iranian dissidents in Iraq once Iraqi troops assumed control of the country. Through the years, Iranian officials have continually demanded that the dissidents be returned to Iran, where many could be imprisoned, and aides to Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki of Iraq have publicly hinted that

they would comply with Iran's demands.

Officials in Tehran have called the police raid Tuesday against Camp Ashraf “admirable.” But senior U.S. military and diplomatic officials said that as more details about the raid emerged, it appeared to be less a concerted crackdown on the dissidents than a police operation gone awry.

The Iraqi police were hoping to establish an outpost inside the camp, and tensions escalated into a violent clash when the dissidents resisted, Iraqi officials said. Several members of the People's Mujahedeen were killed.

The U.S. Embassy in Baghdad sent a delegation to meet with the Iraqi authorities to remind them of their written commitment not to mistreat the dissidents or send them back to Iran. The Americans got approval to send a team of military medics into the camp to treat the injured Iranians. And the Americans have asked the Iraqis for a formal investigation of what went wrong in the raid.

The International Committee of the Red Cross has also weighed in with Iraqi officials about their obligation to respect the desires of the dissidents not to be returned to Iran against their will. But a senior State Department official said there was some skepticism that the Iraqis were taking these concerns seriously.

“The Iraqis will tell you what you want to hear,” said the official, who spoke on the condition of anonymity because of the delicacy of the matter. “That's why we're going to continue to watch the situation very closely.”

The concern that the Iranian dissident group could become a bargaining chip in Iraqi relations with Tehran created a rift in the Bush administration about whether to remove the group from the terrorism list.

The People's Mujahedeen has been on the State Department list because of decades of terrorist activities, mostly against Iranian targets, that it carried out beginning in the 1970s. It has been several years since the group has carried out an attack.

In the Bush administration's final days, the State Department's top counterterrorism official, Dell L. Dailey, pushed to have the People's Mujahedeen removed from the list, which would have allowed members of the group to resettle outside Iraq.

Eric Schmitt contributed reporting.

U.S. weighs fuel sanction if Iran rejects nuclear talks

European allies consulted over possibility of cutting off imports of gasoline

BY DAVID E. SANGER

The Obama administration is talking with allies and Congress about the possibility of imposing an extreme economic sanction against Iran if it fails to respond to President Barack Obama's offer to negotiate on its nuclear program: cutting off the country's imports of gasoline and other refined oil products.

The option of acting against companies that supply Iran with 40 percent of its gasoline has been broached with European allies and Israel, officials from those countries said. Legislation that would give Mr. Obama that authority already has 71 sponsors in the Senate, and similar legislation is expected to sail through the House of Representatives.

In a visit to Israel last week, Mr. Obama's national security adviser, Gen. James L. Jones, mentioned the prospect to Israeli officials, they said.

In Tehran on Monday, Mahmoud Ahmadinejad was formally endorsed as president for a second term in a ceremony conducted by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who had already given public support to Mr. Ahmadinejad's landslide victory in elections on June 12. Opposition supporters say the election was rigged.

The White House would neither confirm nor deny the contents of General Jones's discussions. But other administration officials said they believed that his goal was to reinforce Mr. Obama's argument that Israel should stop dropping hints about conducting a military attack against Iranian nuclear facilities if no progress was made this year, and to give the administration time to impose what Secretary of State Hillary Rodham Clinton calls "crippling sanctions" that might force Iran to negotiate.

The Bush administration considered, and rejected, trying to engineer a cutoff of gasoline to Iran, which produces oil but does not have enough refining capacity to meet its own needs for gasoline.

But enforcing what would amount to a gasoline embargo has long been considered risky and extremely difficult; it would require the participation of Russia and China, among others that profit from trade with Iran. Iran has threatened to



A photograph from the Web site of Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader, left, showed him presenting the endorsement decree to president Mahmoud Ahmadinejad.

respond by cutting off oil exports and closing shipping traffic through the Strait of Hormuz, at a moment that the world economy is highly vulnerable.

Mr. Obama has said nothing in public about the possibility since a presidential debate last October with Senator John McCain, Republican of Arizona. "If we can prevent them from importing the gasoline that they need, and the refined petroleum products, that starts changing their cost-benefit analysis," Mr. Obama said at the time. "That starts putting the squeeze on them."

Now, the White House will not discuss the issue at all. Denis McDonough, a deputy national security adviser, said the administration would not comment on any of its private discussions with allies.

But European diplomats confirm that in recent weeks they have held private talks with administration officials about whether to move toward such a sanction if Iran ignores Mr. Obama's deadline to begin talks by the opening of the United Nations session in mid-September.

Assessing how effective such a cutoff might be — even if Russia, China and most of Europe went along — has been complicated by political turmoil in Iran.

Some analysts have argued that the action could further destabilize a weakened regime; others say it could be exploited by Mr. Ahmadinejad to change the subject from the still-challenged presidential election to Iran's confrontation with the West.

"Draconian sanctions did not make sense in 2005 and 2006," said R. Nicholas Burns, who led the Bush administration's Iran strategy as under secretary of state for policy. "But given the new weakness and vulnerability of the Ahmadinejad government, much tougher sanctions make sense now, with one caveat," he said in an interview. Congress, he said, must give Mr. Obama complete flexibility to threaten, impose or waive the sanctions, if he is to have any hope of holding together a coalition of countries.

Mr. Burns and other Iran experts testified last week before the Senate Bank-

ing Committee, whose chairman, Senator Christopher J. Dodd, Democrat of Connecticut, declared, "Our job is to arm the president with a comprehensive set of tough sanctions designed to ratchet up pressure on the Iranian regime."

Some of the co-sponsors say the Senate bill, the Iran Refined Petroleum Sanctions Act, is a more prudent way to deal with the Iranian nuclear program than authorizing the president to use military means if necessary, as the Senate did for President George W. Bush when he was confronting Saddam Hussein.

There is similar legislation in the House, and Representative Jane Harman, a California Democrat, said over the weekend that "most people think that this is how you really hurt Iran." She predicted that the bill would "breeze through" Congress.

But easy passage would not make the sanctions any easier to carry out. The Bush administration discovered as it pushed through three mild sanctions resolutions at the United Nations that Iran had leverage over companies and countries dependent on its oil production.

News reports on Monday said several leading opponents of Mr. Ahmadinejad had stayed away from the endorsement ceremony, including the main opposition candidate, Mir Hussein Mousavi, and his ally Mehdi Karroubi. Opposition leaders have also hinted that they will stay away from the inauguration, which is scheduled for Wednesday.

On Sunday, state television broadcast a chilling segment of a mass trial of more than 100 dissidents in which 2 defendants — both prominent reformist figures — said they had "changed" since being arrested and disputed widespread claims that their publicized confessions had been coerced through torture.

Robert F. Worth contributed reporting from Beirut

REUTERS

Iraqi, Kurd leaders' talks first step on bumpy road

BAGHDAD, Aug 5, 2009 (Reuters) -By Tim Cocks

* *Maliki and Barzani reopen talks over power struggle*

* *Deal on oil, Kirkuk seems a distant prospect*

IRAQI AND KURDISH leaders have made a big leap towards resolving a dangerous feud over land and oil, but they are still miles away from reaching a lasting deal.

The mere fact that Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki flew to Kurdistan to meet regional President Masoud Barzani on Sunday was a breakthrough, after more than a year of deadlock in which the two have barely been on speaking terms.

Maliki returned to Baghdad from the trip late on Monday.

"The visit marked a new era. There was agreement (but) there are big challenges," said Yasin Majeed, Maliki's media advisor.

As U.S. troops prepare to withdraw from Iraq by 2012, the row between northern Iraq's largely autonomous Kurdistan region and its Shi'ite Arab-led government in Baghdad is seen as the greatest threat to the country's fragile stability.

While the sectarian violence that nearly ripped Iraq apart has died down, there have been tense standoffs between Kurdish troops and Iraqi forces along disputed territories that are home to a mix of Arabs, Kurds and smaller ethnic groups.

Washington, whose troops intervened many times to defuse the row, has pushed for a settlement before its forces go home but has been frustrated by the slow rate of progress.

Both U.S. Vice President Joe Biden and Defence Secretary Robert Gates in recent visits to Iraq tried to highlight to urgency of the problem.

"Everybody has been warning that the Kurd-Arab faultline is the most dangerous, but Iraqi politicians haven't been behaving as if it is," said Marc Lynch, a researcher at Foreign Policy.

"The fact that Maliki is finally taking the initiative shows there's been a lot of American pressure ... Gates, Biden, others have tried to impress upon him that his window for movement is closing. The Americans are withdrawing, so he better move fast."

LONG WAY TO GO

In substantive terms, a deal seems as far off as it ever was -- Maliki

and Barzani agreed only to hold further talks and establish a joint committee to examine disputes. A high level Kurdish delegation is due to visit Baghdad soon, Majeed said.

"It is the first step in a good direction," Barzani's Chief of Staff Fuad Hussein told Reuters. "But one must be realistic: there's a long way to go. It's too early (for concessions)."

At the heart of the problem is the fate of Kirkuk, which produces a fifth of Iraq's oil, and other disputed territories.

Kurds consider Kirkuk their ancestral home and want to include it within their borders, a notion rejected by Maliki, who fears losing the oil, and the province's Arabs and Turkmen.

It is an especially emotive issue for Kurds because Saddam Hussein evicted thousands of them from Kirkuk and other border territories to solidify his control over them during his reign.

In the run up to Kurdistan polls on July 25 that Barzani won with around 70 percent, he said there would be "no compromise" over Kirkuk and Iraq must stick to its 2005 constitution's plan to hold a census, then a referendum, on the region's fate.

Baghdad rejects that, arguing that Kurds have moved in aggressively to tip any result. The U.N. has tried to persuade Barzani to drop the demand, which they fear could start a war.

But while neither Maliki nor Barzani have shown willingness to budge, analysts say that could be posturing ahead of talks.

"When you have a negotiating position, based on maximum demands, until you get some kind of progress, he's going to sound inflexible -- that doesn't mean he is," said Anthony Cordesman of the Center for Strategic and International Studies.

Baghdad has also rejected oil contracts the Kurds signed independently with foreign firms in their region as illegal.

But then there's the election Maliki faces in January. Analysts say it could tilt him towards compromise with Kurds -- especially since his Dawa party's ties with powerful ally the Supreme Islamic Iraqi Council have weakened in the past year.

"Maliki really needs to calm the situation with the Kurds before the next election because he might need the two Kurdish parties to strengthen his coalition again," said Zuhair al-Jezairy, Chief Editor of the Aswat al-Iraq news agency.

Progress in other areas has already been made. In June, Iraq started exporting oil from the very Kurd fields it condemns as illegal, raising hopes these disputes are ultimately soluble.

REUTERS

Gulf Keystone finds oil in Kurdish Iraq, shares jump

DUBAI, Aug 6, 2009 (Reuters) -

LONDON-listed oil and gas explorer Gulf Keystone Petroleum Ltd (GKPL: Quote, Profile, Research, Stock Buzz) shares rose 46 percent on Thursday after it announced a significant oil discovery in Iraq's Kurdish region.

Shares rose to 19 pence after the company made a preliminary estimate of around 300 million to 500 million barrels of oil in place it found in a shallow zone at the Shaikan-1 exploration well it is drilling.

Iraq's Kurdish region was little explored under Saddam Hussain and big discoveries have been made there by companies that have signed oil and gas deals with the semi-autonomous Kurdish Regional Government (KRG) since the U.S.-led invasion of Iraq in March 2003.

The KRG and the oil ministry in Baghdad have had a bitter feud over the contracts and control of oil and gas resources.

The oil ministry has called the deals illegal and said only it has authority to sign oil and gas contracts. Despite the ongoing dispute, Baghdad allowed exports to begin from two oilfields in the Kurdish region in June.

Oil from the well flowed at 5,000 to 8,000 barrels per day with an API gravity of 21-22 degrees, Gulf Keystone said.

The company plans to drill deeper with the same well into formations that could hold more than 1.5 billion barrels of oil, it said in the statement.

ELECTIONS COULD FACILITATE TURKISH-KURDISH RELATIONS

Henri J. Barkey

IRAQI Prime Minister Nouri al-Maliki traveled to Iraq's Kurdish region this past weekend to visit with the Kurdistan Regional Government president, Massoud Barzani. While the two leaders promised to work on the many serious problems that divide Baghdad from the KRG, including the demarcation of internal boundaries, specifically the oil-rich province of Kirkuk, and the oil law, the picture has become far more complicated by the recent KRG elections.

In the July 25 elections, a new opposition party, Gorran (Change), for the first time did very well, especially in Patriotic Union of Kurdistan territories (its leader Newshirwan Mustafa broke away from the PUK). While the combined list of the Kurdistan Democratic Party and the PUK still won a majority of the seats with more than 57 percent of the vote, Gorran's success is a wake-up call for the traditional and entrenched power structure in Kurdistan. It is clear that unless the KRG leadership becomes more sensitive to the increasing frustrations of the population and begins to curtail its clientelistic approach to doing business in the north, Gorran is likely to do even better in the future.

The KRG is in a quandary of sorts. Given its challenges, especially vis-a-vis Baghdad, it needs to construct a unified front. Yet for internal democracy and the development of a healthy political future, the Kurdistan List remains an anachronistic construction. At some future point, "national" parties will have to emerge that are not regional or kin-based. Clearly, however, this is some time away although Gorran represents a first step.

Still Gorran has to prove itself; it cannot be an opposition party a la Republican Peoples' Party

in Turkey whose only purpose is to oppose for the sake of opposing. Rather, Gorran has to become a constructive opposition party that supports the existing government when it adopts the right policies, especially on reform, and oppose it when it strays. Above all, it has to develop alternative ideas and policies.

Such a party is a blessing in disguise for the KRG. According to the pre-election agreement between the KDP and the PUK, the current Iraqi deputy prime minister and member of the PUK leadership, Barham Salih, was to assume the reins of power. If the deal is adhered to, Salih, who has a solid reputation both as a reformer and democrat, will find his hand strengthened by Gorran's presence in parliament. He will be able to introduce far deeper reforms than the establishment would like to see simply by pointing to Gorran's presence.

On the other hand, Gorran's success may force the KRG leadership to take a harder line against Baghdad. Maliki's trip to the north notwithstanding, the Kurds have been frustrated with Baghdad's reluctance to move on Kirkuk and hold a referendum as mandated by the constitution. With the upcoming January 2010 elections, Maliki has every incentive to harden his line on Kirkuk so as to solidify his nationalist image as a champion of Iraqi interests regardless of sectarian and ethnic divisions.

The elections in Kurdistan are likely to also change perceptions of the KRG in the region and beyond. They demonstrate that the Iraqi people, Kurds included, are increasingly at ease with the workings of democratic politics. Kurdistan, which had struggled under the control of the traditional parties, has shown that it is possible to rise up peacefully against ruling elites. Baghdad and Irbil influence each other; whereas the KRG was seen as being more democratic in the past, politics in Baghdad had become far more vibrant and

confrontational of late.

The election results should facilitate Turkish-KRG relations. One of the common refrains repeated often by opponents of any rapprochement between the two, that the KRG was nothing more than the extension of the tribal and feudal Barzani and Talabani families, has suffered a blow. Elections validate the proposition that a vibrant domestic public opinion beyond the control of the two parties exists in the KRG. To the extent that the KRG in the future demonstrates that this democratic beginning is genuine, it will also relieve Turkish anxieties over the KRG's influence over its own Kurds.

Turkey is about to embark on a major overture toward its Kurds in an effort at domestic reconciliation. Critical to this effort is improving relations with the KRG; Irbil's help is necessary to demilitarize the Turkish-Kurdish insurgent group, the PKK, which has as many as half its forces residing in northern Iraq.

KRG-Turkish relations are also likely to improve if Salih becomes the next KRG prime minister. He has not only proven himself an able negotiator and doer, but he is a keen supporter of improved relations with Turkey. For him Turkey represents a strategic choice for the Kurds that links them with the western world both economically and politically.

Still, one ought not exaggerate the consequences of these elections; the KRG has still a long way to go in improving domestic politics and removing the vestiges of overt and intrusive political interference in everyday life. But it is a good start.

© bitterlemons-international.org

Henri J. Barkey is a non-resident senior associate at the Carnegie Endowment for International Peace and professor of international relations at Lehigh University.

A NEW ARCHITECTURE FOR POLITICS IN KURDISTAN

Hiwa Osman

THE RECENT landmark election in Iraqi Kurdistan ushered in a new era in Kurdish politics. It changed the layout of the political scene and restored people's confidence in themselves and in the political and democratic processes of their region.

To the ruling parties' surprise, a powerful new bloc, Change, has emerged. It mostly drew its votes from the constituency of the Patriotic Union of Kurdistan led by Iraqi President Jalal Talabani. On the surface, the group seems to be secondary and relatively small in numbers. But the reality is different.

The emergence of Change has complicated the power-sharing arrangement between the PUK and the Kurdistan Democratic Party, led by the region's elected president, Massoud Barzani. The PUK and the KDP have an understanding, referred to widely as the "strategic agreement". It came after years of fighting during a civil war in the 1990s and it states that the two sides enjoy a 50-50 share of almost everything. The winning bloc, the Kurdistan List, comes from the coalition of these two ruling parties and the strategic agreement is clearly reflected in it. The candidates' names on the list are in equal numbers from both sides and are listed alternatively. It is estimated the Kurdistan List will get 60 seats, meaning that when the seats are allocated each side gets 30. The Change list is expected to get approximately 24 seats.

But Change's seats are drawn mostly from the PUK grassroots. This situation poses a dilemma for both the KDP and the PUK when negotiating the formation of a new government and new power-sharing arrangements. If the KDP accepts a 50-50 power-share of the government as stated in the strategic agreement, this would imply that the Change list had drawn away its voters as well as those of the PUK. But leading KDP figures privately say that a new power-sharing agreement with the PUK should now reflect the "real size" of each party. Some KDP members even say that their party's real size is half of the total number of seats of the two lists jointly (60+24=84) and the rest of the Kurdistan list is the PUK's. This gives the KDP 42 seats, the PUK 18 and the change list 24.

If this view prevails among the KDP ranks, they will not be prepared to give the prime minister's post to the PUK. The PUK was supposed to get the prime minister's position two years ago but as a result of internal party disputes it failed to nominate a candidate, hence the post remained with the KDP's Nechirvan Barzani.

But a real dilemma would emerge for the KDP if it indeed refuses to give an equal share to the PUK. The latter might have the option of breaking away from the alliance with around 30 MPs and creating a new bloc with the Change list. This would officially end the 50-50 deal between the two parties. The dilemma for the PUK on the other hand would be to either accept a smaller share with its current ally, the KDP, or go to the Change list, whose campaign

was mostly concentrated on attacking the PUK.

As for Change, it sees itself in a win-win situation. It has stated that it would stay in opposition. But it may also get an offer to join the government from either of the two, or both, ruling parties.

Another key group in parliament is the mostly-Islamic Service and Reform List, an alliance of four parties. It is expected to get approximately 14 seats. There are also 11 quota seats allocated for the Turkmen, Assyrian and Armenian communities of the region. The latter are traditionally a bloc allied with the KDP, and the Service and Reform List is traditionally in the government and not in the opposition.

It takes 56 seats to form a government. Either the Kurdistan List and any, or both, of these

two lists form a government; or the Kurdistan List breaks up and new alliances emerge. In short, this election may have changed Kurdish politics forever.

Whatever the end result, the Kurdish voter today feels confident, powerful and trustful of the political and democratic process of the Kurdistan Region. "We have demonstrated that we are a lively nation and that democracy works here too," said a student. "If we don't like our leaders, we can change them".

© bitterlemons-international.org

Hiwa Osman is Iraq country director at the Institute for War & Peace Reporting, Baghdad.

bitterlemons-international.org

August 06, 2009 Edition 30 Volume 7

RAMIFICATIONS FOR THE KURDISTAN REGION AND FOR IRAQ

Khaled Salih

ON JULY 25, the people of Kurdistan Region in Iraq for the first time elected a regional president and for the second time a new parliament. The elections took place in accordance with Iraq's new constitution, which was approved by a popular vote in October 2005 and recognizes the region and its institutions as a federal unit in Iraq.

The turn-out of 79 percent of the region's 2.5 million eligible voters was seen by political leaders and outside observers as a very positive sign of democratic engagement. Except for a couple of minor security incidents, the elections were peaceful in an area seen by many extremist Islamist groups throughout Iraq as a close ally of the US and as too secular to be imagined as part of their Islamist state.

Many commentators and analysts were critical of political arrangements for both parliament and the government during the past three years, charging that there was no provision for a proper opposition. Without exception, they all missed the point that the political parties in Kurdistan had settled for an all-inclusive power-sharing agreement for two important reasons.

First, in order to ease the tension between political forces that in the recent past (mid-1990s) fought each other, an extensive and intensive process of reconciliation could work only if all relevant players were part of the political process. Power-sharing also allowed the divided administration of Kurdistan (between the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan) to be reunited.

Second, at the federal level Kurdistan needed a united front representing the entire region and all its political views in the Iraqi parliament and

government. Although not without difficulty, both goals were achieved in the past three years. Kurdistan became more internally peaceful and secure and the Kurdistan Alliance List remained a united and active player in Baghdad.

However, this time things were different. In the July 2009 elections, the voters reelected Massoud Barzani, the current president of the region, from among five candidates. Barzani represented the Kurdistan List (composed of the KDP he leads and the PUK led by Jalal Talabani, currently Iraq's president). In 2006, the president was elected by the parliament and there were no other candidates. Now, the reelection of Barzani by 70 percent of the popular votes will strengthen his position and enable him to play a more active role in the coming four years in the region as well as in relation to Baghdad.

For the parliamentary election, the voters this time could choose among 25 parties, lists and individuals. In contrast to the last parliamentary election, there were diverse political programs, alternatives and messages to take into account. A major shift occurred with the PUK. One of Talabani's veteran aides, Newshirwan Mustafa, formed his own alternative, the Change List. Another change was a new alliance called the Service and Reform List (between two Kurdish Islamist parties, one socialist group and a communist politician who was expelled from his party).

Out of 111 seats in parliament, 11 are reserved for the minorities in Kurdistan (five for Assyrians, five for Turkmen and one for Armenians). The preliminary results show the Kurdistan List (KDP and PUK) gaining 59 seats, Change List 25 seats, Service and Reform 14 seats and Islamic Movement in Kurdistan/Iraq two seats. In sharp contrast to the past three years, now we will witness heated debate in parliament on a wide range of inter-

nal Kurdish issues as well as how to deal with the federal government in Baghdad.

Although the Kurdistan List will have no difficulty in forming a majority government (that most probably will also be supported by nine out of 11 minority candidates), the major difficulty facing the Kurdistan Region is the next federal election in January 2010. If the current provincial pattern of alliances is repeated at the federal level, the risk of weakened Kurdish representation in Baghdad is obvious.

In the coming four years, Kurdistan leaders will face several major political issues. Internally, these include security, reconstruction and development, further democratization of the political system, allegations of corruption, issues of internal displacement, provincial elections and most probably political party reform. A majority government with a vibrant opposition in the parliament should facilitate dealing with them.

In relation to Baghdad, several constitutional issues will dominate the agenda: the boundaries of the Kurdistan Region (the final status of the disputed territories), the revenue-sharing law, the oil and gas law, the status of the Peshmerga (Kurdish military) and the power-sharing mechanism at the federal level. A strongly-supported president might be able to push more adamantly for the implementation of Iraq's constitution as it was agreed in August 2005 and voted for by four out of five Iraqis throughout the country two months later.

© bitterlemons-international.org

Khaled Salih is senior advisor to the prime minister of the Kurdistan Regional Government. These are his personal views.

L'Irak sans les Américains

Désordre.

L'armée américaine a quitté les villes ; la police irakienne tente de la remplacer.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À BAGDAD
NICOLAS HÉNIN

C'est avec nostalgie qu'il revient sur les lieux. Cela ne fait que quelques semaines que l'armée américaine a quitté la JSS Obeidi (Joint Security Station, base conjointe irako-américaine), dans l'est de Bagdad, et le capitaine Scott Basso retrouve pour un court mo-

ment son ancien cantonnement avec déjà une pointe d'amertume. « Ici, c'était ma chambre », explique l'officier américain en poussant une porte. A l'intérieur, un amoncellement d'objets hétéroclites et d'ordures. La police irakienne a pris possession des lieux. Ils sont, désormais, un demi-douzaine à camper entre ces quatre murs étroits. Sous l'ancien régime, le bâtiment était la grande fabrique de cigarettes de la capitale irakienne. Après l'invasion, l'armée américaine y a improvisé l'une de ses bases. Dans le cadre de l'accord de sécurité Sofa (Status of Forces Agreement) signé à la fin de l'an dernier entre Bagdad et Washington, les GI ont quitté les villes le

30 juin. Ils ont démenagé leurs bases vers l'extérieur des agglomérations.

Traversant une pièce vide, l'ancien centre des opérations, le capitaine Basso contemple le bureau du nouveau maître des lieux, le capitaine Karim, de la police irakienne. Devant une carte du secteur, l'officier américain sourit amèrement. « Regardez, on n'a bougé que d'un peu plus de 1 kilomètre. On a négocié que les limites de Bagdad, ce soit ce canal. On est donc passés de l'autre côté. C'est complètement stupide. D'abord, parce que ce canal n'a rien à voir avec une frontière de Bagdad. Ensuite, parce que, d'un point de vue opérationnel, il aurait été plus efficace de rester ici. Nous étions mieux placés et mieux intégrés pour travailler avec la police irakienne. Là-bas, dans notre nouvelle base, on est à l'étroit et isolés. Mais bon, c'est le Sofa qui veut ça... »

Ce que le capitaine ne dira pas, mais que nous apprendrons par un de ses subordonnés, c'est que, quelques heures après la petite cérémonie très kitsch au cours de laquelle l'armée américaine a remis la base aux forces irakiennes, se réjouissant des « progrès réalisés vers la mise en place d'un nouvel Irak, démocratique, stable et prospère », les policiers irakiens, heureux ■■■



Victoire. Les forces de sécurité de Ramadi célèbrent le départ des troupes américaines, le 29 juin.

■■■ de prendre possession des lieux, se livraient à un pillage en règle ! Mobilier, climatiseurs, groupes électrogènes, ordinateurs, télévisions, tout était scrupuleusement démonté, emporté, vidé, ramené à la maison ou revendu. Une façon pour les policiers d'améliorer leur ordinaire plutôt chiche. « Ils s'en foutent. Demain, ils se plaindront des conditions dans lesquelles on les fait vivre et demanderont qu'on rééquipe leur base », conclut, fataliste, le sergent américain qui nous rapporte l'incident.

Promesses sans lendemain.

La police irakienne, longtemps infiltrée par des miliciens chiites, étroitement liée aux escadrons de la mort responsables d'exécutions sur des critères communautaires, a été purgée. Mais son intégrité et sa loyauté restent précaires. Dans ce pays ravagé autant par le chômage que par la violence, l'Etat reste le principal employeur et un travail dans l'armée ou la police fait souvent vivre une famille entière. Sauf que la corruption a gangrené le système. Il n'y a pratiquement pas un policier ou un militaire irakien qui ne doive son emploi à un pot-de-vin. Et une source haut placée dans l'appareil sécuritaire irakien nous confirme que des centaines de policiers fictifs sont régulièrement découverts sur les registres de paie du ministère de l'Intérieur.

Illustration du nouveau rôle légué par l'armée américaine à la police irakienne, une réunion de cheikhs, à laquelle nous assistons ce matin, dans un autre secteur de l'est de Bagdad. Face au colonel Kadhim, ils sont une vingtaine de chefs tribaux, alignés sur des chaises de jardin en plastique, dans un bureau que rafraîchit péniblement le souffle de climatiseurs épuisés. La réunion a son importance : elle doit permettre à l'officier de la police irakienne d'affirmer sa position dans le voisinage. L'armée américaine, lors de son retrait, a confié au colonel des fonctions élargies. Chargé de la sécurité, il jouera aussi le rôle de médiateur et assumera même

des fonctions d'administrateur civil.

Alors, dans ce quartier miséreux du nord-est de Bagdad, les cheikhs s'en donnent à cœur joie. Ici, la reconstruction n'a jamais été qu'une promesse sans lendemain. Nous sommes loin des foyers d'insurrection dont les Américains se sont efforcés d'acheter la sympathie. Trop loin aussi du centre de Bagdad, cœur du pouvoir où les clientélismes se monnaient et où la corruption permet de faire bénéficier les siens des largesses gou-

faire. Bientôt. Mais, pour les détails, il faut que vous voyiez maintenant avec la municipalité et le gouvernement irakien. On n'a plus de pouvoir...»

Américains et Irakiens se renvoient la balle, avec toujours un certain autisme. Les premiers ne parlent que de services publics, de travaux qu'ils sont impatients de voir se concrétiser. Les seconds sont obsédés par la sécurité et continuent de réclamer la chasse aux « bad guys ». Un cheikh s'emporte : « Vous nous avez toujours dit

Un retrait prudent

4 décembre 2008 : cinq ans et demi après l'invasion, l'Irak approuve l'accord de sécurité Sofa, qui fixe le cadre de la présence future des troupes américaines dans le pays.

30 juin 2009 : retrait des « troupes combattantes » des villes.

31 janvier 2010 : référendum appelant les Irakiens à approuver le Sofa.

31 août 2010 : retrait de l'ensemble des « troupes combattantes » américaines. Ne restera qu'un contingent « résiduel » de 35 000 à 50 000 hommes, contre 135 000 aujourd'hui.



Symbole. Le général américain Daniel Bolger remet à son homologue irakien les clés du ministère de la Défense, occupé jusqu'au 29 juin par les forces armées américaines.

vernementales. « L'eau qui coule au robinet, quand elle coule, rend même les animaux malades ! » proteste un vieux cheikh, drapé dans sa *dish-dasha* (la version irakienne de la *djellaba*) d'un blanc immaculé.

Dispensés de corvées. Depuis 2003, rien n'a changé : les récriminations de la population sont toujours les mêmes. L'électricité, l'eau, les égouts. Les services de base manquent toujours. Dans un coin de la pièce, deux officiers américains assistent à la réunion sans réagir. Pris à parti par l'un des cheikhs qui secoue furieusement sa *sabha*, chapelet de perles noires venu de la ville sainte de Karbala, en même temps qu'il égrène ses revendications, le capitaine Flinn ne peut que promettre : « Cette rue ? Je sais qu'il y a un entrepreneur qui va s'en occuper bientôt. On va la re-

que la reconstruction était retardée parce que vous vouliez d'abord qu'on rétablisse la sécurité. Or, depuis deux ans, dans mon quartier, la sécurité est bonne. Mais on n'a rien vu venir. Elles sont où, vos promesses ? »

Haussement d'épaules des officiers américains. Ils arrivent à la fin de leur rotation en Irak, sont visiblement lassés de répondre aux doléances et pressés de rentrer à la maison. Dans les bases de l'armée américaine, c'est une certaine routine qui s'est installée. Assez confortable, somme toute. Les soldats sont libérés de la plupart des corvées. 200 000 travailleurs étrangers s'en chargent pour eux. Des mercenaires ougandais assurent la protection des bases, patrouillant en Humvee surblindés dans les rues alentour. Des bataillons de Philippins ou de Sri Lankais cuisinent, lessivent, repassent, ba-

laient et vident chaque jour les fosses septiques. Tous les vendredis, on mange du homard à volonté et de gigantesques pattes de crabe dans les cantines militaires. Les soldats américains qui se retirent d'Irak n'y auront jamais été autant à l'aise.

Regain de violence. Petit détour par Bassora – le poumon économique dans l'extrême sud du pays avec ses puits de pétrole et son port sur le Chatt al-Arab. Ici, les soldats américains ne partent pas. Au contraire : ils s'installent. Juste avant l'été, la Grande-Bretagne a mis un terme à la mission de ses quelque 5 000 militaires. Ils sont relevés par des GI... dont le premier souci est de scrupuleusement défaire tout le travail réalisé par leurs prédécesseurs, afin de mettre en place leurs modes opératoires. Les Anglais avaient embauché des centaines d'Irakiens pour travailler dans la base ? Trop dangereux. KBR, l'ancienne firme de Dick Cheney, se charge de les remplacer par des Indiens. « C'est incompréhensible. Je n'ai jamais vu un aussi mauvais passage de relais. Les responsables irakiens locaux s'en rendent compte et sont choqués », témoigne un cadre des Nations unies chargé de l'aide au développement.

En fait, l'Amérique est fatiguée de l'Irak. Pour preuve, cet avertissement délivré par le vice-président, Joe Biden, lors de son dernier passage à Bagdad : « Nous n'avons, a-t-il prévenu, plus d'appétit pour tenter de réconcilier l'irréconciliable. » Un officier supérieur, rencontré à Bagdad, confirme que le retrait se

La France à l'assaut de l'Irak

La visite éclair de François Fillon, début juillet, à la tête d'une escouade de chefs d'entreprise, voulait marquer le grand retour des entreprises françaises à Bagdad. De fait, quelques grands contrats ont été signés. Le constructeur naval Ocea (basé aux Sables-d'Olonne) a remporté un appel d'offres de 50 à 60 millions d'euros pour la fourniture de deux navires de surveillance côtière. La filiale internationale d'Aéroports de Paris va étudier la construction d'un aéroport dans la ville sainte chiïte de Karbala, où se rendent chaque année des centaines de milliers de pèlerins iraniens.

L'aéronautique et la défense sont parmi les secteurs les plus prometteurs. Les Irakiens « ont une compagnie aérienne qui n'a que des Boeing. Pour moi, c'est une provocation ! » lâche, sur le ton de la boutade, Louis Gallois, PDG d'EADS, qui était du voyage. Le groupe européen a déjà conclu avec le ministère irakien de la Défense un contrat pour la vente de 24 hélicoptères EC-635. Les perspectives sont considérables aussi dans le secteur de l'assainissement. Suez a déjà signé pour une usine d'eau potable à Bagdad, et Veolia s'estime bien placé pour remporter le traitement des eaux usées de l'est de la capitale irakienne. Un contrat de 1 milliard de dollars. Les entreprises françaises comptent poursuivre l'offensive. Le Medef renverra une délégation à Bagdad d'ici à la fin de l'année.

fera, quoi qu'il advienne sur le terrain. Et si l'on assistait à une nouvelle flambée de violence ? « On serait bien embêtés... »

Ces dernières années, Washington a pourtant beaucoup appris de ses erreurs. Les officiers qui servent en Irak ont, pour la plupart, passé un mois dans un centre d'entraînement de Louisiane afin de réduire le fossé culturel. Mais certaines solutions mises en œuvre tenaient davantage de la Rustine que de la réparation à long terme. Les forces de sécurité irakiennes demeurent profondément divisées. L'armée, presque exclusivement composée de sunnites, tient certains quartiers de Bagdad et ne s'aventure pas dans les zones



Manne économique. François Fillon en visite à Bagdad en juillet pour signifier le retour de la France.

Mais l'Irak demeure un marché difficile. L'insécurité limite les déplacements et accroît sensiblement les coûts. Le cadre législatif n'est pas encore bien défini. Et la concurrence, notamment pour les ventes militaires, est faussée par la présence, dans toutes les instances de décision, de « conseillers » américains influents. A cela s'ajoute une corruption galopante, qui vaut à l'Irak de figurer en avant-dernière position sur le dernier palmarès établi par Transparency International. Et l'arrestation spectaculaire, au mois de juin, du ministre du Commerce (un proche du Premier ministre, Nouri al-Maliki) est loin d'avoir crevé l'abcès ■ N. H.

chiïtes. Des zones où règne la police. Entre les deux, aucune confiance.

Le retrait américain, au lieu d'ouvrir la perspective d'une autonomie politique enfin retrouvée, a relancé la course au pouvoir entre factions. L'armée américaine veillait à ce qu'aucun acteur ne triche trop ouvertement. Elle n'est déjà plus en position de jouer les arbitres. D'où les tensions renouvelées entre les communautés. D'où aussi un regain de violence, d'attentats, que les forces de sécurité irakiennes ne parviennent pas à juguler. Le retrait américain des villes a eu valeur de test. Et les premiers résultats inquiètent davantage qu'il ne rassurent ■

LE RETRAIT AMÉRICAIN, AU LIEU D'OUVRIR LA PERSPECTIVE D'UNE AUTONOMIE POLITIQUE ENFIN RETROUVÉE, A RELANCÉ LA COURSE AU POUVOIR ENTRE FACTIONS.



Désengagé. Joe Biden au milieu de militaires américains à Bagdad, le 4 juillet.

DENISE M. SERRANO/UPHOTO - AFP

LE FIGARO mercredi 5 août 2009

Les promesses d'Ankara pour résoudre la question kurde

TURQUIE

En 25 ans, le conflit a fait plus de 45 000 morts. Recep Tayyip Erdogan veut mettre fin au boycottage politique des députés du DTP.

Istanbul

À PREMIÈRE vue, le geste est modeste. Lundi, le premier ministre turc s'est engagé à rencontrer le parti pro-kurde du DTP (Parti pour une société démocratique). Jusqu'à présent, Recep Tayyip Erdogan avait toujours refusé de serrer la main aux députés de la vitrine politique du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), majoritairement perçus comme des « terroristes » par l'opinion publique turque. En mettant fin à ce boycottage politique, Recep Tayyip Erdogan donne un premier gage sérieux

de sa volonté de résoudre le conflit kurde, qui a fait plus de 45 000 morts en 25 ans. Fin juillet, le gouvernement a annoncé qu'il préparait « une feuille de route » afin de répondre aux revendications des 12 millions de Kurdes de Turquie et qu'il suivrait « une démarche démocratique » pour mettre fin à la guérilla du PKK.

En promettant d'élargir les droits culturels et politiques des citoyens d'origine kurde, l'AKP au pouvoir (Parti de la justice et du développement) semble s'engager sur la voie prônée par le président de la République, Abdullah Gül, qui avait appelé en mai à saisir une « opportunité historique ».

« Nous assistons au démarrage d'un processus dans un nouveau climat politique, explique Ali Bayramoglu, un journaliste qui a été convié à l'académie de police pour

exposer son point de vue. *Le parti en place a compris le danger de ne pas résoudre le problème. Le chemin sera évidemment douloureux, mais pour la première fois dans l'histoire du conflit kurde, l'armée, le président et le gouvernement agissent en harmonie.* »

Après avoir lancé quelques réformes lors du démarrage des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, Ankara avait quasiment abandonné sa politique d'ouverture envers les Kurdes. Mais au mois de juillet, Abdullah Öcalan, le leader du PKK emprisonné à vie sur l'île d'Imrali, a déclaré qu'il rendrait public un plan de paix le 15 août. Le gouvernement cherche donc à reprendre l'initiative.

Une partie périlleuse

Aucune mesure concrète n'a encore été dévoilée. Quelques pistes ont été évoquées, comme l'utilisation de la langue kurde dans les meetings politiques et dans les administrations, la réhabilitation des noms des villages qui ont été turquifiés... Le flou persiste sur une amnistie générale, réclamée par la rébellion, et sur les contreparties qui convaincront ses membres de descendre des montagnes où ils se cachent.

La question cruciale des négo-

ciations reste également en suspens. D'emblée, M. Erdogan a écarté de négocier avec Abdullah Öcalan, communément surnommé « le boucher » ou « le tueur de bébés ». « La solution passe par le dialogue et le consensus, en prenant en considération toutes les parties », prévient Hasip Kaplan, député DTP et ancien avocat du chef kurde.

La partie s'annonce périlleuse pour le gouvernement. Quand il mettra des propositions sur la table, il lui faudra ménager son électorat, ne pas dépasser les limites fixées par l'armée, qui a longtemps considéré la stratégie pour contrer les actions de la guérilla comme son pré carré, désamorcer la surenchère de l'extrême droite (MHP)... Celle-ci est déjà montée en première ligne en accusant l'AKP de soutenir « les séparatistes » et de préparer « la division de la Turquie ».

Lundi, deux rebelles du PKK ont été tués au cours d'affrontement avec les militaires.

LAURE MARCHAND

la Croix

JEUDI 6 AOÛT 2009

CE QUI VA MIEUX

Turcs et Kurdes engagent un dialogue

ISTANBUL

De notre correspondante

« C'est une rencontre très importante qui a eu lieu. Je crois qu'elle va accroître l'espoir pour l'avenir. Notre peuple veut l'harmonie, l'union et la solidarité. Il ne veut plus que les mères versent des larmes, il ne veut plus que le sang coule. » Ces mots ont été prononcés hier par le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, à l'issue d'un entretien d'une heure avec Ahmet Turk, chef du parti pro-kurde DTP (Parti pour une société démocratique). Cette rencontre est la première depuis l'entrée de ce parti au Parlement turc en 2007.

Jusqu'à présent, Tayyip Erdogan refusait tout contact officiel avec le DTP, exigeant au préalable qu'il condamne le Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK, qui a pris les armes contre Ankara il y a vingt-cinq ans) et le qualifie de « terroriste ».

Sur ce point, aucun changement n'a eu lieu en deux ans. Le DTP, refusant de suivre la ligne étatique, est accusé

par ses détracteurs de recevoir ses instructions d'Imrali, la prison où est emprisonné depuis dix ans le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan. En revanche, le climat général a changé.

En mars, le parti au pouvoir a subi un désaveu électoral de la part des Kurdes, malgré le lancement d'une chaîne de télévision publique dans leur langue. Au printemps, le président de la République a évoqué une

« occasion historique » de régler un conflit qui a fait près de 40 000 morts en trois décennies.

Les choses semblent à présent s'accélérer. La semaine dernière, le ministre de l'intérieur a annoncé

Le ministre de l'intérieur a annoncé la préparation d'un plan de résolution sur la base de « davantage de démocratie, de droits et de libertés ».

la préparation d'un plan de résolution sur la base de « davantage de démocratie, de droits et de libertés ». Cette série d'annonces vise à couper l'herbe sous le pied à Abdullah Öcalan qui,

de sa prison, présentera autour du 15 août une « feuille de route ». « Toutes les conditions d'une résolution de la question kurde sont réunies, estime Abdullah Demirbas, maire de Sur, à Diyarbakir. Le peuple veut

une solution, le PKK aussi, la société civile, nos voisins du Moyen-Orient, l'UE et les États-Unis. C'est une occasion historique qui se présente à nous. »

Ahmet Turk, le leader du DTP, est sorti hier très satisfait de sa rencontre avec le premier ministre turc. « C'est un jour important, a-t-il déclaré. Nous sommes heureux et espérons pouvoir assurer une ambiance de dialogue. Mais évidemment, une énorme responsabilité nous incombe à tous. » Recep Tayyip Erdogan, quant à lui, a confirmé le lancement d'un travail gouvernemental sur la question et évoqué les « doutes » qui surgiront inévitablement lors de ce processus de paix. Des doutes, a-t-il ajouté, qui ne pourront pas tous être levés à « court terme ».

DELPHINE NERBOLIER

Le Monde
10 août 2009

Irak Une série d'attentats antichiites fait 50 morts

BAGDAD. Des attentats visant principalement des chiïtes a fait au moins 50 morts et une centaine de blessés, vendredi 7 août en Irak, a annoncé la police irakienne. Un kamikaze a lancé une voiture piégée sur des chiïtes sortant d'une mosquée près de Mossoul, la deuxième ville du pays, faisant 38 morts et 140 blessés. « *Il y avait du sang et des morceaux de chair partout. La mosquée et plusieurs habitations se sont effondrées* », a indiqué le lieutenant de police Khaled Rajab. A Bagdad, une série d'attentats visant des pèlerins, également chiïtes, a fait six morts et 24 blessés. Une bombe cachée dans une moto a tué six personnes et fait 34 blessés dans un quartier sunnite de la capitale. Trois bombes ont explosé au passage de minibus transportant des pèlerins chiïtes (photo). — (AFP, Reuters.) ■ (PHOTO AP)



AFP

TURQUIE : UN SOLDAT ET UN REBELLE KURDE TUÉS DANS DES COMBATS

ANKARA, 8 août 2009 (AFP) —

Un soldat turc et un rebelle kurde ont été tués lors de combats dans le sud de la Turquie, a rapporté samedi l'agence de presse Anatolie.

Le militaire a perdu la vie dans l'attaque vendredi soir par un groupe de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'une unité en faction près d'une station radar, à proximité de la bourgade de Karlisu, dans la province d'Antakya, voisine de la Syrie, selon Anatolie.

Un autre soldat a été blessé durant l'accrochage.

L'armée a lancé après l'attaque une opération de ratissage, au cours de laquelle un rebelle a été abattu, a indiqué le gouvernorat d'Antakya, cité par l'agence. Ces combats interviennent après que la Turquie a annoncé le mois dernier la

préparation de mesures en faveur de la communauté kurde, avec l'espoir de saper le soutien dont disposent les rebelles du PKK, en lutte armée contre le régime turc depuis 1984.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accepté mercredi pour la première fois depuis deux ans de s'entretenir avec le président du principal parti kurde de Turquie, le Parti pour une société démocratique (DTP), des moyens de mettre un terme à l'insurrection kurde.

Les rebelles ont pour leur part annoncé qu'ils prolongeaient, pour la troisième fois, un cessez-le-feu unilatéral en vigueur depuis le 21 mars, fixant la nouvelle échéance au 1er septembre.

Leur décision a été prise avant la divulgation, prévue en août, d'une "feuille de route pour une solution démocratique", par le dirigeant emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan.

AFP

IRAK: LES AMÉRICAINS DOIVENT RESTER À KIRKOUK APRÈS 2011 (CHEF DE LA POLICE)

BASE AMERICAINE WARRIOR (Irak), 10 août 2009- AFP

LES FORCES AMÉRICAINES déployées dans la province disputée de Kirkouk doivent y rester au-delà de la date butoir fixée à fin 2011 pour le retrait américain d'Irak, a jugé dans une interview le général Jamal Taker Bakr, responsable de la police provinciale.

La présence américaine joue un rôle dissuasif crucial dans cette province riche en pétrole, lieu de tension entre différentes communautés, sur fond de contentieux territorial et politique entre le gouvernement central de Bagdad et la région autonome du Kurdistan, a expliqué dimanche à l'AFP le général Bakr, d'origine kurde.

"J'espère que les forces (américaines) resteront ici jusqu'à ce que les choses soient arrangées, jusqu'à ce que les problèmes de Kirkouk soient résolus", a-t-il déclaré sur la base américaine Warrior, à l'extérieur de la ville.

"Il est nécessaire que les forces demeurent en Irak jusqu'à cette date".

Interrogé sur la présence des Américains, pendant un ou deux ans au delà de la date fixée pour le retrait, le général Bakr a répondu: "Ce serait mieux".

Déployées en Irak depuis 2003, les forces américaines se sont retirées fin juin des villes et villages, en application de l'accord conclu en novembre, qui a fixé à la fin 2011 la date butoir pour leur désengagement total du pays.

L'état-major américain considère Kirkouk comme le principal foyer de tension en Irak, du fait des prétentions kurdes sur cette province qui jouxte les limites administratives du Kurdistan.

Ces derniers mois, des face-à-face tendus ont opposé les forces irakiennes aux peshmergas, les combattants kurdes présents dans la province depuis 2003.

Le général Bakr s'est cependant déclaré "optimiste" et affirmé que Bagdad et

Erbil, siège du gouvernement kurde, arriveraient à s'entendre.

"Le gouvernement autonome kurde sait que son avenir est avec l'Irak et le gouvernement irakien sait qu'il a tout à gagner d'une bonne relation avec le gouvernement autonome", a-t-il dit.

Il a indiqué que les forces de police de Kirkouk étaient "à 70% prêtes" en vue du retrait.

Depuis qu'il a pris les commandes de la police provinciale en mai 2007, le général Bakr dit n'avoir jamais eu à demander l'aide des forces américaines ou kurdes pour le maintien de l'ordre.

"Seule la police assure la sécurité des villes", a-t-il dit, précisant que les forces kurdes jouaient un rôle limité.

"Si elles ont quoi que ce soit, elles nous donnent l'information et nous menons l'opération sur cette base. En 2006, les peshmergas avaient beaucoup de pouvoir et pouvaient procéder à des arrestations. Mais depuis que je suis arrivé, elles n'en ont plus le droit."

L'Irak compte une quinzaine de "territoires disputés" entre communautés rivales, selon l'ONU.

Début août, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki et le président du Kurdistan Massoud Barzani se sont engagés, sous la pression des Etats-Unis, à régler leurs différends par le dialogue.

Les trois provinces kurdes représentent 40.000 km² mais les forces kurdes, dans le sillage de l'invasion étrangère de 2003, ont étendu leur présence sur 75.000 km² en prenant le contrôle d'une partie des provinces de Kirkouk, Ninive et Diyala.

Pour régler la question de Kirkouk, qui recèle les deuxièmes plus grandes réserves pétrolières après le Sud, la constitution irakienne prévoit un référendum.

TURQUIE: Les Kurdes reprennent espoir

Delphine Nerbollier

Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a rencontré mercredi le chef du principal parti kurde, un signe de plus de la volonté de trouver une issue dans le sud-est.

Reportage à Diyarbakir

Le climat a changé à Diyarbakir. Dans la principale ville kurde du sud-est de la Turquie souffle un vent d'espoir rarement perçu ces dernières années. Les représentants du parti pro-kurde DTP (Parti pour une société démocratique), qui compte 21 députés à Ankara et 98 municipalités, osent même se déclarer « optimistes ». « Les événements actuels sont positifs, confirme Abdullah Demirbas, le maire de la municipalité de Sur, au centre-ville de Diyarbakir. Malgré les nombreuses difficultés, je pense que nous allons vers une solution à la question kurde. Toutes les conditions sont réunies : le peuple veut une solution, le PKK (ndlr : Parti des travailleurs du Kurdistan) aussi, la société civile, nos voisins du Moyen-Orient, l'Union européenne et les Etats-Unis. C'est une occasion historique qui se présente à nous, mais pour cela nous avons besoin de volonté politique. »

« Occasion historique »

Le maire de Sur n'a pas toujours été optimiste. Et pour cause. Cet homme politique est

poursuivi dans le cadre de 23 procès pour soutien à une organisation terroriste, à savoir le PKK, et pour avoir utilisé la langue kurde dans le cadre de ses activités de maire. Avant d'être réélu en mars, il avait même été démis de ses fonctions. Mais ces dernières semaines, le ton a changé à Ankara. Au printemps, le président de la république, Abdullah Gül, a évoqué une « occasion historique » pour résoudre une question qui a fait près de 40 000 morts en trois décennies. La semaine dernière, le ministre de l'Intérieur a par ailleurs annoncé la volonté du gouvernement de trouver une solution par « plus de démocratie, de libertés et de droits ». Une annonce destinée à couper l'herbe sous le pied du leader du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis dix ans et qui dévoilera autour du 15 août une feuille de route pour résoudre la question kurde.

Enfin, mercredi, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a officiellement rencontré à Ankara le chef du DTP, Ahmet Turk, pour la première fois depuis l'entrée de ce parti au parlement en 2007. Le premier ministre avait jusqu'à présent rejeté toute rencontre tant que le DTP refuserait de qualifier le PKK de « terroriste ». « C'est une rencontre très importante qui a eu lieu », a estimé hier Recep Tayyip Erdogan, qui a confirmé la préparation d'un plan de paix. « Je crois que cette rencontre va accroître l'espoir pour l'avenir. Notre peuple

veut l'harmonie, l'union et la solidarité. Il ne veut plus que les mères versent de larmes, il ne veut plus que le sang coule. »

Ankara « sincère »

A Diyarbakir, ville d'un million et demi d'habitants où le taux de chômage atteint les 60% mais qui s'est fait un nouveau visage grâce au soutien de l'Union européenne, l'espoir est perceptible. « Le gouvernement me semble sincère et déterminé, confirme Galip Ensarioglu, président de la Chambre de commerce. Les déclarations récentes signifient que l'idéologie officielle du pays va changer. Nous attendons maintenant du courage et de la détermination dans la mise en application. »

Changements constitutionnels, enseignement du kurde à l'école primaire, le gouvernement a donné très peu d'indices sur ses intentions à venir. A Diyarbakir, en revanche, on planche sur le sujet depuis longtemps. Ainsi, Galip Ensarioglu considère que la solution réside dans le développement économique de l'est de la Turquie où vit la majorité des 12 millions de Kurdes du pays, dans davantage de droits culturels et de libertés et dans un dialogue avec le PKK, qui a pris les armes contre Ankara il y a vingt-cinq ans. « Il n'y aura pas de solution à la question kurde si l'un de ces trois points est mis de côté », estime-t-il.

Au sein du DTP, un parti qui a renforcé ses positions dans la région lors des municipales de

mars, on énumère également les demandes urgentes : mettre un terme aux poursuites judiciaires contre les représentants des Kurdes, « présenter des excuses comme l'a fait la France envers les Algériens », « ouvrir la porte aux représentants kurdes », à savoir le DTP mais aussi Abdullah Öcalan. Enfin, « arrêter les opérations militaires » qui se poursuivent dans le nord de l'Irak et en Turquie. « Tant que nous continuerons à enterrer nos jeunes, il ne sera pas facile de résoudre la question », souligne Firat Anli, le patron du parti DTP à Diyarbakir.

L'inconnue Öcalan

Du côté des plus radicaux, on juge en revanche avec suspicion ces récents développements. C'est le cas d'Arasin, une jeune femme de 22 ans, au visage romantique cerné de longs cheveux bruns bouclés. A l'âge de 12 ans, elle s'est engagée auprès du PKK dans le nord de l'Irak pour « défendre les droits des Kurdes ». Après huit années passées à vivre « dans la nature », « en toute mobilité » avec ses « compagnons », elle a été dénoncée et arrêtée par la police turque avant de passer quatre années en prison. Aujourd'hui, de retour à Diyarbakir, « une ville en résistance », elle n'envisage aucune solution sans discussion ouverte avec le PKK et avec son leader, Abdullah Öcalan. « Personne ne descendra de la montagne tant qu'il restera emprisonné. »



IRAK/KURDISTAN: MAJORITÉ ABSOLUE DES SIÈGES POUR LA COALITION UPK/PDK (COMMISSION ÉLECTORALE)

ERBIL (Irak), 7 août 2009 (AFP) —

Les grands partis traditionnels du Kurdistan irakien, l'UPK et le PDK, ont obtenu la majorité absolue au Parlement régional, même s'ils reculent par rapport aux élections précédentes, selon les résultats définitifs annoncés vendredi par la commission électorale irakienne.

Lors du scrutin du 25 juillet, la liste "Kurdistania" — du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) — a obtenu 59 des 111 sièges de l'assemblée locale.

En 2005, elle avait raflé 78 sièges.

La liste de dissidents Goran ("Changement" en kurde), de Nouchewan

Moustapha, fait son entrée au Parlement en devenant la première force d'opposition avec 25 sièges.

Une autre liste d'opposition, "Services et réformes", composée de deux partis islamistes et deux partis de gauche et d'extrême gauche, a quant à elle obtenu 13 sièges.

Le "Mouvement islamique" recueille deux sièges, les trois listes turcomanes cinq sièges, les deux listes chrétiennes cinq sièges, la liste communiste de la "Liberté et droiture" un siège, et une liste arménienne un siège.

Par ailleurs, Massoud Barzani, qui était élu pour la première fois à un scrutin au suffrage universel, a été élu président du Kurdistan irakien avec 69,57% des voix. Il a devancé Kamal Mirawdy, un universitaire basé à Londres, qui a cependant créé la surprise en obtenant 25,32%.

August 7, 2009

KURDS TURN UP THE HEAT ON BAGHDAD

by: Sami Moubayed

DAMASCUS - Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki's recent visit to Iraqi Kurdistan was aimed to test the waters on how loudly and aggressively the Kurds are willing to push their claim for the oil-rich Kirkuk region.

Maliki received a uniform answer from all his interlocutors, that the Kurds want to go until "the curtain falls", which makes dialogue, let alone solutions, between the camps virtually impossible.

Maliki will now have to accustom himself to a confrontation - be it words or bullets - with his compatriots in Iraq. Or he will have to cede Kirkuk. A third option does not exist. And if the Kurds do decide to go full-on with their demands, they will probably work on dethroning the prime minister, by refusing to support his cabinet, or working against him in the parliamentary elections scheduled for early 2010.

Maliki has two factors to consider. Either he appeases the Kurds, and upsets countries like Saudi Arabia, Syria, Iran and Turkey - in addition to his own countrymen. Or he pleases the Kurds, and upsets everybody else.

During Maliki's first visit to the Kurdistan Regional Government since coming to power in 2006, he had talks with newly re-elected Kurdish President Masoud Barzani and Iraqi President Jalal Talabani, two veterans of the Kurdish national movement.

Maliki arrived to the Kurdish city of Sulaimaniyah, approximately 330 kilometers north of the capital Baghdad. All reports of the visit said that both sides "voiced commitment" to solving problems between Iraq and semi-autonomous Kurdistan, through creating and breathing life into joint security and political committees.

Maliki said, "Our meeting was positive and we have agreed to support national unity and the federal system." Photos

were all over the Internet, of a smiling Maliki, Barzani and Talabani, seated before the flags of Iraq and Kurdistan. A Kurdish delegation, headed by Prime Minister Nechirvan Barzani, will reportedly soon be heading to Baghdad for follow up talks with the central government.

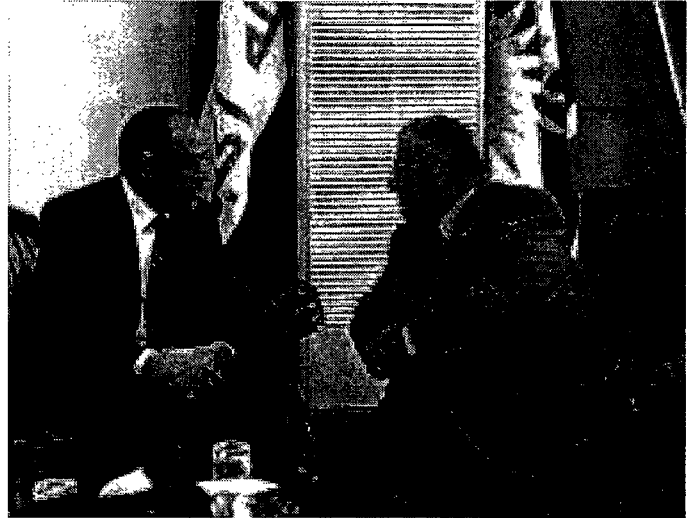
At first glance, this seems like a success story, not worthy of extensive coverage. A closer look, however, proves the exact opposite.

Last week's elections in Kurdistan raised more than an eyebrow within official Iraqi circles, although the victory of incumbent president Barzani was expected by everybody. Barzani, 63, is the Yasser Arafat of Kurdish politics, a man who mirrors the struggle of his people, and is widely respected, despite his shortcomings and wide accusations of both corruption and nepotism, as the vanguard of Kurdish ambition and independence.

He won the elections with nearly 70% of the vote. A joint list between his Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan of President Talabani won nearly 60% of the entire ballots cast. This gave the two parties around 55 seats in the 111-seat parliament. Barzani represents a generation of Kurdish politicians that is fed up with taking orders from Baghdad and dreams of full and unconditional Kurdish autonomy. High on his political agenda these days is the issue of the oil-rich Kirkuk area, which he wants incorporated into Iraqi Kurdistan, against the will of Iraq, Turkey, Iran and Syria.

One of the reason why ordinary Kurds voted for him - although his age makes him less attractive to a young generation of Kurdish voters - is that he has repeatedly promised to bring Kirkuk to what he claims is its rightful owners. Last June, the Kurdish parliament approved a draft constitution legalizing their claims for Kirkuk, which sits on anywhere between 10-40 billion barrels of oil, much to the horror of Maliki.

Barzani has promised his



Iraq's President Jalal Talabani (L) talks with Iraq's Prime Minister Nuri al-Maliki during his visit to Iraq's autonomous Kurdistan region.

people that he will push for a referendum in Kirkuk, which has been delayed since November 2007, to decide whether the city's inhabitants want to remain part of Iraq, or join Iraqi Kurdistan. Maliki has repeatedly lobbied to postpone the referendum, warning that it could ignite civil war between Arabs and Kurds, and this measure has been supported by both the United Nations and United States.

Heavyweights in the Iraqi political community, like Vice President Tarek Hashemi, Shi'ite Mahdi Army leader Muqtada al-Sadr and former prime minister Iyad Allawi, are all categorically opposed to granting Kirkuk to the Kurds. One week before Maliki went to Kurdistan, US Secretary of Defense Robert Gates was in Baghdad and urged both Arabs and Kurds to solve their problems before US troops withdrew by 2011.

Gates did not mention Kirkuk by name - but clearly it is the only real bottleneck between both camps, since other pending issues, like the future of the Peshmerga (the Kurdish militia) and relations with terrorist groups like the Kurdistan Workers' Party (PKK) are negotiable, from a Kurdish position. They are actually the price Kurds are willing to pay to keep Kirkuk.

Barzani recently said that if it were not for US troops in Iraq, his men would have clashed with troops from the Iraqi army long ago over the issue of Kirkuk. In June, Kurdish militias close to Barzani clashed with the Iraqi army in Makhmur, a predominantly Kurdish town between Mosul and Kirkuk. The president made it clear that neither his men nor the Iraqi army had the unilateral right to move into disputed areas claimed by the Kurds. His nephew, the prime minister, explained the incident by claiming that Maliki's men still had "a military style mentality of being the big brother and wanting to impose their will [on Iraqi Kurds]".

Kurdish Iraq, for long considered a success story and a relative haven of calm in the war-torn country, could yet provide Baghdad with its biggest problem.

Sami Moubayed is editor-in-chief of Forward Magazine in Syria.

Can democracy survive in Kurdistan?

The elections were a success, but internal divisions point to an uncertain and potentially dangerous future for the whole region



Ranj Alaaldin

Iraqi Kurdistan's parliamentary and presidential elections have given birth to a viable opposition group for the first time since the autonomous Kurdish region was established in 1991.

Kurdish politics has traditionally been dominated by the Patriotic Union of Kurdistan, led by Iraqi president Jalal Talabani, and the Kurdistan Democratic party, led by Kurdistan region president Massoud Barzani. But the results of last month's election show that the PUK and KDP alliance received only 57% of the total votes – a dramatic decline from the previous election in 2005, when they won more than 85%.

The decline might have been even more severe had it not been for some unprecedentedly vigorous campaigning by PUK officials like Barham Salih and KDP officials like Masrour Barzani (son of Massoud Barzani and potentially a future party leader).

The Change list, which campaigned on an anti-corruption and public services platform, won an unexpected 24% and other opposition groups got at least 15%.

The work of the Kurdistan Regional government is therefore set to face effective scrutiny for the first time since its inception in 1992 and the Kurdish parliament will now operate as a more credible and vibrant entity as opposed to a rubber-stamping institution. With Change holding more than 20 of the 111 assembly seats, and other opposition parties doing well, democracy seems to be properly taking root in Kurdistan and a new culture of criticism and public scrutiny is setting in.

But despite these successes, hard-work and uncertainty still looms around the corner. Internally, Kurdistan must get its house in order. The emergence of Change has led to a combined sense of uncertainty and suspicion that threatens to implode Kurdish politics altogether. The main victim of Change's electoral success is the PUK, which lost to Change in its stronghold province of Sulaymaniah and which has seen its members defect to the offshoot group; it now faces serious questions about its future.

Significant within this context is how the KDP will react. Will it continue with its 50:50 power-sharing agreements and accordingly pass the all-important post of KRG prime minister to PUK man and current Iraqi deputy PM Barham Salih or, in the light of the PUK's decline, will it now consider itself the main source of authority in the region and see no reason to do so?

To survive and retain credibility, the PUK's foremost task will be to embark upon a course of damage control whereby it reasserts itself, faces up to the KDP and ensures that it gets the KRG premiership.

The uncertainty created by Change also extends beyond the

Kurdish borders. Kurdistan's leaders may publicly celebrate their recent electoral success, but privately they know that Change complicates their plans for Iraq's national elections at the end of the year.

Change may seek to build on the momentum of its electoral success by choosing to go it alone at the national elections rather than join the PUK-KDP coalition. In this scenario, the Kurds' influence in Baghdad will be severely weakened, while rival Shia and Sunni parties, still yet to finalise their own coalitions, will become emboldened. Although Change's credibility will be undermined if it does eventually decide to join a Kurdish bloc that it has accused of corruption and cronyism, it could use Kurdish nationalist arguments to justify such a manoeuvre.

The Iraqi prime minister, Nouri-al Maliki, will also be watching developments in Kurdistan with interest. He will look to capitalise on the uncertainty that Change has spawned, since it may weaken the Kurds' so-far-united front over issues like the status of the disputed territories and a proposed oil law.

To discuss these issues and others, Maliki visited Kurdistan last Sunday for the first time since becoming PM and met with Talabani and Barzani. But Kurdistan is still one skirmish away from armed conflict with Baghdad. Since Maliki and Barzani had previously not been on speaking terms, the meeting was a positive step but both men went back to their fortified compounds no closer to a resolution.

Unconfirmed reports also suggest that Maliki is courting Change leader Newshirwan Mustafa. Such an alliance could be used as a bargaining chip by both Mustafa and Maliki. The latter seeks another term in office and knows that though the PUK and KDP are vehemently opposed to this, they could be swayed if a Maliki-Mustafa partnership, public or private, became a real possibility since this would threaten PUK-KDP interests in Baghdad.

Mustafa, meanwhile, may use this to garner concessions, official or otherwise, from the PUK and KDP but will recognise that any public alliance could constitute political suicide in the current climate of tension between Iraq's Arabs and Kurds.

The recent elections may have been a victory for Kurdish democracy, but whether the internal divisions will glitter or tarnish the Kurdish quest for increased autonomy and wealth remains to be seen. Much now depends on how the KRG and Baghdad move forward on issues like Kirkuk – the mother of all the outstanding issues.

The dilemma for the PUK and KDP is that they have long been uncompromising in their insistence that Article 140 of the Iraqi constitution must be implemented, with a referendum to determine the status of the province. Though this position has little or no backing beyond Kurdistan, for them to back away from it now will strengthen the hand of the opposition groups. Intransigence over these issues with Baghdad will therefore continue for some time, with internal divisions creating a dangerously uncertain future for the Kurdish region.

Kurdish faultline threatens to spark new war

The only thing keeping Arabs and Kurds from fighting is the glue of US occupation

By Patrick Cockburn in Mosul

It is called the "trigger line", a 300-mile long swathe of disputed territory in northern Iraq where Arab and Kurdish soldiers confront each other, and which risks turning into a battlefield. As the world has focused on the US troop withdrawal from Iraq, and the intensifying war in Afghanistan, Arabs and Kurds in Iraq have been getting closer to an all out war over control of the oil-rich lands stretching from the borders of Syria in the west to Iran in the east.

The risk of armed conflict is acute because the zone in dispute is a mosaic of well-armed communities backed by regular forces. Kurdish and Arab soldiers here watch each other's movements with deepest suspicion in case the other side might attempt to establish new facts on the ground. It is to avert a new armed conflict breaking out between the powerful military forces on both sides that Iraq's Prime Minister, Nouri al-Maliki, travelled to Kurdistan for crisis talks last week with Kurdish leaders, Iraq's (Kurdish) President, Jalal Talabani, and the President of the autonomous Kurdistan Regional Government (KRG), Massoud Barzani. Mr Maliki and Mr Barzani had not met for a year during which their exchanges have been barbed and aggressive.

The 26th Brigade of the 7th Division of the Iraqi army, an Arab unit, recently tried to move from Diyala province northeast of Baghdad through Makhmur, where there is a Kurdish majority, to reach the mainly Sunni Arab city of Mosul. Fearful this might be a Baghdad government land-grab for Makhmour, Kurdish civilians blocked the road. Khasro Goran, a senior member of the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP), says the army advance would have been resisted if it had gone on. "Our forces had taken up positions on higher ground and if the Iraqi army brigade had come on, they were under orders to open fire." Ominously for the future unity of Iraq, the Kurdish unit preparing to shoot was itself part of the Iraqi army.

American mediation and Arab-Kurdish negotiations in Baghdad ultimately prevented a clash and the 26th Brigade withdrew without fighting. But according to Mohammed Ihsan, the KRG's Minister for Extra Regional



President Jalal Talabani takes part in crisis talks last week. Prime Minister Nouri al-Maliki needs at least to stop a further escalation of the conflict

Affairs, who has responsibility for the disputed territories, any outbreak of hostilities could be the start of a major conflict: "If fighting does start at one point I am sure it will quickly spread along the whole line from Sinjar [near Syria] to Khanaqin [near Iran]."

President Barack Obama's administration is alarmed by the prospect of Iraq splitting apart just as the US pulls its troops out. But Washington can also see the danger of becoming more deeply enmeshed in the Arab-Kurdish conflict, which kept northern Iraq ablaze for much of the last century. US withdrawal also frightens the Kurds, the one Iraqi community that supported the US-led invasion. They can see the political and military balance is swinging against them just as they are faced by Mr Maliki's rejuvenated Iraqi government commanding the increasingly confident 600,000-strong Iraqi security forces. A report by the International Crisis Group concluded recently that "without the glue that US troops have provided, Iraq's political actors are otherwise likely to fight all along the trigger line following a withdrawal, emboldened by a sense that they can prevail, if necessary, with outside help."

Arab leaders, both Shia and Sunni, claim that the Kurds have overplayed their hand since 2003. As Saddam Hussein's regime was disintegrating, Kurdish forces swept into the cities of Mosul and Kirkuk, seizing territories where there was or had been a Kurdish majority before Saddam Hussein's eth-

nic cleansing. The sole sign of one of the 3,500 Kurdish villages destroyed by Saddam is often a pathetic pile of stones in a field where people once lived before they were killed or forced to flee, their herds of cows and flocks of sheep slaughtered, and concrete poured down the village well.

Kurdish vociferousness over the danger of renewed war with the Arabs stems partly from wanting to panic the US into staying involved in the dispute. Yet the danger of war is quite real as the Kurds genuinely fear being evicted from the disputed territories and driven back into the KRG, behind the Green Line established after the Kurdish uprising of 1991.

The Kurds nervously watch Iraqi troops reoccupy positions once held by Saddam Hussein's army. Last year, the Iraqi army sent north its 12th Division, a 9,500-strong force that is at least 75 per cent Shia Arab, into the Kirkuk oil province. "These troops are trying to encircle Kirkuk just as Saddam used to do," says Safeen Dizayee, the spokesman for the KDP. "They are trying to push out our forces, both peshmerga [Kurdish fighters] and Kurdish units in the regular Iraqi army."

Anti-Kurdish feeling is running high in the rest of Iraq, as is fear of Iraqi Arab revanchism in Kurdistan. Ethnic and sectarian hatred is strongest in the disputed territories where different communities live side-by-side. Nineveh province is like an Iraqi Lebanon in its diversity with its complicated mix of

Kurds, Kurdish speaking Yazidis, Shabak, Sunni Arabs, Shia and Sunni Turkomans as well as Chaldean and Assyrian Christians.

Asked about the prospect of an Arab-Kurdish civil war, people from Mosul say that for them it started six years ago. Some 2,000 Kurds from the city have been killed and another 100,000 have fled. Until January this year, the minority Kurds ruled the local council because the Sunni Arabs boycotted the election of 2005. But in the latest election, the anti-Kurdish al-Hadba party won and their leader, Atheel al-Najafi, is the new provincial governor, though this does not mean he can enter Kurdish areas. When he tried, on 8 May, to enter Bashiqa, a Yazidi-Chaldean town on the main road from Mosul to Arbil, at the head of a convoy of 40 police cars Kurdish peshmerga said they would shoot to kill if he tried to go on.

Moderation is not in fashion along the "trigger line". One Iraqi army battalion commander has been dismissed and investigated for cowardice over a confrontation with Kurdish security in January. It took place at Altun-Kupri, a Kurdish-Turkoman town which occupies an important position on the road between Arbil and Kirkuk. An Iraqi army patrol had suddenly appeared in town and local Kurds and Kurdish police immediately took to the streets to protest. Violence was only averted because the battalion commander, now sacked for his moderation, ignored orders from his high command to open fire.

In the disputed areas, people say they will fight for dilapidated villages and infertile stretches of semi-desert which hardly seem worth dying for. But the land here is more valuable than it looks. One of the reasons for sensitivity about the exact position of the border separating Arabs from Kurds is that the disputed territories lie on top of Iraq's northern oil and gas fields centred on Kirkuk. The forays by the Iraqi army towards Makhmur and Altun Kupri had extra significance for the Kurds because both towns are so close to these oil-fields.

Kurds and Arabs in Iraq have the strength to thwart each other. The KRG has awarded contracts for oil development to foreign companies which have found oil, but the oil can only be exported using Baghdad government oil pipelines. "Otherwise, they will have to carry it away in buckets," says the Iraqi Oil Minister, Hussein al-Shahristani. The Kurds counter that at least one vital Iraqi oil pumping station is on their territory.

War between Arabs and Kurds in Iraq would doom the country as an independent state. Such a conflict is not winnable by either side and each would seek foreign allies. For all their brutality, Saddam Hussein and his predecessors failed to crush the Kurds over 40 years. Differences over Kirkuk, the disputed territories and control of oil run too deep to resolve quickly, but after his long-delayed meeting with Kurdish leaders, Mr Maliki needs at least to stop a further escalation of the Arab-Kurdish conflict.

REBELLIOUS HISTORY: THE IRAQI KURDS

**The Iraqi Kurds began revolting in 1919 after the British had seized what was to become modern Iraq. The British wanted to include Kurdistan in Iraq to create a defensible military line for the new country.*

**From 1960-1975, the Kurds rebelled under the leadership of Mullah Barzani. Saddam Hussein defeated them in 1975 when he convinced the shah of Iran to abandon his support for the the Iraqi Kurds.*

**Resistance resumed in 1980 when Saddam Hussein invaded Iran. In the al-Anfal punishment campaign in 1988, the Iraqi Army massacred 180,000 Kurds and destroyed 3,500 out of 4,000 villages.*

**Days after Iraq's defeat in Kuwait in 1991, the Kurds, under Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan, recaptured most of Kurdistan. An Iraqi counter-attack led to US protection.*

**The Kurds established an autonomous enclave but fought a civil war. Supported by the US in 2003, they captured Kirkuk and Mosul and areas where there is or was a Kurdish majority before ethnic cleansing.*



Kurdistan Regional Government

Electoral Commission announces final results of Kurdistan Region elections

Erbil, Kurdistan – Iraq (KRG.org) – 08 August. 2009

The Independent High Electoral Commission of Iraq (IHEC) released the final results of the Kurdistan Region presidential and parliamentary elections yesterday - 7 August 2009.

A total of 1,819,652 individuals, about 80 per cent of eligible voters, participated in the election. The results are as follows.

Presidential election:

•Masoud Barzani, 1266397 votes – 69.6% (winner)

•Kamal Mirawdy, 460323 votes – 25.3%

•Hallo Ibrahim Ahmed, 63377 votes – 3.5%

•Ahmed Muhammad Nabi, 18890 votes – 1%

•Husain Garniyan 10665, votes – 0.6%

Parliamentary election:

•Kurdistan List, 1076370 votes, 59 parliamentary seats

•Change List, 445024 votes, 25 parliamentary seats

•Reform and Services List, 240842 votes, 13 parliamentary seats

•Islamic Movement, 27147 votes, 2 parliamentary seats

•Freedom and Social Justice, 15028 votes, 1 parliamentary seat

Parliamentary Seats reserved for minority groups:

•Turkoman Democratic Movement, 18464 votes, 3 parliamentary seats

•Turkoman Reform List, 7077 votes, 1 parliamentary seat

•Turkoman Erbil List, 3906 votes, 1 parliamentary seat

•Chaldean Assyrian Syriac Council, 10595 votes, 3 parliamentary seats

•Al-Rafidain List, 5690 votes, 2 parliamentary seats

•Aram Shahin Dawood Bakoyian, 4198 votes, 1 parliamentary seat

August 10, 2009

The ins and outs of Kurdistan

Some have suspicions about three Americans held by Iran after apparently straying across the border. But for those who've been there, the story isn't far-fetched.

By Lionel Beehner

To get into Iraqi Kurdistan from Turkey by taxi, as I found out a few years back, requires a lot of patience.

At the first border checkpoint, a customs official eyed us suspiciously, then grudgingly let us pass. At the next checkpoint, the guard was out to dinner. My fellow passenger in the taxi, an older Kurd, and I killed an hour drinking chai and smoking before the official returned and waved us through.

At the next stop, I was motioned into an office by a burly border guard clutching a Kalashnikov. I told him I had come to write a travel article, but he seemed unconvinced that I was a journalist, as I had no press credentials or proof of lodging. He offered me tea before pulling out a picture of a familiar mustachioed man in a fez and putting me to the test. "Who's this?" he asked. "Ataturk," I responded, staring at the photo of the Republic of Turkey's founder. "Yes. Ataturk is No. 1," he beamed and allowed us to pass.

The next checkpoint was manned by Iraqi Kurds. Once again, I seemed to be the problem. I was shown into a squat office and offered tea again. The guard liked America, he said, but he was not buying my story. The tea seemed to help. He finally signed a flurry of paperwork, then asked: "Who are the best -- Turks, Arabs or Kurds?"

Hmm, I mused, staring at the Kurdish tricolor flag hanging on the wall. "Kurds," I said. "Kurds are the best." He smiled and stamped my passport. We were waved through the final checkpoints quickly, but by then hours had passed and it was very late.

I did things the hard way. Getting in and out of Kurdistan officially can be grueling, but crossing the border unofficially is a breeze.

You can literally walk through a hole in the wall in a dusty border town in the northeast of Kurdistan and find yourself in Iran. There are no guards, no customs officials barking for your passport and visa. And if you were hiking, say, in the mountains, you could mistakenly cross into Iran without having any idea you'd done so. The region is not exactly navigable by Google Maps.

I was therefore unsurprised to read about a group of backpackers recently detained after crossing into the Islamic Republic.

I don't know the three young Americans taken into custody in

Iran, so I can't say for sure they were simply lost hikers and not undercover journalists or worse. But I have heard the speculation that they must have been doing something sinister, that no one would think of vacationing in the region. That is absurd.

I was amazed by the variety of tourists who venture to Kurdistan. I met Middle American retirees, a young Brit bent on biking across Iraq, and a pair of Swedish hippies. I met religious tourists and history buffs, anthropologists and archaeologists. Western travel agencies offering guided tours of Kurdistan say they cannot keep pace with growing demand.

Kurdistan is a region teeming with cultural treasures. It has mud-caked ruins and former palaces of Saddam Hussein. Alexander the Great tamed the Persians on its plains. And the mountains east of Sulaymaniyah rival the Rockies for great hiking.

There are also incongruent oddities: giant Ferris wheels, 18-hole golf courses, glitzy new shopping malls -- even a roller coaster. When Iraqi Kurds talk about their region being the next Dubai, they mean it.

Iraqi Kurds are remarkably welcoming and pro-American. When I told a barber I was from New York, he practically hugged me. And a ratty row of kiosks selling U.S. Army surplus gear is a popular destination for the locals.

Of course there are dangers and inconveniences you wouldn't encounter in Paris or Cancun. The electricity in my hotel in Zakho went out after Turkish warplanes shelled a nearby town. The fancier hotels are wrapped in concertina wire, like a federal penitentiary.

The mountains are also spooky. "See those lights up in the hills?" a Kurdish journalist asked me one night. "The Turkish army." The news wasn't exactly comforting, because the Turks have threatened to invade Iraqi Kurdistan. Along the eastern border, the Iranians have shelled Kurdish villages.

So yes, Iraqi Kurdistan isn't your typical tourist destination. But I, for one, am very glad I paid it a visit. And I'm betting the three Americans didn't intend to leave it so soon.

Lionel Beehner, formerly a senior writer with the Council on Foreign Relations, writes for a variety of newspapers and magazines.

The New York Times

AUGUST 14, 2009

Blasts Kill 21 at a Cafe in North Iraq

By MARC SANTORA

BAGHDAD — Two bombers wearing suicide vests blew themselves up in a popular cafe crowded with young people in northwestern Iraq on Thursday evening, killing 21 and wounding 30 others, according to local hospital officials.

It was the third major bombing in a week in a stretch of Iraq in and around Mosul, where ethnic tensions, insurgent activity and political disputes have created a volatile mix that threatens the security gains made elsewhere in the country.

The attack on Thursday was carried out in the city of Sinjar, which is populated primarily by Yazidis, Kurdish-speaking followers of a pre-Islamic faith with its roots in Zoroastrianism that is based in an area near the border with Syria.

Viewed as apostates by Sunni extremists, the Yazidis have been the victims of attacks in the past.

Two years ago, a Yazidi village near Sinjar was devastated by one of the worst bombings in Iraq since the American invasion in 2003, when four trucks laden with explosives detonated nearly simultaneously, killing 313 people and wounding 704 more.

After the attacks, Kurdish forces moved into the area and made a fortress of Sinjar and the surrounding villages, erecting earthen berms and establishing checkpoints even though the area is not a part of Iraqi Kurdistan. The struggle for control over the area is one of the many disputes that continue to inflame Kurdish-Arab tensions.

Dikhil Qasim Hassoun, Sinjar's district director, said that Yazidis were caught in the middle of a broader power struggle.

"The main reason behind this attack is to

start a war between the Arabs and the Kurds in the area," he said.

No group claimed responsibility for Thursday's attack, which followed a series of bombings in the region around Mosul this week. On Monday, twin truck bombs flattened the Shiite village of Khazna, killing 34 people, wounding more than 200 and destroying dozens of homes.

On Thursday, Salem Dakhou, 37, received a call just before the first bomb went off.

"I went outside, then I heard the explosion," he said. "I could not see anything, it was so white. It smelled like gunpowder and burned flesh."

The second explosion, he said, sent him flying and crashing to the ground.

"I was bleeding," he said. "Then I saw a man on fire, running. I tried to help him, but I couldn't get up. Then he died."



9 août 2009

Irak: plus de 50 morts dans une vague d'attentats

KHAZNAH, Irak —AFP

Plus de 50 personnes ont été tuées et 269 blessées dans une vague d'attentats lundi en Irak, où le Premier ministre Nouri al-Maliki a néanmoins renouvelé sa confiance dans les capacités des forces irakiennes d'assurer la sécurité.

Deux camions piégés, garés à quelques centaines de mètres l'un de l'autre, ont ravagé à une minute d'intervalle au petit matin le village de Khaznah, à 20 km à l'est de Mossoul (370 km au nord de Bagdad), faisant 28 morts et 155 blessés, selon un responsable du ministère de la Santé.

"Comme il n'y a pas d'électricité et à cause de la chaleur, je dormais sur le toit. Je me suis réveillé en sursaut car j'ai cru à un tremblement de terre", a raconté Mohammad Kazem, 37 ans. "Une minute plus tard, une seconde explosion m'a projeté jusqu'au sol".

Falah Reza, un infirmier de 23 ans, est le seul survivant d'une famille de 12. "Onze de mes proches ont été tués quand notre maison s'est effondrée".

Trente-cinq maisons ont été détruites dans cette localité

prospère où vivent 3.500 Chabaks, en majorité des commerçants et des agriculteurs. Cette secte kurdophone d'environ 30.000 personnes est dispersée dans 35 villages de la province de Ninive, dont Mossoul est le chef-lieu.

Persécutés sous l'ex-président Saddam Hussein car ils étaient kurdes, ils ont été, après l'invasion conduite par les Etats-unis en 2003, la cible d'Al-Qaïda.

"J'essayais de dormir quand la première explosion a tout ravagé dans ma maison. Puis il y a eu la seconde. J'ai cru que c'était la fin du monde", a raconté Assaad Salem, un résident.

Quelques heures plus tard, des hommes armés ont tué par balles deux policiers dans deux attaques à Mossoul, selon une source policière.

La capitale Bagdad a été frappée par quatre attentats, dont deux visant des journaliers en quête de travail.

Une bombe cachée dans un sac de ciment à Hay al-Amel (ouest) a tué sept personnes et blessé 46, selon des sources de sécurité. A Chourta Rabaa (sud), une voiture piégée a

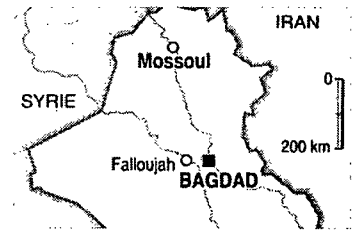
explosé le matin faisant 9 morts et 36 blessés parmi des journalistes et une autre le soir coûtant la vie à deux passants et blessant 18 près d'un restaurant. Une bombe placée sur un marché de Sayadiya, un quartier à majorité sunnite (sud-est) a tué trois personnes et blessé 14.

"La traque continuera et si Dieu le veut, nous allons éliminer tous ces corrompus qui tuent les Irakiens de sang froid", a déclaré M. Maliki devant une conférence d'officiers à Bagdad.

"Je vous félicite pour vos efforts, votre détermination et votre volonté d'user de tous les moyens à votre disposition, en particulier le renseignement, pour traquer les terroristes", leur a-t-il dit.

Les forces irakiennes assurent seules la sécurité dans les villes depuis le retrait des forces américaines fin juin aux termes d'un accord avec Bagdad.

Le "Conseil politique de la résistance irakienne", formé de six groupes d'insurgés non liés à al-Qaïda, a, dans un rare communiqué de condamnation, dénoncé "les attentats aveugles peu importe qui les a commis"



et "tenu pour responsables de ce qui est arrivé l'occupation et le gouvernement".

Vendredi, plus de 45 personnes ont été tuées et 300 blessées dans des attentats, la plupart contre la communauté chiite.

La violence qui a pris son essor en Irak en 2004 a revêtu un caractère confessionnel entre sunnites et chiites après l'attentat en 2006 qui a détruit partiellement un mausolée révérend par les chiites dans la ville sunnite de Samarra, au nord de Bagdad. La situation a empiré jusqu'à fin de 2007.

La violence a diminué après les importants revers subis par Al-Qaïda et l'Armée du Mehdi du chef radical chiite Moqtada Sadr.

AP Associated Press

13 août 2009—AP

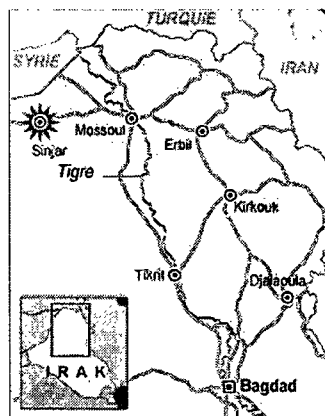
Attentat dans le nord de l'Irak: 17 morts

Un double attentat-suicide contre la minorité yazid a fait au moins 17 morts dans le nord-ouest de l'Irak jeudi, selon la police et des responsables hospitaliers.

Les terroristes ont frappé un café où de nombreux jeunes étaient rassemblés en fin d'après-midi dans la ville à majorité yazid de Sinjar. Une vingtaine de personnes seraient également blessées, d'après les mêmes sources qui ont requis l'anonymat.

Les Yazidis sont un petit groupe religieux kurdophone concentré près de la frontière syrienne, considéré comme sataniste par certains musulmans. Un quadruple attentat-suicide au camion piégé dans le village de Qahataniya, près de Sinjar, avait tué jusqu'à 500 Yazidis en août 2007.

De nombreux attentats ont ensanglanté récemment la région de Mossoul, que l'armée américaine considère comme le dernier bastion urbain d'Al-Qaïda en Irak. Les terroristes ont



aussi frappé les minorités chiites des Turkmènes et des Chabaks ces derniers jours, faisant plus de 120 morts depuis vendredi. Bagdad aussi a été touchée.

Les attaques visant principalement des minorités ethniques dans les environs de Mossoul suggèrent une volonté de l'insurrection de s'en prendre à des cibles vulnérables, relativement peu protégées, afin de tuer autant de gens que possible pendant que l'armée irakienne concentre ses efforts sur des zones plus centrales.

Ces nouveaux attentats posent la question de la capacité des forces irakiennes à protéger la population alors que l'armée américaine a prévu d'achever son retrait d'ici à la fin 2011. Les forces de combat américaines se sont retirées des principales villes du pays le 30 juin. AP

LE FIGARO

11 août 2009

Les Kurdes aspirent à la paix avec Ankara

TURQUIE

C'est à Eruh, dans le sud-est du pays, que le PKK a déclaré la guerre à l'État turc il y a vingt-cinq ans. Ses habitants ont toujours fait corps avec la guérilla kurde, mais aujourd'hui, ils veulent trouver une sortie politique à ce conflit meurtrier.

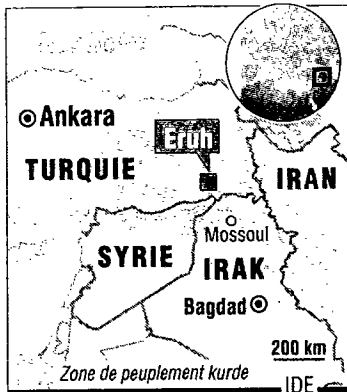
De notre envoyée spéciale à Eruh

DEPUIS la route qui grimpe vers Eruh, dans le sud-est de la Turquie, on distingue de temps en temps un troupeau de chèvres accroché sur le flanc ocre d'une montagne ou un tank de l'armée turque positionné sur un promontoire. L'arrivée dans la bourgade se fait en musique. Un mariage bat son plein dans la nuit claire. Une chanson à la gloire des combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) entraîne dans une danse traditionnelle les hommes, à l'épaisse moustache, et les femmes, qui scintillent dans leur robe à paillettes.

Eruh, 10 000 âmes, fait corps avec la guérilla kurde. C'est ici, il y a vingt-cinq ans, que le PKK a déclaré la guerre à l'État turc en lançant sa première attaque. Un quart de siècle et 45 000 morts plus tard, ce fief entrevoit pour la première fois un espoir de règlement du conflit. Fin juillet, le gouvernement turc a annoncé qu'il préparait un plan de paix, et Abdullah Öcalan, le chef de la rébellion, a fait savoir depuis sa prison sur l'île d'Imrali qu'il rendrait publique une feuille de route pour résoudre le problème kurde le 15 août prochain. Ce jour-là, Eruh sera derrière son leader : le DTP (Parti pour une société démocratique), le parti sous contrôle du PKK, y organise un festival où des milliers de supporters sont attendus.

« Le sang a assez coulé »

Au-delà des concerts d'artistes acquis à la « cause », les festivités visent à envoyer un message très



clair à Ankara. « Le sang a assez coulé, le temps est venu de trouver une réponse politique, explique le maire, Melihan Oktay, qui a un frère dans les rangs du PKK et un autre en prison pour avoir ravitaillé les rebelles cachés dans les montagnes alentour. Mais l'instauration d'un climat de paix passe par des négociations avec nos députés et la fin de l'isolement d'Öcalan. » Officieusement, les habitants reconnaissent volontiers que le festival sera surtout l'occasion de célébrer l'anniversaire de la guérilla : « Le 15 août 1984, c'est le jour de la renaissance de notre peuple. »

Cinq anciens, tous courbés sur leur canne, se chamaillent pour raconter « le bruit venu de l'enfer » qui a fendu cette lourde soirée d'été. « Il était 21 h 30, nous jouions aux cartes au café, nous nous sommes tous précipités sous les tables ou aux toilettes, raconte l'un d'eux, le regard pétillant d'émotion à l'évocation de ce souvenir. J'ai cru que les militaires étaient ivres et qu'ils tiraient dans tous les sens. »

En fait, une quarantaine d'hommes était en train de prendre d'assaut la caserne, de l'autre côté de la rue. « Et puis quatre gars sont entrés, ils nous ont dit qu'il ne fallait pas avoir peur, qu'ils lançaient la révolution de la libération



Un homme brandit le drapeau du Parti pour une société démocratique (DTP) lors de la cérémonie du Nouvel an kurde.

du Kurdistan. » Des tracts furent distribués pour « éveiller les consciences », le mégaphone de la mosquée réquisitionné, un dépôt de munitions dévalisé, un gendarme tué « dans la confusion ».

Ce fait d'armes, comme celui qui a suivi à Semdinli, était avant tout une opération de communication. Il fallait gagner des sympathisants, insuffler l'esprit de la grande révolte kurde des années 1930.

Une fois passée la peur des représailles, Eruh a répondu à l'appel. « En vingt-cinq ans, si on compte les villages des alentours, environ 2 000 personnes ont participé à la lutte, qu'ils soient combattants ou en prison », calcule un militant de 23 ans, qui vient de purger une peine de quatre ans pour « propagande illégale » : il s'est fait prendre avec un sac à dos rempli de livres d'Öcalan.

Les sirènes du PKK attirent encore des jeunes d'Eruh. « Il y a trois semaines, un garçon a disparu, puis il a téléphoné en disant qu'il avait trouvé un travail à Istanbul. » Tout le monde a compris le message. Malgré ce soutien sans faille, la récente ouverture du

gouvernement suscite un sentiment de soulagement, teinté de prudence.

Une longue liste de revendications

« Si nos droits sont posés sur la table, il n'y aura plus personne dans la montagne », assure Ibrahim Shen, le président du DTP à Eruh. Les mains posées sur une nappe tricotée aux couleurs du Kurdistan, rouge, jaune et vert, il égrène la longue liste des revendications. Une amnistie générale, le droit à l'éducation en langue kurde, la reconnaissance du peuple kurde dans la Constitution turque...

Pendant ce temps, un conscript passe à intervalles réguliers devant le local du parti, jette un coup d'œil, sans dire un mot alors que la télévision est réglée sur Roj TV, la chaîne satellite du PKK, interdite en Turquie. Le pas traînant, il traverse la placette sur laquelle les autorités turques ont érigé une tour au nom de Suleyman Aydin, le soldat tué la nuit du 15 août, et regagne la caserne, protégée par des barbelés. La jeunesse turque aussi est lasse de ce conflit.

LAURE MARCHAND

Des mères de soldats turcs et de combattants du PKK réunies pour « chasser les armes »

Des mères de soldats turcs et de combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) tués au cours du conflit se sont rencontrées samedi à Diyarbakir, la principale ville kurde de Turquie. « Ensemble, tirons un trait

sur le passé, a déclaré Müslüm Öztürk, présidente d'une association de martyrs – le terme officiel qui désigne les militaires morts lors de combats avec la guérilla. Chassons les armes, la haine et l'hostilité qui nous séparent. » En

échange, les femmes kurdes ont offert leur foulard blanc, un geste traditionnel effectué pour demander la paix. Depuis le début de la guerre en 1984, c'est la première fois que des familles des deux camps se rapprochent. Cette ini-

tiative intervient alors que le gouvernement a déclaré préparer des mesures qui permettront de mettre fin au conflit. De son côté, le PKK a prolongé une trêve unilatérale jusqu'au 1^{er} septembre.

L. M.

A Semdinli, au cœur du bastion des militants du PKK

En vingt-cinq ans de lutte armée du Parti des travailleurs du Kurdistan, la ville a payé un lourd tribut

Espoir fragile, après 25 ans de conflit entre Turcs et PKK

Reportage

Semdinli
Envoyé spécial

Au énième *checkpoint* militaire qui barre la route escarpée menant à la petite ville de Semdinli, un soldat inspecte machinalement les véhicules. « *Qu'allez-vous faire là-bas ?*, interroge son officier sur un ton inquisiteur. *Il n'y a pas de tourisme à faire à Semdinli, vous ne verrez pas la mer.* » Le Bosphore est à 2 000 kilomètres de cette zone située aux confins orientaux de la Turquie, dans la région kurde qui jouxte les frontières iranienne et irakienne.

Mais Semdinli, cernée par les montagnes et quadrillée par les forces de sécurité, est plongée depuis vingt-cinq ans au cœur du conflit entre l'armée turque et la guérilla du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). C'est dans ce fief du mouvement nationaliste kurde que le PKK a commis son premier fait d'armes, en prenant d'assaut, le 15 août 1984, le poste de gendarmerie situé en haut de la rue principale, donnant le signal du déclenchement de la lutte armée contre l'Etat. La guerre, depuis, a fait plus de 45 000 morts.

Tout juste un quart de siècle plus tard, la Turquie entrevoit la fin du conflit : le leader emprisonné du PKK, Abdullah Ocalan, doit rendre public, le 15 août, sa « feuille de route », depuis sa cellule de l'île-prison d'Imrali. Et le gouvernement turc, de son côté, accélère les négociations pour tenter de trouver une issue à son « problème kurde ».

Dans la pénombre du fond d'une boutique de Semdinli, à cent mètres de la gendarmerie, une ex-combattante du PKK veut donner son avis sur ces messages d'ouverture d'Ankara : « *Nous ne faisons pas confiance à l'Etat turc* », clame cette femme dont l'allure et le langage restent marqués par les années passées dans la montagne.

« *Nos députés du DTP [parti pour une société démocratique] ne peuvent pas user de leurs droits. Il faut que l'Etat tienne compte des propositions d'Abdullah Ocalan* », ajoute la jeune femme.

La bourgade de 15 000 habitants



La rue principale de Semdinli, en Turquie, fief du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). JULIEN GOLDSTEIN/MYOP



a connu trop de violences pour verser dans l'enthousiasme. De l'autre côté de la rue, le propriétaire de la Librairie de l'espoir, Seferi Yilmaz, un moustachu jovial, s'est trouvé, à vingt ans d'écart, des deux côtés du fusil. Le jour de la fameuse attaque de 1984, il faisait partie du commando du PKK qui a fait irruption à Semdinli. « *Nous étions 21, j'avais fait des croquis des lieux et nous avons bloqué les rues*, raconte-il au milieu de ses rayonnages de livres. *Le premier groupe s'est posté face à la caserne pour empêcher les soldats de sortir. Trois soldats ont été tués mais notre but, c'était la propagande.* » Pendant que les militaires

étaient tenus en joue, des petits groupes entraient dans les cafés et haranguaient les habitants interloqués. « *On leur a parlé du coup d'Etat fasciste de 1980, des prisonniers politiques et des idées du PKK. Il fallait utiliser la communication orale, car beaucoup ne savaient pas lire, se souvient-il avec une pointe de nostalgie. Après, nous nous sommes dispersés dans la montagne vers l'Irak* » En propageant au passage, de village en village, la nouvelle de l'attaque. Six mois plus tard, Seferi Yilmaz fut arrêté à Semdinli et emprisonné pendant quinze ans.

« Bons petits gars »

Le plan d'Abdullah Ocalan, qui avait décidé de lancer simultanément des attaques à Semdinli mais aussi à Erzurum, plus à l'ouest, a réussi au-delà de ses espérances. Ce coup d'éclat a installé durablement le PKK dans la position du défenseur de la cause kurde face à l'Etat turc, et la guérilla marxiste léniniste a repris le flambeau des rébellions passées, comme celle de Cheikh Saïd, perdu dans les années 1920.

« *Ils voulaient sûrement faire revivre cette mémoire*, estime le journaliste Emin Sari. *Ils ont aussi choisi le 15 août, car c'est le jour où l'on célèbre le phénix, très impor-*

Un parti autonomiste

Création Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est une organisation marxiste-léniniste fondée en 1978 par Abdullah Ocalan. Le PKK est listé groupe terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne.

Objectifs initiaux Obtenir la reconnaissance du peuple kurde et l'indépendance du Kurdistan turc. Aujourd'hui, le PKK réclame des « droits culturels et autonomie politique ».

Lutte armée Depuis la première action armée du PKK, le 15 août 1984, les combats ont fait plus de 45 000 morts. La même année, Abdullah Ocalan fuit la Turquie. Il ne sera arrêté qu'en 1999.

Cessez-le-feu De sa prison, M. Ocalan décrète un arrêt unilatéral des combats, non suivi par les rebelles, réfugiés dans la région autonome du Kurdistan irakien.

tant dans notre mythologie. Cette attaque était comme un symbole de la résurrection de la société kurde. »

A sa sortie de prison, Seferi Yilmaz achète sa petite boutique et se réfugie dans les livres, politiques, de préférence. Trotski, Frantz Fanon, Balzac et... Ocalan, son « auteur » préféré.

En 2005, la deuxième affaire de Semdinli éclate dans la librairie. A l'heure du déjeuner, un homme surgit et jette deux grenades, tuant un client. Visé, Yilmaz échappe à la mort. L'assaillant est rattrapé alors qu'ils s'engouffraient dans une voiture où l'attendaient deux complices. Les habitants appréhendent les suspects : des militaires en civil. Dans le coffre de la voiture, des armes et des plans de la boutique sont retrouvés.

L'affaire devient rapidement un scandale national et met en évidence les méthodes expéditives employées par l'armée dans sa lutte contre la guérilla : tortures, disparitions, coups tordus. La répression a fait des milliers de victimes parmi les civils ou les soutiens supposés à la rébellion. « En trois mois, il y a eu 16 attentats comme celui-là à Semdinli », raconte Seferi Yilmaz.

Les auteurs de l'attaque de la librairie, « de bons petits gars », selon le chef de l'état-major de l'époque, Yasar Büyükanit, ont ensuite échappé à la justice et le procureur qui avait osé ouvrir une enquête a été muté. Seferi Yilmaz, lui, est retourné quelque temps en

Le gouvernement turc pour une solution politique au « problème kurde »

Analyse

Istanbul

Correspondance

C'est, pour une fois, sur le terrain politique que la Turquie a lancé les grandes manœuvres pour tenter de trouver une issue au conflit qui sévit depuis 1984 entre l'armée et la rébellion armée du PKK. Boycotté depuis 2007 par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, le dirigeant du parti kurde (DTP), Ahmet Türk, a été reçu mercredi 5 août à Ankara, par le premier ministre. A l'issue de la rencontre, saluée à travers le pays comme une avancée significative vers un règlement de la question kurde, ce vétéran de la lutte politique s'est déclaré « plein d'espoir ».

A l'approche du 25^e anniversaire du déclenchement de la guérilla, le leader emprisonné du PKK, Abdullah Ocalan, a précipité les événements en annonçant, par

l'intermédiaire de ses avocats, son intention de publier, le 15 août, une « feuille de route » pour une « paix durable » avec la Turquie.

Le gouvernement, contraint de réagir, a lancé une série de consultations à tous les niveaux de l'Etat. Les députés kurdes ont rencontré les dirigeants de la Tüsiad, l'association patronale. Puis l'Académie de police a organisé une conférence sans précédent sur « la question kurde » à laquelle participaient douze intellectuels parmi les plus influents du pays.

« Les douze mauvais hommes », comme les a qualifiés le chef d'un parti ultranationaliste, ont plaidé

en faveur d'un dialogue direct avec le parti kurde.

Le message a été entendu par M. Erdogan. C'est le signe qu'« un dialogue (...) est en cours », selon l'éditorialiste Mehmet Altan, qui souligne que tout le monde semble avoir accepté le fait que « la question kurde ne peut pas être résolue sans les Kurdes de Turquie ».

L'Etat turc a souvent refusé de négocier avec « l'organisation terroriste » et ignore systématiquement les cessez-le-feu décrétés par les chefs rebelles retranchés dans la montagne de Qandil, dans le nord de l'Irak. Mais ni la capture d'Abdullah Ocalan, en 1999, ni les opérations menées côté irakien par l'armée turque n'ont fait taire les armes. Depuis 2004, les accrochages restent fréquents dans tout l'Est turc, comme cette semaine dans la province de Sîrnak, où deux combattants ont été tués.

« Meilleure compréhension »

Le PKK, qui a cessé toute revendication séparatiste, réclame aujourd'hui pour la minorité kurde « des droits culturels et une autonomie politique ».

Les positions de principe s'adoucissent : le chef des forces armées, le général Basbug, reconnaît l'existence du « problème kurde » et admet que la Turquie ne pourra pas le régler par les seuls moyens militaires. Le très nationaliste rédacteur en chef de *Hürriyet* qualifie même de « honte » l'absence de dialogue avec Ocalan.

Mais le plan d'Erdogan reste flou. Le premier ministre évoque

prudemment la « possibilité d'une meilleure compréhension à moyen et long terme ». Les mesures évoquées dans l'entourage du gouvernement concernent d'abord les droits culturels des 15 millions de Kurdes de Turquie et vont dans le sens de la démocratisation amorcée ces dernières années. Les prénoms kurdes pourraient être autorisés et les noms « turquifiés » des villes retrouveraient leur appellation d'origine.

Longtemps interdite, la langue kurde pourrait être utilisée dans le système éducatif et les administrations, et tolérée dans les prisons. Et l'isolement total d'Abdullah Ocalan, dans sa prison d'Imrâli, devrait bientôt être levé.

Mais le point crucial est celui de l'amnistie pour les combattants du PKK. Dans la région kurde d'Irak voisine, plusieurs milliers de Kurdes de Turquie, parfois réfugiés avec leurs familles, et dont certains ont quitté la guérilla, attendent un geste pour rentrer au pays. Selon la presse, des officiels du ministère de l'intérieur doivent se rendre prochainement à Erbil, en Irak, pour évaluer les modalités d'une telle opération.

Si elle rencontre le soutien appuyé de Washington et de Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien, l'initiative du gouvernement est accueillie avec prudence dans le sud-est de la Turquie, où le PKK revendique « 5 millions de supporters ». Car, dans le même temps, Turquie, Irak et Etats-Unis poursuivent leur coopération « antiterroriste » pour affaiblir la guérilla. ■

Gu. P.

prison. Aujourd'hui, sa boutique a pris des allures de musée. Les cratères creusés par les grenades et les éclats de métal incrustés dans le plafond : il a tout gardé en l'état.

Dans le bureau local du DTP, le parti kurde légal, les portraits des « martyrs » du PKK en tenue de guérilla tapissent les murs. La dernière victime en date, Ali Kaçar, un jeune permanent du parti, a été tuée à la mi-avril dans des combats avec l'armée, quasi quotidiens dans les montagnes alentour. Derrière son bureau de secrétaire général de la

section locale du parti, Emrullah Oztürk estime que l'assaut du 15 août était « le premier cri de la résistance kurde ». « L'Etat disait que le mot kurde venait du bruit des pas dans la neige, rappelle-t-il. Nous avons vécu des années d'arbitraire et de torture. On ne pouvait même pas porter nos tenues traditionnelles. Encore aujourd'hui, il y a des morts alors que le PKK a décrété un cessez-le-feu jusqu'en septembre. »

Acquise à la cause, Semdinli a payé un lourd tribut à cette guerre

en vingt-cinq ans, et la radicalisation de la population est perceptible. « Quoiqu'il dise, nous soutiendrons Abdullah Ocalan dans ses propositions. Il a dit qu'après le 15 août, si l'Etat ne prenait pas les mesures qui s'imposent, il ne répondait plus de rien », avertit le militant. ■

Guillaume Perrier

Iran : la « guerre des services » aiguisée la crise politique

Et maintenant ? Elu dans la contestation, le 12 juin, confirmé à son poste dans la répression, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad commence son deuxième mandat. En deux mois, les équilibres politiques du pays ont plus changé qu'en trente ans de République islamique. Intellectuels, étudiants, politiciens : des centaines d'Iraniens ont été arrêtés, certains tués, torturés ou « jugés » dans des parodies de procès.

Au sein même du pouvoir, les fils de la révolution se déchirent. Le Parlement, pourtant dominé par les conservateurs, est divisé. De hauts gradés des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique, réclament le jugement de l'ancien président

La force de Mahmoud Ahmadinejad est dans cet entrelacs de réseaux secrets qui gangrènent le pays

réformateur Mohammad Khatami et de son poulain, Mir Hossein Moussavi, candidat malheureux à la présidentielle mais créateur de cette « vague verte » de contestation qui tourne à la désobéissance civile. L'entourage du Guide suprême Ali Khamenei verrait, lui, d'un bon œil la chute d'Hachemi Rafsandjani, « pilier » historique de la Révolution, jugé trop pragmatique envers l'étranger, trop « corrompu », ou tout simplement trop puissant à la tête de rouages tels que l'Assemblée des experts et le Conseil du discernement. Les limogeages font suite aux démissions, la crise de confiance est totale et les grands « Marjas » (source d'imitation chiite) de Qom, la ville sainte, multiplient les mises en garde : le régime est en danger.

Face à ce chaos, quels sont les atouts de M. Ahmadinejad ? Dans la rue, les manifestants crient « mort au dictateur » ; il n'a plus de crédibilité « démocratique » ; peu

Analyse

Marie-Claude Decamps

Service International

de crédit religieux à Qom ; pas de légitimité « révolutionnaire » auprès de familles symboliques comme celle du fondateur, l'ayatollah Khomeyni, dont les héritiers sont proches des réformateurs. Du crédit politique ? Celui qui jurait d'apporter « l'argent du pétrole à la table des Iraniens » a vidé les caisses, distribuant directement les pétrodollars dans ses tournées en province, et l'inflation flirte avec les 24 %. Son intransigeance sur le dossier nucléaire lui a valu trois séries de sanctions internationales. La main tendue de Barack Obama ne le restera pas longtemps.

La force de M. Ahmadinejad est ailleurs : dans cet entrelacs de réseaux secrets qui gangrènent l'Iran. Pour en comprendre l'ampleur, il faut remonter aux vagues d'assassinats d'opposants de la fin des années 1990. Les auteurs venaient des services secrets. Le président Khatami lança une purge et ces éléments incontrôlés trouvèrent refuge au quartier général de la coordination des miliciens bassidjis (le centre Sarallah, « *Le sang de Dieu* »). Un réseau de services secrets parallèle se développe alors, protégé, depuis le cabinet même du Guide suprême, par un membre du haut commandement des Gardiens de la révolution, Mohammed Hedjazi, homme de liaison avec les Bassidjis.

C'est l'époque où M. Ahmadinejad est actif chez ces miliciens. Il y fréquente des fondamentalistes venus des services secrets « purgés » qui rêvent de révolution permanente. Après avoir été chargé de la sécurité et de la poursuite des opposants en Azerbaïdjan occidental, il se rapproche de la division Ghods des Gardiens de la révolution, chargée de l'exportation de la révolution au Liban, au Soudan et ailleurs.

Ces réseaux parallèles opèrent des arrestations et ont leurs propres prisons secrètes et illégales (une trentaine à Téhéran, dont une dans les sous-sols du ministère de l'intérieur). L'élection de M. Ahmadinejad, avec leur aide, à la présidence en 2005 les renforce. Le nouveau chef de la police, Ahmad Moghadam (beau-frère du président), se rapproche des réseaux Bassidjis et de la base Sarallah sous le contrôle de l'homme de confiance du président, Hachemi Samareh, et la protection du bureau du Guide et de son fils Mojtaba.

Aujourd'hui, la « guerre des services » a éclaté au grand jour. D'un côté le ministère officiel du renseignement dirigé par Gholam Hossein Mohseni Ejei qui tentait de reprendre la main et désapprouvait les « procès » et les prétendus « aveux » qu'il juge infondés et improductifs ; de l'autre ces réseaux, principaux acteurs de la répression. Ils sont sous la coupe de deux religieux venus des renseignements militaires, Hossein Taeb et Ahmad Salek, un des fondateurs de la division Ghods, lui-même au cabinet du Guide.

Ce contexte explique le limogeage, ces derniers jours, du ministre des renseignements et de quatre de ses spécialistes. Du jamais vu en Iran. Promu cheval de Troie de cette nébuleuse secrète qui veut radicaliser et purger le régime, M. Ahmadinejad est-il en train de « noyauter » tous les organismes officiels du pouvoir ?

Des contre-feux sont là. A commencer par le Guide Khamenei. Sa récente passe d'armes avec M. Ahmadinejad pour obtenir avec peine qu'il se défasse d'un de ses vice-présidents, lui a-t-il montré qu'il risque de devenir l'otage de ces services parallèles ? De même, le Parlement vient d'adresser une nette mise en garde au président : le 11 août, 202 députés sur un total de 290 lui ont demandé par lettre de choisir des « ministres expérimentés » pour leur accorder leur nécessaire vote de confiance. La composition du nouveau gouvernement apportera le premier élément de réponse à ces questions. ■

TURQUIE

Une avancée historique sur la question kurde

Le 5 août 2009, le Premier ministre de Turquie Recep Tayyip Erdogan a rencontré Ahmet Türk, leader de parti kurde DTP, pour la première fois. Un pas très important dans la résolution du problème kurde, estime Erdal Safak, rédacteur en chef du quotidien turc Sabah.

Erdal Safak

Sabah

Le président de la République, Abdullah Gül, avait parlé d'une "opportunité historique". On peut dire qu'il s'agit à présent d'un "processus historique". En effet, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et Ahmet Türk, chef du Parti pour une société démocratique (DTP, unique parti kurde représenté au Parlement turc), se sont rencontrés, le 5 août, pour la première fois. [Depuis deux ans, Erdogan rejetait les demandes d'entretien émanant du DTP au motif que celui-ci refusait de qualifier le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, mouvement séparatiste kurde) d'"organisation terroriste".] "Un processus historique" signifie qu'il existe un consensus. A la suite de la réunion de mercredi, on peut penser qu'une approche de solution sera "plus de démocratie", et que la question devra se résoudre au Parlement.

Yalcin Akdogan, conseiller principal du Premier ministre et maître de conférence en communication et science politique, était présent pendant la réunion. Ce fait est très important, car Yalcin Akdogan étudie la question kurde depuis plus de cinq ans. Il appelle à trouver une solution similaire à celle du problème de Chypre, et de laisser tomber la politique selon laquelle "aucune solution est une solution".

Yalcin Akdogan met en avant trois points essentiels :

- Il faut parler d'un processus plutôt que d'un dispositif [de lois et de réformes]

- Abdullah Öcalan [ancien leader du PKK, en prison depuis dix ans] peut



Ahmet Türk, le leader de parti kurde DTP, s'adresse à la presse après sa rencontre avec Recep Tayyip Erdoga, Ankara, 5 août 2009

contribuer à la solution, mais il ne peut pas être un interlocuteur pour les négociations ;

- Des propositions provocatrices et radicales peuvent faire dérailler le processus.

Yalcin Akdogan appelle le DTP à être réaliste et raisonnable. Il donne quelques exemples des demandes et attentes qui seront impossibles à accepter par le gouvernement : reconnaissance de l'existence d'une identité ethnique dans la Constitution, libération d'Abdullah Öcalan, tout type de demande d'autonomie, cession de certaines responsabilités de l'administration centrale à l'administration locale.

Yalcin Akdogan donne aussi des indications sur "ce qui est possible" : le droit de "rentrer chez eux" pour les membres du PKK à condition que l'organisation dépose les armes (c'est-à-dire leur pardon-

ner et les soutenir avec des mesures de réintégration), le droit d'apprendre le kurde avec des moyens privés, le droit d'utiliser des noms kurdes et des anciens noms des lieux géographiques, la liberté de la presse kurde, etc.

Bien évidemment, c'est aussi possible et même recommandé de changer la loi électorale pour permettre aux partis comme le DTP d'entrer à l'Assemblée sans être obligés d'appliquer d'autres méthodes. [Le système électoral turc n'autorise qu'aux partis recueillant plus de 10 % des voix, au niveau national, l'entrée au Parlement.]

Il faut trouver un juste milieu raisonnable. Ce dernier sera possible grâce à un conseil qu'avait donné Yalcin Akdogan il y a cinq ans : "Voir les problèmes pas uniquement comme ceux d'un groupe, mais ceux de la société entière."



UN IRAKIEN SUR CINQ AFFIRME AVOIR VERSÉ UN POT-DE-VIN

17 août 2009 — (AFP)

UN IRAKIEN sur cinq affirme avoir payé un pot-de-vin dans des bureaux gouvernementaux et la riche province pétrolière de Kirkouk est la plus corrompue du pays, selon une enquête réalisée par la Commission pour l'Intégrité publique (CIP).

Selon le premier sondage mensuel effectué par cet organisme officiellement indépendant chargé de lutter contre ce fléau et dont l'AFP a obtenu lundi une copie, sur 4 806 administrés interrogés dans 63 bureaux officiels, 1 029 ont affirmé s'être acquittés d'un bakchich, soit 21,4%. Dans un quart des cas, c'est le fonctionnaire qui a demandé directement de l'argent alors que pour le reste c'est le requérant qui en a proposé pour «accélérer les démarches, lever les obstacles administratifs ou contourner la loi».

La province la plus touchée est Kirkouk où 55,88% des personnes interrogées

dans des bureaux gouvernementaux du gouvernorat affirment avoir versé de l'argent à des employés de l'État. La deuxième province la plus vénale est celle de Diyala, au nord de Bagdad, où 41,23% des administrés ont affirmé avoir versé des dessous de table.

La province la «plus honnête» est celle de Wassit, au sud de Bagdad, où seulement 3% des personnes interrogées confessent payer des bakchichs.

Les enquêteurs ont interviewé 4 806 personnes dans 12 des 18 provinces, à l'exception des trois gouvernorats kurdes, Bagdad, Zi Qar et la province sunnite d'Al-Anbar. Ils se sont rendus dans les bureaux officiels, notamment l'administration des passeports, des impôts, des rations alimentaires, de la Santé et de l'Education.

Selon Transparency International, l'Irak est le pays le plus corrompu du monde après la Somalie.



Aram Tigran le célèbre chanteur kurde d'origine arménienne disparaît

jeudi 13 août 2009,

par Krikor Amirzayan

IL ÉTAIT presque méconnu par les Arméniens mais très célèbre auprès des Kurdes. Le chanteur d'origine arménienne Aram Tigran dont le répertoire était en dialecte kurde « kourmanji » est mort à Athènes (Grèce).

Né en 1934 en Syrie, la nouvelle de la disparition d'Aram Tigran a affecté le monde kurde. Né de parents survivants du génocide arménien, Aram Tigran qui chantait également en arménien sur des chaînes de télévisions kurdes était un lien et désirait un rapprochement entre Arméniens et



Kurdes.

Hospitalisé le 7 août à Athènes pour une attaque cérébrale, Aram Tigran plongeait très vite dans le coma. A la nouvelle de son hospitalisation, des centaines de fans - dont certains venus des pays étrangers - se pressaient à l'hôpital athénien. En vain. Aram Tigran devait décéder quelques heures après son admission.

Contrairement à ce qui avait été annoncé, Aram Tigran, chanteur d'origine arménienne mais adulé surtout par les Kurdes dont il connaissait parfaitement le répertoire musical folklorique, ne sera pas enterré en Turquie.



samedi 15 août 2009

Turquie : les Kurdes fatigués de la guerre

Après vingt-cinq ans d'affrontements entre le PKK et l'armée, le Premier ministre Erdogan promet une « ouverture politique ». Il suscite un timide espoir de paix...

Burçin GERÇEK.

De notre correspondante

Diyarbakir. Devant Ulucami, principale mosquée de Diyarbakir, la grande ville de l'est à majorité kurde, les cireurs de chaussures se préparent à accueillir leurs premiers clients. Le disquaire d'à côté diffuse à fond « Kezal » de Sivan Perwer, un chanteur kurde exilé et interdit pendant de longues années en Turquie.

Un clin d'oeil au Premier ministre Tayyip Erdogan, qui l'a évoqué mardi dans un discours devant le Parlement appelant à la résolution de la question kurde. « Cela fait bizarre d'entendre le Premier ministre se dire ému par une chanson en kurde, alors que notre langue a longtemps été interdite », souligne Adem, l'un des cireurs.

Comme beaucoup à Diyarbakir, Adem balance entre étonnement et optimisme à propos de « l'ouverture kurde » du gouvernement. « Tant de politiciens nous ont fait des promesses sans lendemain. Pourtant, cette fois-ci, on sent une volonté concrète », raconte Hikmet, jeune cordonnier. Son voisin, Hasan, ironise : « C'est sûrement pour ça qu'ils n'ont pas permis qu'Aram Tigran

(grand chanteur kurde mort le 6 août) soit enterré à Diyarbakir ! Le gouvernement nous trompe. »

« Pas d'autre choix que la paix »

Optimistes ou sceptiques, tous attendent la « feuille de route » qu'Abdullah Öcalan, le chef de la guérilla du PKK, détenu à 2 000 km de là, a annoncée pour ce 15 août, qui marque le 25^e anniversaire du début de l'insurrection. « Öcalan reste le leader le plus influent pour les Kurdes de Turquie, affirme Ahmet, jeune ingénieur en électricité. Le gouvernement aussi attend ses déclarations, même s'il n'en veut pas comme interlocuteur. »

Au moins le Premier ministre a-t-il reçu, il y a quelques jours, Ahmet Türk, le chef du DTP (parti pro-kurde légal), qu'il ignorait jusque-là. Rencontre cordiale, même si aucune mesure précise n'en est sortie. « Erdogan et son parti inspirent peu confiance, affirme Ahmet. Mais personne d'autre ne pourrait mener de telles réformes. Les enquêtes qu'il a lancées contre les réseaux ultranationalistes (turcs) les ont suffisamment affaiblis pour qu'ils ne puissent plus saboter le pro-



Adem, Hikmet, Rüstem devisent devant la grande mosquée de Diyarbakir. Partagés sur l'annonce de réformes par le Premier ministre Erdogan, ils attendent le plan de paix annoncé par Abdullah Öcalan, le chef de la guérilla. :

cessus. »

Pour Siddik, un instituteur, les Kurdes eux-mêmes ne savent pas très bien ce qu'ils attendent d'un processus de paix : « Ils ont du mal à faire la part des choses sur ces vingt-cinq ans de conflit. » Le PKK serait arrivé à un point où il est prêt à enterrer les armes en échange de quelques avancées démocratiques. « Les Kurdes sont réalistes, estime Ahmet. Ils savent que la conjoncture internationale ne permet pas l'avène-

ment d'un Kurdistan indépendant. »

Pour Vedat, bijoutier dans le vieux marché, Erdogan va résoudre la question kurde : « Il est sous la pression internationale et un échec dans ce domaine signifierait sa propre fin et le retour des partis nationalistes. Quant aux Kurdes, ils sont fatigués. Personne n'a d'autre choix que la paix. »

Les noms de 12211 villages ont été changés en Turquie

samedi 15 août 2009

par Stéphane/armenews

Selon le docteur Harun Tunçel, président du département de géographie de l'Université Firat, 35% des villages en Turquie ont subi un processus de changement de nom. Il a précisé que le processus a commencé en 1949 avec un amendement à la loi :

« Cette loi a été conçue pour changer les noms de sites, de villages, de villes et d'emplacements géographiques s'ils étaient issus d'une langue étrangère et cela a mené à la confusion. Un comité appelé « le comité d'expertise pour le changement de noms » a été établi en 1957 et ce jusqu'en 1978 il a examiné les noms de 75000 sites et places géographiques et a changé le nom de 28000 d'entre eux. Le comité a commencé de nouveau son travail en 1983 et a changé les noms de 200 villages jusqu'en 2000 ».

Harun Tunçel a souligné que les changements de nom sont intervenus dans toute la Turquie pour des raisons différentes, mais surtout en Anatolie du Sud-Est et Oriental et aussi dans la région de la Mer Noire orientale surtout en raison que les noms n'étaient pas turcs. « Bien que des décennies aient passé, les habitants des lieux emploient toujours les anciens noms des sites. Mais sur les lieux officiels comme des bureaux d'enregistrement de la population, les bureaux d'enregistrement des terres et des écoles, les nouveaux noms sont employés. La jeune génération est consciente de l'ancien et nouveau nom et utilise les deux » a déclaré Harun Tunçel.

« A mon avis il n'y a aucun besoin de tourner cette question en une question politique. De telles choses sont exécutées dans le monde entier ; du temps de Staline, les noms de millions de sites ont été changés. Dans certains secteurs des Balkans vous ne pouvez même pas voir un simple nom turc » a-t-il indiqué et a ajouté qu'à certains endroits par exemple à Kayseri, certains villages mécontents de leurs nouveaux noms ont fait un procès et ont officiellement recommencé à employer leurs anciens noms. Le journaliste de Radikal Ismet Berkan a récemment répondu au Premier ministre Erdogan lui indiquant qu'une mesure « symbolique » quant à la question Kurde pourrait être pour renommer les lieux kurdes. Bien que le ministre turc de l'intérieur Besir Atalay ait signalé la semaine dernière que les noms originaux de villages kurdes pouvaient être repris en cas de demande locale, de nombreux experts disent qu'un tel mouvement a besoin d'amendements légaux et que le problème « du nom » n'est pas uniquement concentré dans les secteurs principalement peuplés de Kurdes-mais partout en Turquie.

NUMBER OF VILLAGES WHOSE NAMES HAVE BEEN CHANGED PER CITY



Adana	169	Adiyaman	224	Antalya	168	Artvin	101	Balikesir	110	Bilecik	32	Bingöl	247	Bitlis	236	Bolu	182	Burdur	49	Bursa	136	Çanakkale	53	Çankiri	76	Çorum	103	Denizli	53	Diyarbakir	555	Edirne	20	Elazig	383	Erzincan	366	Erzurum	653	Eskisehir	70	Gaziantep	279	Giresun	167	Gümüşhane	343	Hakkâri	128	Hatay	117	Isparta	46	İçel	112	Istanbul	21	Izmir	68	Kars	398	Kastamonu	295	Kayseri	86	Kirklareli	35	Kirşehir	39	Kocaeli	26	Konya	236	Kütahya	93	Malatya	217	Manisa	83	Kahramanmaraş	105	Musla	70	Mus	297	Nevşehir	24	Nisde	48	Ordu	134	Rize	105	Sakarya	117	Samsun	185	Siirt	392	Sinop	59	Sivas	406	Tekirdas	19	Tokat	245	Trabzon	390	Tunceli	273	sanliurfa	389	Usak	47	Van	415	Yozgat	90	Zonguldak	156
-------	-----	----------	-----	---------	-----	--------	-----	-----------	-----	---------	----	--------	-----	--------	-----	------	-----	--------	----	-------	-----	-----------	----	---------	----	-------	-----	---------	----	------------	-----	--------	----	--------	-----	----------	-----	---------	-----	-----------	----	-----------	-----	---------	-----	-----------	-----	---------	-----	-------	-----	---------	----	------	-----	----------	----	-------	----	------	-----	-----------	-----	---------	----	------------	----	----------	----	---------	----	-------	-----	---------	----	---------	-----	--------	----	---------------	-----	-------	----	-----	-----	----------	----	-------	----	------	-----	------	-----	---------	-----	--------	-----	-------	-----	-------	----	-------	-----	----------	----	-------	-----	---------	-----	---------	-----	-----------	-----	------	----	-----	-----	--------	----	-----------	-----

Ahmet Türk, le co-président du parti pour une Société Démocratique (DTP), a fait cette remarque : « Vous pouvez changer de noms, mais si vous interdisez la langue, alors quel sens cela a-t-il ? Aucun Kurde n'emploie les nouveaux noms turcs de toute façon. Ils emploient les mêmes (vieux) noms entre eux ».

Selon l'étude de Harun Tunçel, beaucoup de villages dans les provinces de Trabzon et de la Mer Noire ont dû changer leurs noms de l'arménien, du Laze ou du Géorgien en Turc. Dans l'Est et au Sud-est de la Turquie, les noms ont été surtout changés de l'arménien, du Kurde et de l'arabe.

Harun Tunçel a comptabilisé le nombre de villages dont les noms ont été changés par province en Turquie :

Adana (169), Adiyaman (224), Afyonkarahisar (88), Agri (374), Amasya (99), Ankara (193), Antalya (168), Artvin (101), Aydin (69), Balikesir (110), Bilecik (32), Bingöl (247), Bitlis (236), Bolu (182), Burdur (49), Bursa (136), Çanakkale (53), Çankiri (76), Çorum (103), Denizli (53), Diyarbakir (555), Edirne (20), Elazig (383), Erzincan (366), Erzurum (653), Eskisehir (70), Gaziantep (279), Giresun (167), Gümüşhane (343), Hakkâri (128), Hatay (117), Isparta (46), İçel (112), Istanbul (21), Izmir (68), Kars (398), Kastamonu (295), Kayseri (86), Kirklareli (35), Kirşehir (39), Kocaeli (26), Konya (236), Kütahya (93), Malatya (217), Manisa (83), Kahramanmaraş (105), Musla (70), Mus (297), Nevşehir (24), Nisde (48), Ordu (134), Rize (105), Sakarya (117), Samsun (185), Siirt (392), Sinop (59), Sivas (406), Tekirdas (19), Tokat (245), Trabzon (390), Tunceli (273), sanliurfa (389), Usak (47), Van (415), Yozgat (90), Zonguldak (156).

NORVÈGE: DNO ATTEND LE PAIEMENT DE SES EXPORTATIONS DE PÉTROLE KURDE

OSLO -AFP / 19 août 2009

LE GROUPE pétrolier norvégien DNO International, l'un des premiers étrangers autorisés à opérer dans l'Irak post-Saddam, attend toujours le paiement de ses premières exportations de brut pompé dans le Kurdistan irakien, a annoncé son directeur général mercredi.

Victime d'un différend entre le gouvernement autonome kurde et le gouvernement central à Bagdad, DNO a longtemps dû patienter avant de pouvoir exporter le pétrole extrait sur le champ de Tawke au cours du marché plutôt que d'être contraint de le vendre localement à prix réduit.

A la suite d'un compromis entre les Kurdes et Bagdad, le petit groupe norvégien

a finalement pu démarrer les exportations le 1er juin dernier, et vend désormais à l'étranger la quasi-totalité des 50.000 barils produits quotidiennement sur place.

Mais lors de la présentation des résultats trimestriels mercredi, le directeur général Helge Eide a indiqué que son groupe n'avait toujours pas été payé, faute d'accord entre le gouvernement kurde et le gouvernement irakien sur les modalités de paiement.

"Le gouvernement régional kurde a dit que cela devrait se produire rapidement. Ils ont été très clairs dans leurs déclarations publiques et ont donné l'assurance que (les paiements) devraient débuter dans les tout prochains mois", a-t-il ensuite déclaré à l'agence Dow Dones Newswires.

"Leurs dernières déclarations ont eu lieu à la mi-juillet", a-t-il ajouté.

Sur les 50.000 barils produits chaque jour, 45.000 sont destinés à l'exportation, a-t-il précisé.

Turkish opposition rejects Kurdish reform talks

REUTERS

ANKARA, Aug 11, 2009 (Reuters) -By Pinar Aydınli

* *Government seeking consensus on initiative*

* *Opposition CHP, MHP parties reject talks*

TURKEY'S main opposition parties have rejected a government request for talks on addressing the Kurdish minority's long-standing grievances, party officials said, in an apparent blow to the initiative.

The government wants consensus on how to resolve a festering problem which has fuelled a 25-year-old conflict between the Turkish state and Kurdish separatist guerrillas in which more than 40,000 people have died.

The Kurdish issue, particularly giving greater rights to the ethnic minority, is also closely tied to Turkey's bid for European Union membership.

Prime Minister Tayyip Erdogan said last week that hopes for the initiative were boosted by his talks with Ahmet Turk, who heads the only Kurdish party in parliament, the Democratic Society Party (DTP).

Interior Minister Besir Atalay was due to hold talks with Turk on Thursday, but officials from the opposition Republican People's Party (CHP) and the Nationalist Movement Party (MHP) told Reuters they had turned down similar requests for talks.

"The MHP has certainly shared with the public its view on this process known as the 'democratic initiative' or 'so-called Kurdish initiative,'" MHP General Secretary Cihan Pacaci told Reuters on Monday evening.

"Hence it did not see the need for an exchange of views."

NATIONAL UNITY

The far-right MHP is strongly opposed to Kurdish cultural and political reforms, seeing such moves as a threat to the country's

national unity.

CHP spokesman Mustafa Ozyurek said his party would also turn down such a request for talks given that the government has yet to announce details of its reform initiative.

Two smaller parties have agreed to talks with the minister.

The Interior Ministry is working on the plan together with military and intelligence authorities, but the government has not yet announced any details.

Erdogan's government has taken small steps, such as launching a Kurdish television channel, to improve cultural rights for Turkey's 12 million Kurds, partly in the face of pressure from the EU.

But the DTP, which has strong support among Kurds and faces a court bid to close it for alleged links to the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK), seeks more far-reaching political reforms.

The DTP seeks limited autonomy for Turkey's Kurds in the mainly Kurdish southeast, as well as an amnesty for PKK rebels and constitutional amendments to protect Kurdish rights.

The PKK, which took up arms against the Turkish state in 1984 to carve out their own ethnic homeland in the southeast of the country, is considered a terrorist organisation by Turkey, the European Union and the United States.

In recent years they have watered down their demands to seeking autonomy for Kurds in the southeast.

Improving rights for Turkey's Kurdish minority and ending the armed conflict would significantly boost regional security, bring more investment in the southeast and improve Turkey's chances of joining the European Union.

Jailed PKK leader Abdullah Ocalan, captured in 1999, has said he will announce a 'road map' to end the conflict on Aug. 15 – the 25th anniversary of the PKK's first armed attack.

Turkey must be flexible on PKK disarmament

REUTERS

ANKARA, Aug 14, 2009 (Reuters) - By Pinar Aydınli

* *Disarmament should not be first priority*

* *Ocalan's "road map" can make positive contribution*

* *Banning party would have negative impact*

TURKEY'S initiative to soothe the grievances of its Kurdish minority may be stymied if it insists on the disarmament of Kurdish rebels as its first priority, the head of the Kurdish parliamentary party said on Friday.

The 25-year-old conflict between the Turkish state and the separatist guerrillas, in which 40,000 people have been killed, is at the heart of the Kurdish problem which the government wants to resolve with greater rights for the ethnic minority.

Addressing grievances of millions of Kurds is a crucial element in Turkey's bid for European Union membership, but Democratic Society Party (DTP) leader Ahmet Turk said in an interview it would be unrealistic to expect a rapid solution.

He said Ankara should pay attention to jailed rebel Abdullah Ocalan, head of the militant Kurdistan Workers Party (PKK), who was expected to announce a "road map" on the issue on Saturday – the 25th anniversary of the PKK's first

armed attack.

"Abdullah Ocalan is a figure with an important role and mission for the PKK and the Kurds. If you ignore him you would block the success of the project. I believe (Ocalan's road map) would contribute to the solution," Turk said.

Several thousand militants from Ocalan's PKK, viewed a terrorist organisation by Turkey, the United States and EU, are based in the mountains of northern Iraq from where they launch attacks on Turkey. Turk said they too could not be ignored.

"The role of the PKK in bringing things to their present situation should not be forgotten," he said. "If you make disarmament the first priority without considering why they took up arms in the first place you would block the process."

PARTY BAN THREAT

The government has not yet announced any details on its reform plan, on which the Interior Ministry is working together with military and intelligence authorities.

The backing of the military, which has made it a top priority to fight the PKK, is crucial for any moves on Kurdish rights.

Prime Minister Tayyip Erdogan is seeking a political consensus on the issue but suffered an apparent blow this week when the two main opposition parties rejected a call for talks, arguing that the process threatened Turkey's unity.

Partly under EU pressure, the government has taken small steps to improve cultural rights for Turkey's 12 million Kurds, such as launching a state-run

Kurdish television channel.

Erdogan and President Abdullah Gul have also started calling the names of places in the southeast by their Kurdish names too, once considered a taboo. The government plan is expected to allow Kurdish departments to be set up at university and pumping billions of dollars into the impoverished southeast.

The DTP wants deeper reforms, such as limited autonomy for Kurds in the mainly Kurdish southeast, an amnesty for PKK rebels and constitutional amendments to protect Kurdish rights.

Turk's party, the first pro-Kurdish party in parliament since 1994, is currently facing a court bid to close it for alleged links to the PKK. Such a move would harm the reform project, he said.

"(Closing the DTP) of course would have a very negative impact on the process. Confidence would be hurt and the seriousness of this process called into question," he said.

The PKK launched their armed insurgency in 1984 with the aim of creating a separate state in southeast Turkey. Violence has dwindled from the height of the conflict in the 1990s and it has watered down its demands in recent years to calls for autonomy and increased rights.

Qaeda stronger as blasts feed Iraqi Kurd-Arab feud

REUTERS 

MOSUL, Iraq, Aug 16, 2009 (Reuters)

- * Series of N. Iraq blasts deepen Kurd-Arab divide
- * Kurd, Arab tensions great threat to Iraq stability
- * Al Qaeda, other insurgents, benefit from tensions

A SERIES of huge bombings in northern Iraq have triggered fiery accusations of blame between Arabs and Kurds, escalating a dispute over land and oil that has played into the hands of a resurgent al Qaeda.

Truck bombings and suicide attacks have killed scores of people and caused enormous destruction in northern Iraq near the troubled city of Mosul this month, which lies close to territory disputed by Iraq's Arab majority and minority ethnic Kurds.

Khiso Goran, a senior Kurdish politician in Mosul, said the mainly Sunni Arab al-Hadba group that won control of the local council this year had to take the blame for "inciting" Arab nationalists and armed groups like al Qaeda to attack Kurds.

"They facilitate access for the suicide bombers," he added.

Al-Hadba won seats with an anti-Kurdish election campaign earlier this year. Its leaders reject Kurdish accusations.

The Kurdistan Regional Government, which governs a largely autonomous enclave nearby in northern Iraq, accused Arab officials in Mosul of trying to "ethnically cleanse" the region of Kurds.

The Sunni Arab governor of Nineveh province, of which Mosul is the capital, in turn blames Kurdish Peshmerga soldiers for security breaches. Peshmerga are deployed near Kurdistan's borders, including areas around Mosul.

"There have been Peshmerga forces in these areas for a long time, and (the bombings) have given them legitimacy to remain to protect Kurdistan only. They are not concerned with what happens in Nineveh," governor Atheel al-Nujaifi said.

The boundary between Kurdistan and the rest of Iraq is blurred due to seemingly intractable disputes over territory and oil between Iraq's Arabs, now led by a Shi'ite Muslim government, and Kurds. Kurds see parts of northern Iraq as their ancestral homeland, and want them folded into Kurdistan.

Arabs and Turkmen in those areas fear Kurdish hegemony. The tensions have triggered standoffs between the Peshmerga and Iraqi security forces that have come close to war.

The deep mistrust and lack of security coordination between the two sides has allowed al Qaeda and other militants to thrive, as has northern Iraq's remote and mountainous terrain, where such groups can hide out between attacks.

The pullback of U.S. troops from Iraqi cities at the end of June may also have given al Qaeda more breathing room.

QAEDA THRIVES

The targets in a string of blasts this month appear carefully chosen to fan Kurd-Arab tensions, driving a wedge deeper between them just as politicians are talking about broad coalitions to contest parliamentary polls due in January.

A suicide car bomber on Aug. 7 targeted Shi'ite Muslims leaving a mosque near Mosul. Then a double truck bombing on Aug. 10 targeted a Shi'ite Muslim community of Kurdish origin, also near Mosul. On Aug. 13 two suicide bombers struck the Yazidi community, a pre-Islamic Kurdish sect, again near Mosul.

The fact that none of the blasts targeted Sunnis has cast the spotlight of Kurdish suspicion on Sunni Arab al-Hadba.

Al Qaeda and other Sunni Islamist groups often target non-Sunni Arabs, mainly Shi'ites, but also Kurds and Christians.

However, Arab officials point to the fact that the blasts happened in disputed areas with relatively few Iraqi forces due to the presence of Peshmerga troops. There have not been major bombings in Mosul itself, which Iraqi forces control.

Meanwhile, one outcome seems to be al Qaeda's resurgence.

"Political differences have left security breaches. There are disputed areas in which Iraqi security forces do not enter, so they are exploited by al Qaeda and other terrorists," said Iraqi Minister of State for National Security Shirwan al-Waeli, who had just returned from a fact-finding trip to Mosul.

The U.S. military this month said al Qaeda's capabilities had grown in northern Iraq, and the Pentagon said it was "very nervous" about Kurd-Arab tensions.

Years of sectarian slaughter between Iraq's Sunnis and Shi'ites since the U.S. invasion in 2003 have largely abated, and U.S. officials now describe the Kurd-Arab feud as the greatest threat to Iraqi stability.

AUGUST 12, 2009



Interview-Henri Barkey Will Turkey's 'Kurdish Initiative' Succeed?

The government of Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has launched what it calls a comprehensive approach to ending Turkey's "Kurdish problem." The proposal is believed to include greater cultural rights for Kurds, some form of local autonomy, and incentives to PKK fighters to lay down arms. Why is the initiative being launched now, and what are its chances of success? RFE/RL correspondent Charles Recknagel spoke with regional expert Henri Barkey of the Carnegie Endowment for International Peace in Washington, D.C.

RFE/RL: The Turkish government has yet to reveal any details of its initiative for ending the separatist conflict in the southeast of the country. But there has been much public speculation about what the plan would likely include, or have to include, if it is to be successful. What are some of the major points?

Henri Barkey: Number one is some revision of the constitution in a way that would allow the definition of citizenship to be more inclusive, rather than for Turks only, which is the implication of the current constitution. The problem with that, and the reason this is very hard, is because it goes against the very definition of the Turkish state as conceived by the founder of the state [Mustafa Kamal Atatürk] and there is a large group of people that thinks anything the founder has said is sacrosanct and it is unchangeable, you can't touch that.

Number two has to do with cultural reforms, that is to say to make the Kurdish language far more acceptable in everyday life, giving broadcasting licenses to individuals to have television or radio stations and newspapers [in Kurdish] without the state intervening, interfering, or censoring stuff, the teaching of the Kurdish language. Also, the use of Kurdish in some state-sponsored activities. For example, can a politician in Kurdish-inhabited areas make his political speech in Kurdish. At the moment that is illegal and immediately punishable by prison.

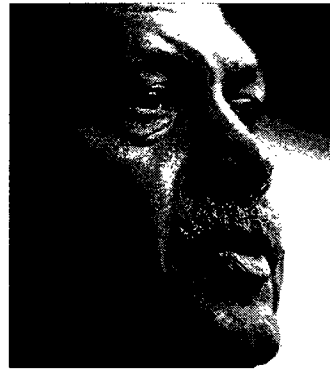
Third has to do with some devolution of powers to localities. At the moment, Turkey is one of the most centralized states in the world. Every decision has to be taken in Ankara. A teacher in the smallest village has to be appointed by Ankara, by the center. The other problem, of course, is that law-enforcement officials are also sent from the center and it is always not the best people who go [to the provinces and] especially to the Kurdish areas because it is seen as a hardship post.

RFE/RL: There is, of course, also a fourth point, which would be one of the most difficult of all for the government to include and still win political support for its initiative. That is: some kind of amnesty or other incentive to the PKK to lay down arms. The form of such an offer is reportedly being worked out between the government and the military and we can't try to anticipate it. But why do many people see an amnesty as necessary?



Barkey: You need a decent amnesty law to allow people to come back to their villages, to their hamlets, and also to release a lot of people who are in prison. There are a lot of political prisoners, people who have been in prison for 17, 19 years for essentially political acts because they were charged with belonging to an illegal organization.

RFE/RL: The government, which is led by the Islamist-rooted Justice and Development Party (AKP), has requested talks with Turkey's main opposition parties before it tries submitting the initiative to parliament. But so far, only the



Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's initiative would give greater rights to Kurds

Kurdish Democratic Society Party (DTP) has taken part. The Republican People's Party (CHP) says it will wait for the government to first publicly announce the details of its plans, and the nationalist National Movement Party (MHP) says it already has made it own -- negative -- views about the "Kurdish initiative" clear. That gets things off to a mixed start. But if the government does manage to win parliamentary approval, is that all that is needed -- or are there additional hurdles beyond that?

Barkey: The great danger here is that many of these changes can be overturned by the constitutional

court. The constitutional court is not really an independent body. It is a very ideological body that tends to act against anything the AKP does, so it is quite conceivable that even if you pass things through parliament then the constitutional court will overturn it.

RFE/RL: Many observers view the constitutional court as sensitive to the feelings of the military, which sees itself as the guarantor of Turkey's secular constitution and Kamal Atatürk's founding vision of the country as a Turkish state. How do you characterize the military's position in all this?

Barkey: The military has finally come to the realization that it cannot win this war with the PKK, or with the Kurds, I should say, and 25 years after the beginning of this latest insurrection -- and there have been scores of insurrections over the course of the Turkish republic, but this insurrection is the longest-lasting one -- it is still going on and there are as many folks in the mountain fighting as there were 25 years ago, almost.

So, they are finally coming to the conclusion that this is not going to end and the only way it will end is as a political solution of some sort. But a political solution for the military is one that gives minimally from the basic principles and tenets of the Turkish state. So, it is a very hard fight that is awaiting the government and, frankly, where I am a little bit doubtful is that [while the government] is committed to some kind of reform, how deep is its commitment to do it once and for all? If it is another cosmetic attempt at reform, it is not going to go anywhere.

“ The Turks have finally come to the realization that the Iraqi Kurds are not a threat to them. In fact, the Iraqi Kurds are in many ways their best friend in Iraq and potentially an ally ”

RFE/RL: This initiative comes at a time when Turkey continues to fight the PKK, which launches its armed operations from safe havens across the border in Iraq. Ankara has invested a lot of effort in recent months in trying to convince the Iraqi Kurdish authorities to curb the PKK in hopes this could fatally weaken the organization. The regional approach, backed by the United States, seems to be going well. How strong is the emerging alliance between Ankara and the Kurdish Regional Government in Iraq, and what's behind it?

Barkey: The Turks have finally come to the realization that the Iraqi Kurds are not a threat to them. In fact, the Iraqi Kurds are in many ways their best friend in Iraq and potentially an ally when you deal with the Turkish domestic Kurdish problem. Because -- and the Iraqi Kurds have for a long time been signaling this -- they are very interested in a strong relationship with Ankara. Of all their

neighbors, the Turks are from the Iraqi Kurds' perspective the most advanced, the most reliable, the ones who are part of the West. Turkey is a member of NATO, it is a candidate country for the European Union. So, in Turkey they see their lifeline to the West.

It is an unexpected development, especially for the Turks, because the moment the Iraq war started and Iraq became a federal state with a separate enclave in it that was recognized by Baghdad, the Turks said "OK" this is going to be [a dangerous] model for us, the [Turkish] Kurds are going to look for autonomy or federation in Turkey. And the Turks really went berserk to some extent on this issue, they were very tough on Iraqi Kurdistan. But with time they realized that this is not really what was going on and that having an Iraqi Kurdistan was helping them. And to their credit, I have to say, the Turkish government did switch policies about a year ago and it is almost a 180-degree turn that they implemented from a hard-line, anti-Iraqi Kurdish position to now cooperating with Iraqi Kurdistan.

RFE/RL: The one player we haven't talked about is the PKK's jailed leader, Abdullah Ocalan. He has said he is going to issue his own "road map" for solving the Kurdish issue on August 15, which is the date the PKK first took up arms in 1984. It is not clear whether he supports or opposes Erdogan's initiative. How much do his views matter at this point?

Barkey: It is both relevant and irrelevant at the same time. It is irrelevant as far as the government is concerned. The government cannot be seen to be engaging with Ocalan because that is the one thing that will sink any reform attempt, because there is such a virulent hatred for Ocalan among the Turks.

By contrast, of course, for the Kurds he is still a hero. I mean, for many Kurds, even those Kurds who don't like the PKK or its tactics or its ideology, the PKK is the institution that got them this far. They believe that without the PKK the Turks today would not be contemplating a reform package.

If Ocalan says abandon the armed struggle then it is going to be much easier to demilitarize the PKK and also to have a meaningful amnesty law. So, [Ankara] will ignore [what he says] but use it at the same time.

RFE/RL: Even as the PKK keeps fighting today, politicians that are widely considered to be linked to it have done well in the southeast in elections and now seem positioned to be part of an eventual political solution to the conflict. How would you characterize the mood of Turkish Kurds toward the kind of initiative – a political solution – that Erdogan is putting forward?

Barkey: We already have seen that Kurdish politics in Turkey has become far more engaged and far more robust. They control mayoralities in the southeast -- even if it is minimal [power] because of the way mayors don't have much power in Turkey -- but minimally they do control a little bit their fate so they realize that politics will give them certain dividends and they don't need the armed struggle anymore, they have already achieved what they need to achieve with the armed struggle.

Henri Barkey is a visiting scholar with the Middle East program at Carnegie Endowment for International Peace in Washington, D.C. and a professor at Lehigh University in Pennsylvania

Pentagon 'very nervous' about Arab-Kurdish feud

REUTERS 

WASHINGTON, Aug 11, 2009 (Reuters) - By Adam Entous

- * Pentagon 'nervous' despite Iraqi, Kurdish talks
- * Commander says al Qaeda in Iraq can reconstitute itself
- * U.S., Iraqi forces try to rein in sectarian tensions

The Pentagon said on Tuesday it was "very nervous" about ethnic tensions in Iraq between Arabs and Kurds despite initial talks between their leaders, and a top U.S. commander warned the feud over land and oil could still turn violent.

While the sectarian fighting that nearly ripped Iraq apart has died down, the row between northern Iraq's largely autonomous Kurdistan region and its Shi'ite Arab-led government in Baghdad is seen by Washington as one of the greatest threats to the country's fragile stability.

Al Qaeda insurgents in Iraq's north have sought to exploit the tensions to remain strong even as their influence has waned elsewhere in Iraq, U.S. defense officials said, pointing to a string of more deadly bombings as evidence that the group was capable of reconstituting its "combat power."

Geoff Morrell, the Pentagon press secretary, said Washington was "heartened" last week when Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki met the Kurdish region's president, Masoud Barzani, after more than a year of deadlock.

"But we are very nervous, continue to be, about the overall Arab-Kurd tensions," Morrell told a news conference.

U.S. troops, preparing to withdraw from Iraq by 2012, have intervened many times to defuse the row, and Washington has pushed for a settlement before its forces go home.

There have been tense standoffs between Kurdish troops and Iraqi forces. At the heart of the problem is the fate of Kirkuk, which produces a fifth of Iraq's oil, and other disputed areas that are home to a mix of Arabs, Kurds and smaller groups.

"We are going to remain vigilant," Morrell said. "A certain number of U.S. forces are required in that country ... in no small measure to try to assist ... the Arabs and the Kurds solve some of these problems while we are still there."

Describing Arab-Kurdish tensions as one of the "most dangerous" threats to Iraq's stability, Major General Robert Caslen, the commander of U.S. forces in the country's north, said the situation could "certainly resolve in an ethnic, lethal force engagement between Kurds and Arabs."

Briefing reporters in Washington via satellite from Iraq, Caslen said efforts were underway to keep a lid on sectarian tensions following the bombings near Mosul, the capital of the northern province of Nineveh.

Since June 30, when U.S. troops in Iraq withdrew from urban centers, the average number of attacks per week in Mosul has dropped to 29 from 42 before the pullback, Caslen said.

"What has increased, however, is the capability (of al Qaeda) to conduct the high-profile attacks," he said. "So you see an increase in the numbers of casualties post-30 June."

He said it was unclear whether Iraqi security forces would be capable of reining in al Qaeda in Mosul, where the Pentagon believes the group's leadership is concentrated.

Bombs killed 42 people across Iraq on Monday, ripping through mostly Shi'ite areas and raising fears of a resurgence in sectarian violence. Last week, a string of bombings targeting Shi'ites killed 44 people. Sunni Islamist militants such as al Qaeda, who consider Shi'ites heretics, are often blamed.

The recent attacks, Caslen said, showed that al Qaeda insurgents "still have the capability and they remain, I would say, a resilient force that has a capability to regenerate their combat power if necessary."

"They recognize how important it is to have these high-profile attacks in order to ... entice the sectarian violence," Caslen said. "We have not found the sectarian reactions which, I think, is good."

AFP

LE PKK APPELLE ANKARA À ACCEPTER LE PLAN DE PAIX DE SON CHEF

ANKARA, 14 août 2009 (AFP) —

LES REBELLES kurdes de Turquie ont appelé vendredi Ankara à accepter le plan de paix que leur chef emprisonné Abdullah Öcalan doit dévoiler prochainement, a rapporté l'agence de presse Firat News, porte-voix des rebelles.

"Nous allons soutenir jusqu'au bout la feuille de route que va présenter notre dirigeant et nous appelons l'Etat et le gouvernement turcs à respecter la volonté politique exprimée par le peuple kurde", a affirmé la direction du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans un communiqué cité par l'agence.

Les propositions d'Öcalan, qui purge une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali (nord-ouest), était attendues pour samedi, jour anniversaire des 25 ans du début du soulèvement du PKK dans le sud-est anatolien, à majorité kurde.

Les avocats qui ont rencontré vendredi Öcalan à Imrali et auraient du rendre public le plan de paix sont cependant revenus les mains vides.

"La feuille de route n'est pas encore prête, les avocats retourneront sur l'île mer-

credi", a déclaré à l'AFP Cengiz Kapmaz, porte-parole du cabinet assurant la défense du leader kurde.

L'initiative du chef rebelle intervient alors que le gouvernement a annoncé le mois dernier la préparation de mesures en faveur de la communauté kurde et a multiplié les consultations avec des intellectuels, membres d'associations et politiciens sur les moyens de mettre un terme au conflit kurde.

Les activistes kurdes ont appelé le gouvernement à prendre en considération les propositions d'Öcalan, mais le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu a repoussé cette hypothèse. Ankara rejette tout dialogue avec le PKK, qu'il considère, à l'instar de nombreux pays, comme une organisation terroriste.

Le PKK a pris les armes en 1984 pour obtenir l'indépendance de l'est et du sud-est de la Turquie, mais a depuis réduit ses ambitions à une autonomie pour les zones kurdes. Le conflit a fait quelque 45.000 morts.

Ces dernières années, Ankara a élargi les droits culturels des Kurdes, permettant notamment l'enseignement de leur langue dans des instituts privés et la diffusion de programmes télévisés en kurde.

AFP

ERDOGAN PROMET DES RÉFORMES POUR LES KURDES D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE

ANKARA, 14 août 2009 (AFP) —

LE PREMIER MINISTRE turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé vendredi que son gouvernement entamerait avant la fin de l'année la mise en oeuvre de projets de réformes en faveur de la communauté kurde, a rapporté la chaîne de télévision CNN-Türk.

"Nous ne pouvons pas attendre jusqu'à la fin de l'année pour cette initiative. Nous commencerons le processus par les mesures qui peuvent être appliquées", a déclaré lors d'une réception à Ankara M. Erdogan, cité par CNN-Türk, évoquant pour la première fois une échéance pour les réformes.

Le gouvernement avait annoncé le mois dernier la préparation de mesures en faveur de la communauté kurde et a multiplié les consultations avec des intellectuels, membres d'associations et politiciens sur les moyens de mettre un terme au conflit kurde, qui ensanglante le pays depuis 1984.

Début août, M. Erdogan a accepté pour la première fois depuis deux ans de s'entretenir avec le président du principal parti kurde de Turquie, le Parti pour une société démocratique (DTP), des moyens de mettre un terme à l'insurrec-

tion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les démarches du gouvernement coïncident avec l'annonce attendue pour les prochains jours d'une "feuille de route" pour la paix préparée par le chef emprisonné du PKK Abdullah Öcalan.

Les propositions d'Öcalan, qui purge une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali (nord-ouest), était attendues pour samedi, jour qui marque les 25 ans du début du soulèvement du PKK dans le sud-est anatolien, à majorité kurde.

Mais les avocats du chef rebelle ont indiqué après l'avoir rencontré vendredi que le document n'était pas encore prêt et qu'ils retourneraient le voir mercredi.

Le PKK a pris les armes en 1984 pour obtenir l'indépendance de l'est et du sud-est de la Turquie, mais a depuis réduit ses ambitions à une autonomie pour les zones kurdes. Le conflit a fait quelque 45.000 morts.

Ces dernières années, Ankara a élargi les droits culturels des Kurdes, permettant notamment l'enseignement de leur langue dans des instituts privés et la diffusion de programmes télévisés en kurde.

AFP

IRAK: ARABES ET TURCOMANS DE KIRKOUK JUGENT CADUQUE LA TENUE D'UN RÉFÉRENDUM

KIRKOUK (Irak), 15 août 2009 (AFP) —

LES ARABES et les Turcomans de Kirkouk comptent sur le Parlement irakien pour supprimer un article de la Constitution prévoyant l'organisation d'un référendum sur l'avenir de cette province riche en pétrole du nord de l'Irak que le Kurdistan espère annexer.

"Cette affaire n'est ni entre les mains du gouvernement irakien, ni dans celles du gouvernement régional kurde mais elle est du ressort du Parlement fédéral. C'est lui qui doit valider ou non cet article", assure le vice-président du parti turcoman al-Aadala, Hassan Torman.

Le quotidien officiel As-Sabah a annoncé jeudi que la commission parlementaire chargée de réviser la Constitution suggérerait d'amender ou d'ajouter une centaine d'articles.

L'un d'eux propose de supprimer toute mention au référendum sur un éventuel rattachement de la province au Kurdistan, et de se borner à maintenir en place une commission chargée d'indemniser les personnes chassées ou ayant perdu leurs propriétés à la suite de la politique d'arabisation forcée sous Saddam Hussein.

Pour entrer en vigueur, il faut que ces révisions soient adoptées par le Parlement puis par une majorité absolue d'Irakiens par référendum et à condition que trois gouvernorats ne les rejettent pas.

Plus spécifiquement, l'article 140 prévoyait trois étapes avant le 31 décembre 2007: "la normalisation, le recensement et le référendum à Kirkouk et dans les régions disputées" entre Arabes et Kurdes.

"Les décisions qui doivent suivre la normalisation sont caduques car la date limite fixée par la Constitution pour les mettre en vigueur a expiré", affirme Mohammed Khalil al-Joubouri, chef de la liste arabe au Conseil provincial.

"Il faut seulement continuer à indemniser les gens qui ont été lésés", assure-t-il.

La "normalisation", étape qui est encore en cours, consiste à retourner à la situation d'avant Saddam Hussein en faisant revenir les Kurdes qui ont été chassés de la province et en indemnisant les Arabes pour qu'ils regagnent leurs régions d'origine.

A sa suite, les Kurdes, qui sont convaincus d'être majoritaires, tiennent à la tenue du référendum.

"L'article 140 est constitutionnel et le gouvernement irakien doit le mettre en application même si la date indiquée est dépassée", insiste Shirzad Adel, un conseiller provincial de liste kurde Al-Taaki.

"Le retard dans sa mise en application est dû à la lenteur des gouvernements successifs irakiens et nous espérons que les problèmes seront résolus avant les prochaines élections" générales prévues en janvier, dit-il.

Les trois provinces formant le Kurdistan représentent 40.000 km2 mais les forces kurdes, dans le sillage de l'invasion conduite par les Etats-Unis en 2003, ont

étendu leur présence sur 75.000 km² en prenant le contrôle d'une partie des provinces de Kirkouk, Ninive et Diyala.

En visite au Kurdistan, le 2 août, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, avait affirmé prudemment que "l'article 140 était constitutionnel (mais) que le but ultime est de trouver une solution pour préserver les intérêts des différentes composantes du peuple (...) dans le cadre de l'Etat irakien".

Riche en pétrole, cette province de quelque 900.000 habitants compte plusieurs communautés se disputant le pouvoir: les Kurdes, qui souhaitent son rattachement au Kurdistan irakien, les Turcomans, qui se considèrent comme ses habitants historiques, les Assyro-chaldéens (chrétiens) ou des Arabes, souvent arrivés à l'occasion de la politique d'arabisation forcée de Saddam Hussein.

AFP

IRAK: POLÉMIQUE ENTRE KURDES ET SUNNITES APRÈS LES ATTENTATS DANS LE NORD

MOSSOUL (Irak), 16 août 2009 (AFP) —

LE GOUVERNEMENT autonome kurde et les dirigeants sunnites de la province de Ninive se sont accusés mutuellement d'être responsables des attentats qui ont ensanglanté la région ces derniers jours, dont le dernier a fait un blessé dimanche à Mossoul.

L'unique représentant des chabacks, une secte kurdophone, au conseil provincial de Ninive (nord de l'Irak) a été blessé dimanche ainsi que ses deux aides, dans un attentat à la bombe qui a visé sa voiture, a indiqué la police.

"Goussaï Abbas et deux de ses assistants ont été blessés ce matin (dimanche) par une bombe posée sur le bord de la route et qui a explosé au passage de sa voiture dans le centre de Mossoul", selon la police.

Cette nouvelle attaque intervient sur fond de violente polémique entre le gouvernement autonome du Kurdistan et les responsables sunnites qui sont à la tête de la province de Ninive.

"Nous regrettons de voir les dirigeants de la liste al-Hadba (sunnite) s'opposer aux principes de la démocratie et de la coexistence pacifique en accusant la région du Kurdistan d'être partie prenante des dernières attaques terroristes à Ninive", affirme dimanche dans un communiqué un porte-parole du gouvernement kurde.

Le 10 août, deux camions piégés, garés à quelques centaines de mètres l'un de l'autre, ont ravagé à une minute d'intervalle au petit matin le village de Khaznah, faisant 28 morts et 155 blessés, selon un responsable du ministère de la Santé.

Trente-cinq maisons ont été détruites dans cette localité prospère où vivent 3.500 chabaks, en majorité des commerçants et des agriculteurs. Cette secte kurdophone, chiite ou sunnite, d'environ 30.000 personnes est dispersée dans une cinquantaine de villages de cette province.

En outre, 21 personnes, appartenant en majorité à la secte esotérique kurdophone des yazidis, ont été tuées jeudi dans un attentat suicide commis par deux kamikazes dans un café de Sinjar, également dans la province de Ninive.

"Nous avons été patients jusqu'à présent pour préserver la tranquillité et la stabilité et pour les empêcher de nous entraîner dans une confrontation aux conséquences terribles", ajoute le porte-parole kurde.

"La réalité c'est que des membres de la liste al-Hadba, notamment deux frères (du gouverneur) sont responsables de la campagne d'attentats et d'assassinats qui visent les Kurdes yazidis et chabacks, les Turcomans et les chrétiens, et plus de 2.000 kurdes ont été tués à Mossoul sans mentionner le déplacement de centaines de familles chrétiennes et kurdes", souligne-t-il.

La tension est vive entre le gouvernement kurde qui demande le rattachement à leur région d'une partie de la province de Ninive où vivent des Kurdes ou des populations kurdophones et le gouverneur sunnite ainsi que le gouvernement central de Bagdad qui y est totalement opposé.

Certains responsables sunnites accusent les Kurdes de commettre les attentats pour pousser les populations kurdophones à demander l'appui des peshmergas (combattants kurdes) pour les défendre alors que les autres soupçonnent des responsables sunnites d'être proches des insurgés dont les attentats ensanglantent la région.

Le quotidien du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), Attaakhi cite dimanche une personnalité religieuse chaback Mollah Selim Jourmaa qui assure que les peshmergas vont assurer la sécurité des 52 villages des chabacks en creusant des fossés et en mettant 12 gardes par village pour "les protéger des attaques terroristes".

AFP

IRAK/ZONES DISPUTÉES: ODIERNO POUR UNE FORCE AMÉRICAINE, IRAKIENNE ET KURDE (ARMÉE AMÉRICAINE)

BAGDAD, 17 août 2009 (AFP) —

LES ETATS-UNIS ont engagé des discussions en vue d'une éventuelle coopération de leurs militaires avec les forces irakiennes et kurdes dans les territoires disputés du nord de l'Irak, a déclaré lundi le commandant des forces américaines en Irak.

Le général Ray Odierno a expliqué qu'il discutait avec des ministres du gouvernement central irakien et de la région autonome du Kurdistan en vue d'un éventuel accord qui aurait un caractère exceptionnel, marquant une rupture de l'accord de sécurité conclu en novembre entre Bagdad et Washington.

"Une des choses que nous recommandons, c'est de faire travailler ensemble Américains, forces de sécurité irakiennes et forces du gouvernement régional kurde pour favoriser la confiance", a-t-il dit aux journalistes à Bagdad.

Il a expliqué que les Américains se mettraient ensuite en retrait pour laisser la place à une force irako-kurde "qui travaillerait pour le gouvernement irakien" dans les territoires disputés le long de la frontière entre la région kurde et le reste du pays, principalement dans les provinces de Ninive, Kirkouk et Diyala.

Le général Odierno a dit s'être entretenu du sujet avec le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki et avec le président de la région kurde Massoud Barzani.

"Al-Qaïda s'engouffre dans le fossé qui s'est creusé entre Arabes et Kurdes dans

la province de Ninive et dans la région autonome kurde, et ce que nous cherchons à faire est combler ce fossé", a-t-il dit.

Cette proposition impliquerait un déploiement de militaires américains dans des villages irakiens, en infraction avec l'accord de sécurité conclu en novembre, et aux termes duquel les forces américaines se sont retirées fin juin des localités du pays, avant un retrait total d'Irak d'ici fin 2011.

"Les territoires disputés ne sont pas dans des villes. Ce sont de petits villages, il faudra un accord à ce sujet, mais c'est possible", a-t-il dit.

Les dirigeants kurdes souhaitent une extension de leur région autonome, qui compte actuellement trois provinces, afin qu'elle englobe certaines parties des provinces de Ninive et Diyala, et l'intégralité de celle de Kirkouk.

Bagdad refuse de redessiner la carte du Kurdistan.

« Le Parti des travailleurs du Kurdistan et la Turquie doivent déposer les armes »

Murat Karayilan, dirigeant du PKK, détaille les propositions de paix d'Abdullah Öcalan

Entretien

Qandil (nord de l'Irak)
Envoyé spécial

Retranché dans la montagne de Qandil, dans la région kurde d'Irak, Murat Karayilan commande le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) depuis l'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1999. Il exhorte la Turquie à accepter le plan de paix que le leader emprisonné devrait bientôt rendre public pour trouver une issue au conflit déclenché il y a tout juste vingt-cinq ans.

L'ouverture affichée par Ankara peut-elle déboucher sur une solution au problème kurde ?

Pour régler la question, il n'y a que deux voies possibles : écraser les Kurdes, méthode utilisée jusqu'ici, sans résultat ; ou ouvrir le dialogue, ce que fait l'Etat turc. Il faut une réelle discussion entre les deux parties, or, le gouvernement turc cherche pour l'instant à régler la question tout seul. Nous pensons qu'il s'agit d'une manœuvre pour tromper la communauté internationale. Ils veulent atténuer la portée de la feuille de route, de notre président. Il faut aussi une pression plus forte des Etats-Unis et des Européens.

Le règlement de la question kurde est une nécessité : la sortie des troupes américaines d'Irak modifie la donne. La Turquie est aussi devenue un corridor énergétique de première importance comme le montre l'accord récent sur le

« Les deux parties doivent se pardonner (...) Il faudrait une commission Vérité et réconciliation »

[gazoduc] Nabucco. L'Ouest a besoin de stabilité dans la région.
Que réclame la feuille de route ?
Elles s'appuient sur la Constitution turque de 1921, restée en vigueur trois

ans. Ce texte contient la solution : il offre une définition plus ouverte de la citoyenneté. Il faut une reconnaissance de l'identité kurde, des droits politiques et culturels... Et un projet de société pour la Turquie. Pour l'instant, l'Etat ne fait que fixer la ligne rouge et énumère tout ce qu'il ne fera pas : pas de libération d'Öcalan, pas d'éducation en langue kurde, pas d'autonomie... Pourquoi les Kurdes ne pourraient-ils pas être éduqués dans leur langue ?

Nous ne réclamons pas qu'on redessine la géographie de la région, nous ne sommes plus séparatistes depuis plus de dix ans. La solution se trouve dans les frontières actuelles, mais uniquement si la Turquie adopte les standards démocratiques européens.

Les deux parties doivent déposer les armes. Or, pour l'instant, l'Etat continue ses négociations secrètes avec les Etats-Unis, l'Irak et l'Iran pour attaquer notre mouvement. Tout ce que nous voulons, c'est de la sincérité. Si la Turquie tente d'utiliser ses vieilles méthodes, nous lui ferons face, militairement et socialement.

Faut-il une loi d'amnistie pour les rebelles ?

Une amnistie pour qui ? Qui doit pardonner qui ? Qui parlera des 17 000 victimes civiles tuées par de mystérieux assaillants ? De ces hommes d'affaires, avocats, syndicalistes, médecins, instituteurs assassinés au cœur des villes ? Les deux parties doivent se pardonner. L'Etat turc doit d'abord présenter des excuses. L'exemple de l'Afrique du Sud peut être une solution : il faudrait une commission Vérité et réconciliation.

Quelle est la situation militaire du PKK ?

Après l'arrestation d'Abdullah Öcalan, en 1999, les pays occidentaux pensaient que le PKK disparaîtrait dans les six mois. Pendant dix ans, les grandes puissances ont essayé de nous annihiler. Sans le soutien d'aucun Etat, nous avons résisté. Nous avons 7 000 à 8 000 hommes, la moitié dans la partie irakienne du Kurdistan, l'autre



Murat Karayilan, dans un camp du mont Qandil, le 12 août.
CHRISTOPHE PETIT-TESSON POUR « LE MONDE »

dans la partie turque. Nous pouvons facilement accroître ce nombre en cas de besoin.

La lutte contre Ankara n'a-t-elle pas montré son inefficacité ?

En 1984, c'était un crime de dire qu'on était kurde en Turquie. Le coup d'Etat fasciste de 1980 a provoqué un génocide culturel. L'Etat turc avait élaboré une théorie « scientifique » de négation des Kurdes. On nous appelait les « *Turcs des montagnes* ». On disait que le mot kurde provenait du bruit des pas dans la neige. Grâce à notre lutte, les Kurdes ont redécouvert leur identité.

Cette résistance a fait évoluer l'Etat turc : aujourd'hui il reconnaît l'existence de la question kurde, une solution peut être envisagée.

Qu'attendre des Européens ?

L'Allemagne et la France sont opposées à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et ne soutiennent pas assez activement une solution au conflit. La guerre avec le PKK est un bon argument pour

refuser l'adhésion, alors qu'une Turquie qui aura résolu la question pourra plus facilement entrer dans l'UE. Pour cette raison, nous soutenons l'adhésion de la Turquie. Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, l'approche de la France a changé. Il y a 26 politiciens kurdes détenus en France pour « activités terroristes ». En attaquant les organisations kurdes au moment où nous avons déclaré un cessez-le-feu, Paris envoie un message de soutien à ceux qui souhaitent que la guerre continue. Si la France n'a pas d'inimitié envers les Kurdes, elle doit changer de politique. ■

Propos recueillis par
Guillaume Perrier

Le va-tout du Kurdistan irakien

Le 25 juillet dernier, quelque 78 % des électeurs inscrits ont élu le président et le parlement de la région autonome du Kurdistan. Massoud Barzani, qui affrontait pour la première fois un scrutin universel, fut largement réélu avec près de 70 % des voix. La surprise de taille apparut au parlement régional, où les deux grands partis historiques, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président irakien Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani, formant une liste commune, n'obtinrent ensemble que 57 % des votes. Singularité en terre d'Islam, en tout cas moyen-orientale, une opposition réelle émergea, cristallisée surtout par le mouvement Gorran (Changement), formé trois mois plus tôt et emportant 24 % des suffrages.

Hors l'irruption démocratique, la lecture de l'événement n'est pas univoque. S'agit-il d'une réaction contre la corruption au sein de l'équipe dirigeante ou faut-il y voir surtout le soutien extérieur du gouvernement central à direction chiite, soucieux de déstabiliser la région pour en reprendre le contrôle ?

Au cœur du problème de l'autonomie kurde

Nous voilà en tout cas au cœur du problème de l'autonomie kurde, dont il n'est pas inutile, pour en saisir la portée, de remonter aux années 1970. Au début de celles-ci, le parti BAAS, maître de l'Irak, déplaça des populations kurdes, plus particulièrement afin de ne pas inclure Kirkouk dans la région autonome.

En 1980, durant la guerre contre l'Iran, le PDK se rangea au côté de Téhéran, ce qui conduisit Saddam Hussein à faire preuve d'une singulière brutalité : exécutions massives, destructions systématiques des villages, déportations dans le sud de l'Irak. En 1987, la résistance kurde mena la lutte en territoire irakien, appuyée par les forces iraniennes. Mais l'année suivante, la situation militaire se retourna en faveur de l'Irak et Bagdad délogea la résistance à Halabja à coups d'armes

chimiques. Lors de la guerre du Golfe et de la défaite des troupes de Saddam Hussein en février 1991, les Kurdes se révoltèrent et une force occidentale pénétra dans leur Kurdistan pour finalement maintenir des patrouilles aériennes à partir de la Turquie. Depuis lors, le Kurdistan irakien échappe à l'autorité du gouvernement central.

En résumé, du point de vue de Bagdad, les Kurdes peuvent dès lors apparaître comme le «parti de l'étranger», tantôt iranien tantôt américain. Quant aux Kurdes, ils se voient comme les dupes du Traité de Sèvres en 1920, jamais ratifié, qui prévoyait la création, à leur bénéfice, d'un Etat indépendant dans la région.

Un puzzle complexe

Aujourd'hui, la question demeure à ce point vitale que l'International Crisis Group - dont nous tenons à redire l'excellence des travaux -, lui a consacré successivement trois rapports, en octobre et en novembre 2008 et en juillet 2009. De ce dernier, attachons-nous à quatre développements à nos yeux particulièrement intéressants

Et tout d'abord, l'impasse dans laquelle se trouve le pays sur le contenu du fédéralisme. Les cinq partis au pouvoir à Bagdad (deux chiites, deux kurdes et un sunnite) ont créé cinq commissions pour résoudre ce contentieux. Jusqu'ici sans solution. Et, même s'ils se sont rencontrés ces derniers jours, l'obstacle majeur semble bien être l'animosité guère dissimulée entre le Premier ministre irakien Maliki et le président kurde Barzani.

Ensuite, le sénateur américain John Kerry, président de la commission des Affaires étrangères, a vraisemblablement raison de placer la très riche ville pétrolière de Kirkouk au sommet des priorités et de dire sa crainte que si les tensions ne diminuent pas tandis que les forces américaines occupent le pays, il n'y aura plus de place pour une solution pacifique. C'est que les Arabes et les Turcomans reprochent aux Kurdes les manipulations démographiques, la confiscation de propriétés et la présence de forces de sécurité depuis l'écroulement du régime de Saddam

Hussein.

Dans cette impasse, les résidents de Kirkouk n'ont pas pu participer aux élections provinciales de janvier dernier, ne pourront pas davantage voter au scrutin législatif de janvier prochain. Alors que le parlement kurde a adopté un projet de Constitution, à soumettre au référendum, incluant Kirkouk et les autres territoires contestés dans le Kurdistan.

En effet, il faut bien comprendre la dimension du problème. La «green line», c'est-à-dire la frontière du Kurdistan avec le reste de l'Irak, n'est pour les Kurdes que la ligne de retrait des forces de Saddam Hussein en 1991. Alors que durant la guerre d'Irak, les peshmergas kurdes menèrent le combat bien au-delà de celle-ci avec l'aide des Américains et qu'ils y restent de facto. Le Premier ministre Maliki attend-il le départ des Américains pour reprendre ces territoires ? En outre, la question des hydrocarbures pèse lourd. Bagdad s'inquiète des contrats signés par le gouvernement régional du Kurdistan avec une société canadienne et une société chinoise pour ses gisements de Taq Taq et de Tawque. A quoi il faut ajouter que dans les territoires contestés, des compagnies autrichiennes et hongroises prennent des participations dans les gisements pétrolier de Khurmala et gazier de Khor Mor.

On en est là. Et sans doute, dans l'hypothèse du départ des Américains, serait-on bien avisé d'être attentif à la puissance voisine, la Turquie, dont la traditionnelle hostilité aux Kurdes serait susceptible de s'infléchir, surtout si à l'apogée de leur dispute interne, les Chiites irakiens devaient choisir l'Iran et les Sunnites le monde arabe.

Bref, un puzzle dont les hôtes de la Maison-Blanche n'avaient sans doute jamais imaginé la prodigieuse complexité !

Shiites in Iraq show restraint as Sunnis attack

BAGHDAD

BY ROD NORDLAND

Shiite clerics and politicians have been successfully urging their followers not to retaliate against a fierce campaign of sectarian bombings, in which Shiites have accounted for most of the 566 Iraqis killed since American troops pulled out of Iraq's cities on June 30.

"Let them kill us," said Sheik Khudair al-Allawi, the imam of a mosque bombed recently. "It's a waste of their time. The sectarian card is an old card and no one is going to play it anymore. We know what they want, and we'll just be patient. But they will all go to hell."

The patience of the Shiites today is in extraordinary contrast to Iraq's recent past. With a demographic majority of 60 percent and control of the government, power is theirs for the first time in a thousand years. Going back to sectarian war is, as both Sunni extremists and Shiite victims know, the one way they could lose all that, especially if they were to drag their Sunni Arab neighbors into a messy regional conflict.

It is a far cry from 2006, when a bomb set off at the sacred Shiite shrine in Samarra killed no one, but ignited a fury at the sacrilege that set off two years of sectarian warfare.

This year the equally important shrine of Kadhimiya in Baghdad, the tomb of two revered Shiite imams, was attacked by suicide bombers twice, in January and April. More than a hundred people were killed, but there was no retaliation.

Bombing Shiite mosques has become so common that Sunni extremists have been forced to look elsewhere to provoke outrage — much as they did in 2005, when Shiites similarly showed patience when attacked. They have attacked groups of Shiite refugees waiting for food rations, children gathering for handouts of candy, lines of unemployed men hoping for a day's work, school buses, religious pilgrimages, weddings, marketplaces and hospitals in Shiite areas and even the funerals of their victims from the day before.

Iraqi Shiites, counseled by their political and religious leaders and habituated to suffering by centuries as the region's underclass, have refused to rise to the bait — for now. Instead, they have made a virtue of forbearance and have convinced their followers that they win by not responding with violence.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki has brought once violent Shiite militia-men into the fold, while the Shiites' spiritual leader, Grand Ayatollah Ali Sistani, has forbidden any sort of violent reprisals.

"I wouldn't look for this to become a repeat of 2006," said the American am-



bassador to Iraq, Christopher R. Hill. "It's very different."

No longer are there tit-for-tat bombings of Sunni mosques after Shiite mosques are hit. Now, even some of the most violent of Shiite extremists of past years are clamoring to join the political process. Last week, the Maliki government announced that Asa'ib al-Haq, one of the so-called special groups that continued to fight after other Shiites had stopped in 2008, now had renounced violence against Iraqis.

To some extent, the recent attacks against Shiites were expected, as many Iraqis braced for a general increase in violence after the American military withdrawal from towns and cities on June 30. On Monday, several bombs went off around Baghdad, and two huge truck bombs destroyed an entire village of Shiites from the Shabak minority near Mosul, in the north.

Ten days earlier, five mosques were bombed during Friday prayer in poor areas around Baghdad, where followers of the anti-American cleric, Moktada al-Sadr, are numerous. In the bloodiest attack, at the Shoroufi mosque in the Shaab area, a car bomb hit an outdoor prayer area, killing 41 of Mr. Sadr's followers.

More mosque bombings followed during Friday prayer last week, and on Tuesday night, at least eight people were killed in twin bombings at a cafe and a mosque in the predominantly Shiite Al Amin area of the capital.

Sheik Allawi, the imam at Al Shoroufi, recounted the lesson another preacher gave a week after the bombing there. "He reminded them of Imam Hussein and drew a connection between his suffering and the Shoroufi bombing," he said. "Blood will spill on the ground until the Mahdi shows up."

Shiite Islam is all about patience and the long view, waiting for the hidden 12th imam, the Mahdi, to return and redeem the faith's followers.

And it is also about enduring suffering, as illustrated by the annual and always passionate commemoration of the martyrdom of Imam Hussein, the seventh-century Shiite saint, when many flagellate themselves in bloody displays of regret.

Anger after such bombings is common, but now it is more likely to be directed against failures by Iraqi security forces, not against Sunnis.

In 2006, people had little confidence in the security forces to protect them, so they turned to the militias instead.

Militias got a bad name during that period, even among the people they were supposed to protect. Many were blamed for extorting money from their neighborhoods and carrying out kidnappings for profit.

"The time of the militias is over and they will not come back," said Sheik Abdullah al-Shimari, leader of the Shiite Al Shimer tribe in Diyala Province. "There are security forces now, and they are the ones who have the responsibility to control our areas."

Another important factor is the influence the Shiite clerical leadership has over its followers, with Grand Ayatollah Sistani and other members of the howza, the top religious leadership, condemning any sort of violent reprisals.

The rejection by Sunni politicians of the attacks, which was rarely heard in 2006, is another important difference.

"We will not react against these efforts to ignite sectarian conflict because that is exactly what our enemies want and not what our Iraqi people want," said Majid al-Asadi, a cleric in Najaf Province.

Still, some Shiite leaders warn that their patience will not be infinite. "As human beings, every person has his limits," said Sheik Jalil al-Sarkhey, the deputy head of the Sadr office in Sadr City, the huge Shiite slum in Baghdad. "So we ask God to protect us from any sectarian war."

Iraqi minorities pay heavy price in north

KHAZNA, IRAQ

Along 'the fault line,' groups become fodder in struggle over resources

BY SAM DAGHER

Kamal Ahmed woke up before the crack of dawn and went to the village mosque where he serves as the muezzin.

After calling the people to prayer, he went back to sleep on the roof of his house in a metal post bed covered with a mosquito net, a common practice in Iraq during the sweltering summer months. Minutes later, a huge explosion brought down half of the two-floor house. His side of the house remained miraculously intact, but three members of his family, who were asleep inside, were crushed to death.

Two explosions, which obliterated a large swath of this village of nearly 10,000 people near the northern Iraqi city of Mosul last Monday, killed 34 people and wounded almost 200. The village is inhabited by Shabaks, a Kurdish-speaking Shiite minority.

The attack and others like it — including the suicide bombing on Thursday that killed 21 Yazidis in Sinjar, west of Mosul, and a truck bomb in Shirakhan, just north of Mosul, on Aug. 7 that killed 37 Shiite Turkmen — have underscored how vulnerable minorities continue to serve as fodder for a bigger battle under way in northern Iraq.

Maj. Gen. Robert L. Caslen Jr., commander of U.S. forces in northern Iraq, said the Sunni insurgent group Al Qaeda in Mesopotamia had now teamed up with another militant group, the Islamic State of Iraq. He said the groups, which have headquarters in northern Iraq, and Mosul in particular, had been behind the attacks in Khazna and Shirakhan.

The struggle for land, resources and control along a northern strip that has become known as "the fault line" is festering and threatening hopes of unity among Iraq's disparate ethnic and religious factions.

"We have three governments up here: the central government, the Kurdish government and the Islamic State of Iraq government," said an Iraqi soldier from Khazna who spoke on the condition of anonymity for fear of retribution. "We are lost in the middle."

The central government is trying to push back an expansionist Kurdistan regional government; Sunni Arab leaders have old and new scores to settle with Kurdish leaders; and insurgents linked to Saddam Hussein's ousted gov-



A large swath of Khazna was leveled by a double explosion last week. The village is inhabited by Shabaks, a Kurdish-speaking Shiite minority, now caught up in a larger struggle.

ernment or Al Qaeda in Mesopotamia want to foment conflict.

All sides appear to be retrenching, shunning compromise or buying time as the withdrawal of U.S. forces looms. Villages like Khazna and minorities like the Shabaks who live on the fault line continue to pay the heaviest price.

General Caslen said that despite being "aggressively" pursued by U.S. forces, the combination of Al Qaeda in Mesopotamia and the Islamic State of Iraq remained "a resilient force that has the capability to regenerate their combat power as necessary."

As the villagers of Khazna buried their dead and held funeral wakes, they traded ideas on how best to secure the village.

Some said the provincial and central government should do so, while others wanted the protection of the adjacent semiautonomous Kurdistan region. A few said they should start their own village militia, similar to the U.S.-backed Awakening Councils.

At the northern entrance of Khazna, Thulfiqar Mohammed Jaafar, 20, stood guard carrying a battered AK-47 rifle with a taped-together ammunition clip. Mr. Jaafar said he lost 10 relatives in the attack. He is among a clutch of men, some as young as 15, who are now guarding the village along with the Iraqi police.

In one home, only a single wall re-



mained standing, on which hung a talisman that Shabaks believe protects babies from evil spirits. A cluster of six homes was reduced to rubble with a green Shiite banner, the remnants of a cupboard and shredded blankets.

At least 65 homes were leveled or severely damaged in the two simultaneous truck explosions, villagers said.

"This is mass murder," one muttered. Many angry residents said they had evidence the attack was ordered by Kurdish leaders to compel Shabaks in the Nineveh Plain, a strip of land sandwiched between Mosul and Iraqi Kurdistan, to join the Kurdish region.

Although Kurdish troops have de-

facto control of the plain, the ultimate fate of these resource-rich territories claimed by both the Kurdish regional authorities and the central government remains in limbo. Sheik Thanoun Wali recalled how two years ago, a local Kurdish official dismissed a written request that had been approved by Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki to organize a tribal force of 500 men to protect Shabak villages in the plain.

"He put the folder in his drawer and told me, 'Let the prime minister come and take it out and implement it,'" Sheik Wali said. "We are helpless."

Abdul-Wahed Abdullah, an official in the Kurdistan Democratic Party, which dominates the area, distributed bags of flour, rice and sugar to Khazna's residents last Tuesday. He said that such a tribal militia would be a recipe for a civil war and that he would stop its creation by force.

Mr. Abdullah said he had already asked his party's leadership to send additional Kurdish forces to the area to help protect places like Khazna. Shabaks were Kurds, he said, not a distinct ethnic group, as most of them contended.

He accused Hadba, a coalition led by Sunni Arabs who came to power in Mosul after provincial elections in January, of masterminding the Khazna attack.

"They wanted to kill two birds with one stone: kill Shiites and have Kurds blamed," Mr. Abdullah said.

The Kurds are boycotting the Hadba-led government because it excluded the Kurdistan Democratic Party from all senior posts in the new local administration, even though the party won one-third of the provincial council's seats.

The standoff has become personal. On several occasions, Kurdish gunmen have blocked the Arab governor from entering areas of the province under their control. The governor, Atheel al-Nujaifi, said last week that he could not protect communities like Khazna unless Kurdish forces were evicted from Nineveh and replaced by government troops.



Shabak tribal leaders met in Khazna to offer condolences to survivors. In one home, only a single wall remained standing, on which hung a talisman to protect babies from evil spirits.

In an interview in Mosul, a senior Kurdish official dismissed Governor Nujaifi as "hysterical" but said U.S. diplomats were trying to broker a solution to the local government crisis in Mosul. It was U.S. pressure that led to a meeting this month between Mr. Maliki and Massoud Barzani, president of the Kurdistan region, to resolve the bigger standoff and acrimony.

All sides may be willing to meet and talk, but no one seems to be interested in making a compromise, at least for now. The devastation that befalls minorities like the Shabaks is even used as leverage, said Dildar Zebari, deputy chairman of Nineveh's provincial council.

"Everyone is using the blood of citizens for political pressure," he said.

Thom Shanker contributed reporting from Washington.

Census is postponed

Iraq said Sunday that it had postponed plans to hold the first census in more than two decades over fears that it could stoke ethnic and political tension, The Associated Press reported from Baghdad.

The census had been scheduled for Oct. 24, but Planning Minister Ali Baban said it had been postponed indefinitely because of reservations by political groups in the volatile northern areas, where territory is disputed between Arabs and Kurds.

The population count would have settled controversies over the size of the country's religious and ethnic communities. It also has implications for decisions over the fate of the oil-rich area of Kirkuk as well as the budget allocation for the Kurdistan region.

Baghdad carnage, with U.S. on sidelines

INTERNATIONAL
Herald Tribune

AUGUST 20, 2009

BAGHDAD

Huge truck bomb attacks on ministries leave 95 dead and 600 wounded

BY SAM DAGHER

Insurgents struck at the heart of the Iraqi government on Wednesday in huge and coordinated bombings that exposed a new vulnerability after the U.S. military ceded control for security here June 30. Nearby, American sol-

diers stood by helplessly — despite the needs of hundreds of wounded — waiting for a request for help from Iraqi officials that apparently never came.

"As much as we want to come, we have to wait to be asked now," said an American officer who arrived at one blast site almost three hours later and who spoke on condition of anonymity. At one blast site, American soldiers snapped pictures of the devastation before ducking out of the streets.

After weeks of escalating violence in Iraq, the powerful truck bombs killed at least 95 people and wounded nearly 600 at the Foreign and Finance ministries in

central Baghdad, assaults on symbols of government that lent an air of siege to the capital. The bombs crippled the downtown area, closed highways and two main bridges over the Tigris River, and clogged hospitals with wounded.

The bombings were the worst since U.S. forces handed over security responsibilities to Iraq at the end of June. They were also a direct challenge to the government's campaign to portray the nation as safe and stable. Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, who had ordered blast walls removed from the streets of Baghdad, said the attacks were "a vengeful response."

The explosions, at least one of which was close to the heavily fortified Green Zone, sent plumes of smoke billowing over the capital, ripped a gaping hole in a compound wall and set cars ablaze, trapping drivers inside.

"The whole thing is just so disgusting," the U.S. ambassador, Christopher R. Hill, said as he read reports from his staff about the extent of the damage while on an official visit to the northern city of Kirkuk. "They're just psychopathic."

Around 11 a.m., the two truck bombs struck the Foreign Ministry and the Finance Ministry within three minutes, officials said. The second, more powerful blast was so intense that parts of a main highway near the Finance Ministry collapsed, the rubble littered with shrapnel and splotches of blood. It shattered windows inside the nearby Green Zone and shook houses in many parts of the city. At least 60 people were killed at the Foreign Ministry and at least 35 died at the Finance Ministry.

At about the same time, attacks in other parts of the city, including three roadside bombs and some mortar and rocket fire, left 13 people wounded, Iraqi officials said.

Although no one took responsibility for the attacks, Iraqis doled out blame both to their government, now fully responsible for security, and to the United States for coming to Iraq in the first place.

"This country is finished," said one resident, Jamil Jaber, 45, whose five-room home behind the Foreign Ministry was flattened, crushing a 4-month-old infant. "It's just robbery and killing." He cursed the United States and former President George W. Bush.

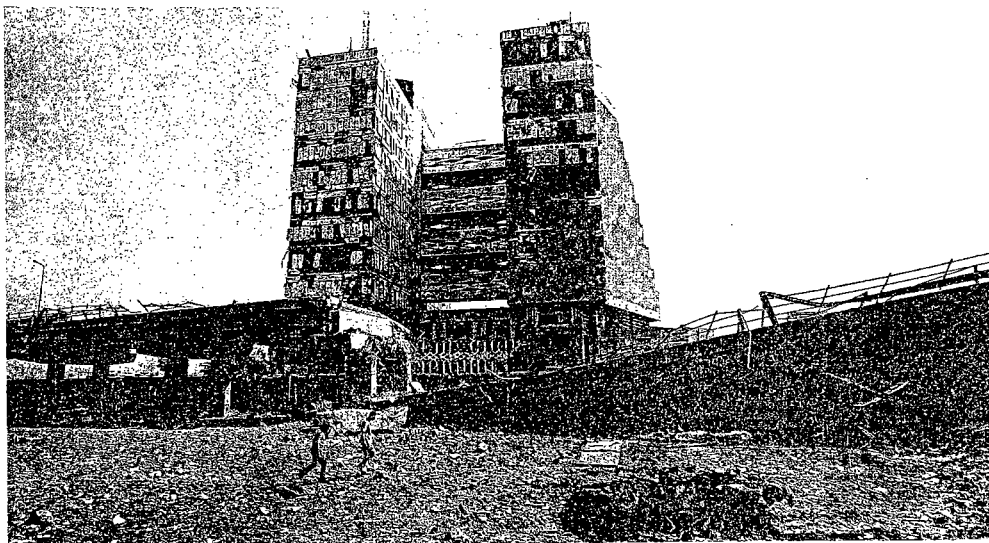
Since the beginning of July, bombings in northern Iraq — for which officials blamed Al Qaeda in Mesopotamia and its affiliate, the Islamic State of Iraq — have killed at least 140 people. The attacks Wednesday might have been a message from those groups that they can also hit the capital.

In the attack at the Foreign Ministry, a suicide bomber stopped his truck against the compound wall just off the busy intersection, according to an American military officer speaking on condition of anonymity. The driver then detonated two tons of explosives.

"We heard a huge explosion at 11 a.m., and suddenly we started to hear voices of employees screaming in pain," a top Foreign Ministry official said in a phone interview, requesting anonymity because he was not authorized to discuss the blast. "Dust has covered everything."

He added: "The secondary ceilings, doors, water cycles, offices and the air-conditioning system have collapsed over our heads. The whole ministry was destroyed. Only the ministry building structure survived the blast." The blast left a crater nine meters deep, about 30 feet, and 18 meters wide and set fire to cars and other vehicles clogging the road. One body could still be seen burn-

ing in a car while at least 12 others had been piled onto a pickup truck to be driven away.



The truck bombings Wednesday at the Finance Ministry, above, and the Foreign Ministry crippled the center of Baghdad, closed highways and filled hospitals with wounded.



KHALID MOHAMMED/THE ASSOCIATED PRESS

Iraqis doled out blame both to their government, now fully responsible for security, and to the United States for coming to Iraq. "This country is finished," one resident said.

A U.S. officer said that "as much as we want to come, we have to wait to be asked now."

"This is our misery and this is our flesh," screamed an Iraqi.

After the blast, Kurdish bodyguards protecting the foreign minister, Hoshyar Zebari, nervously fanned out in the streets outside. U.S. helicopters circled the sky for hours.

Qassim Atta, a spokesman for the Baghdad operations command, speaking on the state-owned television station Iraqiya, said, "The situation is under control." He added, "We say that the battle is ongoing, and there are days when we win and days when we lose."

He blamed the "remnants of the Baath Party, criminal gangs and takfiris," Sunni extremists. He said they want to "influence the security and political process."

The attacks, in the heart of the capital and against crucial ministries, one headed by a Kurd and another by a

Shiite, appeared to carry a number of messages. They happened two days after the commander of the U.S. military in Iraq, Gen. Raymond T. Odierno, said American forces would be deployed along with Iraqi forces and Kurdish peshmerga troops in northern Iraq to prevent Qaeda-linked militants from exploiting friction between Arabs and Kurds.

The attacks coincided with a state visit by Mr. Maliki to Syria. In the capital, Damascus, Mr. Maliki was expected to urge the authorities to do more to stop the flow of militants through its borders with Iraq. He also was expected to ask the Syrians to clamp down on the activities of loyalists to Saddam Hussein who are based there. They remain unreconciled with the Shiite-led government in Baghdad and continue to foment unrest inside Iraq.

The attacks came amid intense political jockeying and pressure on Mr. Maliki from both Iran and the United States on the shape of his next coalition in the national elections in January.

U.S. troops may be sent to Iraq's Arab-Kurdish 'trigger line'

American forces' assignment would be to build trust and bridge the gap between feuding Arabs and Kurds in northern Iraq. Al Qaeda is exploiting the split between the two sides, a U.S. general says.

By Liz Sly

Reporting from Baghdad -

In an effort to defuse mounting Arab-Kurdish tensions, the U.S. military is proposing to deploy troops for the first time in a strip of disputed territory in northern Iraq, the top American general in Iraq said Monday.

Army Gen. Ray Odierno said the proposal would see U.S. troops deployed alongside Iraqi security forces and Kurdish peshmerga militiamen on the Arab-Kurdish fault line in the northern province of Nineveh, the scene of several recent high-profile bombings.

Their goal, he said, would be to build trust between Iraqi security forces representing the Baghdad government and Kurdish militia answerable to the Kurdish regional government at a time when an increase in bombings attributed to the militant group Al Qaeda in Iraq has sent tensions between the two administrations soaring.

"What we have is Al Qaeda exploiting this fissure between Arabs and Kurds in Nineveh . . . and what we're trying to do is close that fissure," the general told journalists at his headquarters at Camp Victory on the edge of Baghdad.

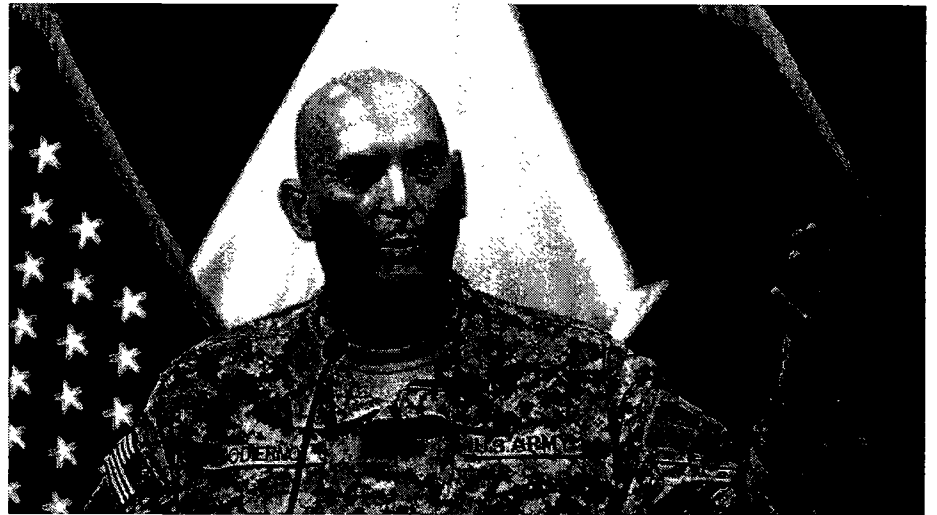
Though the plan is still not finalized, Odierno said that he had discussed it recently with Iraqi Prime Minister Nouri Maliki and with Massoud Barzani, the president of the regional government, and that both had been receptive to the idea.

The push into the area by American forces would not be major, and Odierno said he did not envisage it delaying the withdrawal of all U.S. combat troops from Iraq by next August. Because the area is mostly rural, the deployment would probably not violate the terms of the joint security agreement that required U.S. forces to pull out from urban areas by June 30, he said.

"It won't be full-on if we do it. It will just be to build confidence, then we will slowly pull ourselves out," he said. "As we deliberately withdraw our forces, you will see that there will be less forces withdrawn from the north than any other place. It's a recognition of where we think the bigger problem areas are."

The deployment would not come until September or later, when a committee is due to meet to discuss the proposal.

The plan has potential risks, among them that U.S. troops could find themselves bogged down in the region if Kurds and Arabs have not resolved their differences, said Sam



"I think they'd all feel more comfortable with us there," U.S. Army Gen. Ray Odierno, pictured in June, says of Kurds and Arabs in a restive area of northern Iraq. (Hadi Mizban / Associated Press)

Parker, a program officer at the U.S. Institute of Peace.

"Depending on the size and nature of the force involved, this could pose difficulties for U.S. plans to withdraw combat forces by August 2010 and all U.S. forces by the end of 2011," he said.

The status of an arc of territory stretching across Nineveh province, through the oil-rich city of Kirkuk and into the province of Diyala lies at the heart of what has proved the most intractable problem still threatening the stability of northern Iraq.

Kurds claim the territory belongs to their semiautonomous region of Kurdistan. After the collapse of Saddam Hussein's regime and the disintegration of the Iraqi army in 2003, Kurdish peshmerga moved into the area, giving them de facto control. But Arabs claim the territory is theirs, and as the Iraqi government has grown in strength, Arabs increasingly have asserted their claim.

A string of recent bombings targeting the minority Turkmen, Shabak and Yazidi communities has seen the rival sides accuse each other of responsibility. There also have been several tense standoffs between Iraqi security forces and peshmerga along what has been dubbed the "trigger line" marking the divide between Arabs and Kurds.

U.S. commanders fear such incidents could escalate into full-blown conflict if the tensions are allowed to fester. Odierno said the purpose of sending in U.S. forces would be to enable the two sides to learn to work together.

"I think they'd all feel more comfortable

with us there," he said.

But there's also a danger that the presence of U.S. troops will provide a disincentive to the parties to find a political solution to their differences, said Iraq expert Joost Hiltermann of the International Crisis Group.

"As a short-term measure, it's very good, because it shows American commitment to addressing this issue," he said. "In the longer term, it could make the parties more dependent on the U.S. at a time when the U.S. is planning to withdraw. It shouldn't be a substitute for U.S. diplomatic pressure to find a political solution to the problem of the trigger line."

In the meantime, Iraq's government is pressing ahead with a referendum on the security agreement that could force U.S. troops to leave Iraq sooner than expected. The Iraqi Cabinet finalized a draft law establishing the mechanisms for the referendum to be held Jan. 16, the same day as national elections, according to a statement by government spokesman Ali Dabbagh.

The referendum, promised as part of a deal sealing the legislature's approval of the agreement in December, was delayed until the same day as the January vote to save effort and money.

If voters reject the security agreement, U.S. forces will have one year to pull out of Iraq, which means they would have to be gone by January 2011, 11 months earlier than anticipated.

Au camp de Makhmour, en Irak, les exilés kurdes conservent leur confiance à Öcalan et rêvent de retourner en Turquie

Quadrillé par les cadres du Parti des travailleurs du Kurdistan, le camp accueille 12 000 apatrides, qui suivent de près les discussions à Ankara

Reportage

Makhmour (Irak)
Envoyé spécial

Tressautant sur leur vélo, des enfants déboulent, deux doigts levés en signe de victoire : « Vive Apo ». Pour leur répondre, Baran exhibe à son poignet sa nouvelle montre ornée du visage d'Abdullah Öcalan, « Apo » pour ses fidèles, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), aujourd'hui incarcéré.

Partout, dans le camp de réfugiés de Makhmour, un foyer radical du soutien à la guérilla kurde situé dans le nord de l'Irak, une ferveur identique est perceptible. Au-dessus du miroir du coiffeur, derrière la caisse de l'épicier, sur le mur de l'école et dans le salon des maisonnettes en terre battue : le portrait d'Öcalan trône dans chaque recoin.

Les 12 000 Kurdes de Turquie exilés à Makhmour depuis plus de dix ans s'en remettent à leur chef

historique au moment où, à Ankara, des discussions ont été entamées pour tenter de trouver une issue au conflit entre l'armée turque et le PKK, qui a fait 45 000 morts depuis 1984.

Depuis sa prison, Apo doit prochainement rendre publique sa feuille de route. « *Tout ce que pense et tout ce qu'écrit Öcalan est bon pour le peuple et bon pour le Kurdistan* », débite Zeynep Kaya, membre du « comité politique » du village. « *Ce n'est pas la peine de demander, ici, tout le monde pense la même chose* », prévient, méfiante, cette institutrice, chargée d'encadrer les visiteurs.

Chez Hüseyin Ramazan, un vieux paysan entouré de sa progéniture, le soutien à la cause est sans faille. La télévision diffuse en boucle les informations de Roj TV, la télé du PKK. Et à côté d'un lapin rose en peluche, est accrochée la photo de la fille aînée en tenue de guérilla, tuée dans la montagne dans les années 1990. « *Bien sûr, on espère la paix, mais il faut que*

l'Etat cesse ses opérations militaires et qu'il fasse une amnistie. S'ils libèrent Öcalan, on rentrera en Turquie », clame-t-il.

En 1994, au plus fort de la guerre avec l'armée turque, son village était accusé, comme des milliers d'autres, de soutenir les rebelles du PKK. « *Un soir, les soldats ont débarqué et nous ont chassés, puis ils ont brûlé le village avec les bêtes, se souvient le vieillard. On est venu directement en Irak.* » Trois rues

plus loin, autour d'un thé, Mustafa Özgün raconte une histoire similaire et sa fuite précipitée, en 1993, en serrant contre lui le portrait de sa femme et de ses deux enfants, tués par un obus de char.

Parmi une série de réformes culturelles et politiques, le gouvernement turc envisage aujourd'hui d'autoriser le retour des habitants de Makhmour.

Ces militants radicaux deviennent également encombrants pour le gouvernement central de Bagdad et celui de la province auto-



□ Zone de peuplement kurde
▨ Kurdistan irakien autonome

nome kurde, attentifs qu'ils sont à leurs relations avec la Turquie. « *Rentrer? Mais comment? Dans quelles conditions?* », se demande Hüseyin Ramazan, incrédule. *Là-bas, nous n'avons plus rien.* »

« Depuis dix ans, les autorités turques n'ont rien fait de concret. S'ils font un pas, on en fera dix »

Ahmet Ören

Un habitant de Makhmour

Selon la presse turque, le ministère de l'intérieur serait prêt à amnistier les militants et à accorder la nationalité turque à tous les enfants nés dans le camp et considérés comme apatrides. « *Il faudra aussi abolir le système des gardiens de villages. Ces miliciens occupent nos terres* », précise le vieil homme. Dans le petit cybercafé voisin, Ahmet Ören ne croit pas trop à un

retour au bercail : « *Depuis dix ans, ils n'ont rien fait de concret : il est difficile d'y croire. Mais s'ils font un pas, on en fera dix* », assure-t-il.

Fixé à Makhmour en 1998 par Saddam Hussein, tout le camp baigne dans le souvenir des années de plomb et le culte des martyrs. Etroitement quadrillé par les cadres du parti, il constitue un vivier inépuisable pour le PKK.

Le comité politique conduit ses hôtes au « *jardin présidentiel* », où chaque 4 avril, pour l'anniversaire d'Öcalan, les enfants viennent planter des arbres. Puis, c'est le musée des martyrs, une vaste pièce dont les murs sont recouverts des portraits des



Au camp de réfugiés de Makhmour, le 10 août, Moustafa Özgün montre la photo de sa femme et de ses enfants tués en 1993 dans le sud-est de la Turquie. CHRISTOPHE PETIT TESSON POUR « LE MONDE »

rebelles tués par l'armée turque. « Ils n'ont pas été tués, ils sont tombés en martyrs », corrige Bahar Kaya, la maire adjointe, une petite femme aux yeux bleus. Chacun désigne un frère, une nièce ou un cousin, parmi les centaines

de jeunes sacrifiés par la guérilla. « Mon oncle a été tué dans son champ, montre Abdullah. Il faut cesser ce massacre. Mais si nous retournons en Turquie sans négocier, ce sera une trahison pour nos martyrs. »

Associations de femmes, sport, musique folklorique... Le maillage social est efficace. Et l'embrigadement commence dès le plus jeune âge, à l'école. « Nous avons

commencé à faire des classes sous les arbres, puis sous des tentes et maintenant dans des écoles que nous avons construites de nos propres mains », répète Zeynep, l'institutrice. C'est en réalité le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) qui a financé les bâtiments. Le PKK, lui, s'est chargé de rédiger les livres scolaires. Sans surprise, le portrait d'Öcalan fait office de page de garde. ■

Guillaume Perrier

Le plan de paix d'Abdullah Öcalan se fait attendre

Après le mauvais temps, le 14 août, c'est une panne du bateau censé conduire, le lendemain, les avocats d'Abdullah Öcalan sur l'île-prison d'Imrali qui a retardé la publication de la feuille de route du dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le plan devrait revendiquer la reconnaissance d'une identité kurde et le retour à la Constitution turque de 1921, de façon à permettre l'autonomie de la région du sud-est de la Turquie. Abdullah Öcalan réclame

des droits linguistiques, culturels et politiques, l'arrêt des opérations de l'armée et le retour des milliers de Kurdes chassés de leurs villages par les violences dans les années 1990. - (Corresp.)

France-Soir
VOTRE GRAND QUOTIDIEN NATIONAL

20 août 2009

Irak - Au moins 95 morts, le chaos à Bagdad

Plusieurs de ces attaques ont visé des ministères et autres bâtiments publics, et interviennent à la suite d'une série d'attentats à Bagdad et dans le nord du pays qui ont nourri les doutes sur la capacité des forces de sécurité irakiennes à se passer de l'aide américaine.

Le gouvernement de Nouri al Maliki a en outre annoncé en août qu'il entendait abattre d'ici quelques semaines les murs de sécurité qui séparent certains quartiers de la ville, une manifestation de confiance mise à mal par ces attaques, à cinq mois des élections nationales prévues en janvier.

Une des explosions a été suffisamment proche du parlement irakien, dans la "zone verte" ultra-sécurisée qui abrite bâtiments publics et ambassades, pour en faire trembler les vitres. Elle s'est produite près du ministère des Affaires étrangères, juste à l'extérieur de la zone fortifiée, et a été causée par un camion piégé, a dit la police. "Les fenêtres du ministère des Affaires étrangères ont volé en éclats, massacrant les personnes à l'intérieur. J'ai pu voir des employés du ministère, des journalistes



et des gardiens parmi les morts", a témoigné une employée, qui s'est présentée sous le nom d'Asia. Des pompiers tentaient d'éteindre l'incendie provoqué sur le site de l'explosion, où s'amoncelaient des véhicules détruits par la déflagration.

Un camion piégé a également causé d'importants dégâts dans le quartier de Waziriya, près du ministère des Finances, faisant au moins trois morts et sept blessés. Un tronçon de route s'est effondré dans ce secteur, a constaté un journaliste de Reuters. Les bureaux du gouverneur de la capitale ont été visés par un tir de mortier, a dit la police.

Le chaos dans la capitale irakienne

Une autre explosion a eu lieu à proximité des bureaux de Reuters dans le quartier de Karrada, dans le centre-ville, et a soufflé portes et fenêtres. Des colonnes de fumée s'élevaient en plusieurs endroits de la capitale.

Dans le quartier de Bayaa, dans le sud de la ville, une bombe a tué au moins deux personnes et fait cinq blessés. Des obus de mortier se sont abattus dans le centre, dans le district de Salhiya, où se trouvent des bases militaires et les bureaux d'une chaîne de télévision nationale.

Au moins un obus de mortier est en outre tombé près du complexe qui abrite les services des Nations unies, dans la

zone verte, selon les services de sécurité du site. Les employés de l'Onu commémoreraient ce mercredi le sixième anniversaire de l'attentat suicide du 19 août 2003, qui avait détruit les bureaux des Nations unies et coûté la vie au représentant de l'institution en Irak, le Brésilien Sergio Vieira de Mello.

La conduite simultanée d'attentats d'une telle ampleur contre les bâtiments publics très protégés est plutôt rare à Bagdad. Les plus violents attentats des deux derniers mois ont essentiellement visé des sites chiïtes, notamment des mosquées, à Bagdad et dans le Nord, où les insurgés tentent d'exploiter le différend entre populations arabes et kurdes. Selon le porte-parole de la sécurité de la capitale, le général Kassim al Moussaoui, les forces irakiennes ont fait échouer une tentative d'attentat à la voiture piégée et arrêté deux membres d'Al Qaïda.

AFP

LE VICE-PREMIER MINISTRE IRAKIEN VA DEVENIR PREMIER MINISTRE DU KURDISTAN

BAGDAD, 20 août 2009 (AFP)

LE CHEF du gouvernement irakien Nouri al-Maliki a accepté la démission du vice-Premier ministre Barham Saleh qui va devenir le nouveau Premier ministre de la région autonome du Kurdistan, a annoncé jeudi le porte-parole du gouvernement Ali al-Dabbagh.

"M. Maliki s'est félicité des relations fraternelles et du travail en commun accompli qui devront servir de base (aux relations futures) avec Barham Saleh dans l'intérêt des Irakiens", a affirmé dans un communiqué le chef du gouvernement.

Lors des élections du 25 juillet, le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a été largement réélu à son poste et les deux grands partis historiques, le PDK et l'UPK, avaient obtenu la majorité absolue au Parlement régional.

Selon un accord entre ces deux partis, c'est au tour de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), dont fait partie Barham Saleh, d'occuper le poste de Premier ministre. Il remplacera Nichervan Barzani qui appartient au Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

Les différends sont nombreux entre M. Maliki et le gouvernement autonome du Kurdistan, notamment sur la répartition des richesses pétrolières et les limites de la région autonome du Kurdistan.

"J'espère que mon passage de Bagdad au Kurdistan, sera une nouvelle opportunité pour servir au mieux les intérêts de notre patrie et ouvrir de nouveaux champs d'action pour faire face aux défis", écrit M. Saleh dans sa lettre de démission.

AFP

TURQUIE : LE PROJET DE RÉFORMES PRO-KURDE DU GOUVERNEMENT FAIT DES REMOUS

ANKARA, 23 août 2009 (AFP)

L'AMBITIEUX projet du gouvernement islamo-conservateur turc d'en finir avec le conflit kurde domine le débat politique turc et divise une société profondément marquée par un quart de siècle de combats armés.

"Le temps est venu pour une solution radicale" afin de mettre fin au conflit, a déclaré le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, indiquant que son gouvernement irait "jusqu'au bout, quelque soit le prix".

Depuis deux semaines, le ministre de l'Intérieur, Besir Atalay, rencontre les représentants de la société civile pour les convaincre d'adhérer à un plan destiné à hâter la réconciliation avec les Kurdes, baptisé "ouverture démocratique", mais qui reste encore très flou.

Il y a 25 ans, le 15 août 1984, des rebelles séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation alors très peu connue, avaient tué deux soldats dans le sud-est, majoritairement peuplé de kurdes.

Depuis le PKK s'est renforcé au fil des années et a été classé terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne. Le conflit a coûté la vie à quelque 45.000 personnes.

Si la guerre a baissé d'intensité depuis les années 90, le conflit kurde continue de peser sur la modernisation de la Turquie et de faire obstacle à sa candidature à l'UE.

Le chef du PKK emprisonné, Abdullah Öcalan, devrait faire parvenir ses propositions de paix au gouvernement via ses avocats, si les autorités pénitentiaires le permettent.

Mais bon nombre de Turcs s'opposent à ce que le gouvernement propose une réconciliation alors que le PKK refuse de déposer les armes.

Le parti Action nationaliste (MHP, opposition) est très critique et a accusé le Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir, de vouloir "diviser" la Turquie par un projet "réclamée par les Américains".

Washington, quittant l'Irak, ne veut plus des rebelles du PKK réfugiés dans les montagnes du nord de ce pays, d'où ils s'infiltrèrent en Turquie voisine, et presse Ankara d'en finir avec eux, affirme le MHP et certains commentateurs de presse.

Le Conseil national de sécurité (MGK), qui regroupe les principaux responsables civils et militaires turcs, a apporté un précieux soutien au gouvernement en recommandant jeudi la poursuite des efforts de paix, soulignant cependant l'importance de l'unité du pays.

Le grand romancier turc d'origine kurde, Yasar Kemal, a de son côté indiqué "respecter toute approche sincère en vue d'arrêter l'effusion de sang et de surmonter le plus grand obstacle devant la démocratie" en Turquie.

L'auteur de "Memed le Faucon", âgé de 86 ans, a été condamné dans le passé pour des écrits dénonçant le traitement de la question kurde par l'Etat.

"Il faut écouter les gens qui ont un poids au sein du peuple kurde. S'il y a moyen d'en finir avec ce conflit qui assombrit notre avenir, il faut le saisir et ne pas le rejeter avant même qu'il soit annoncé", a estimé à l'AFP un responsable gouvernemental sous couvert d'anonymat.

Parmi les initiatives destinées à la réconciliation: renommer des milliers de villages kurdes ayant aujourd'hui des noms turcs, instaurer l'éducation de la langue kurde dans les écoles publiques et supprimer les références à l'appartenance "turque" dans la définition de la nationalité.

Des démarches qui ne font pas l'unanimité au sein d'une nation fatiguée par les combats.

"Ne pas écouter les réactions du peuple concernant cette +ouverture+ peut faire échouer ce projet à ses débuts", estime Emre Kongar, un éminent sociologue dans le journal Cumhuriyet.

Il exhorte le gouvernement à faire en sorte que son projet soit un élément catalyseur au sein de la société et non de discorde.

AFP

IRAN: 26 REBELLES KURDES TUÉS PAR LES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION

TEHERAN, 23 août 2009 (AFP)

LES GARDIENS de la révolution ont tué 26 rebelles kurdes lors d'une opération dans le nord-ouest de l'Iran, a déclaré un commandant de cette unité d'élite du régime iranien, cité dimanche par l'agence Fars.

"Vingt-six agents (rebelles) ont été tués lors d'une opération pour nettoyer les provinces d'Azerbaïdjan et du Kurdistan des groupes contre-révolution-

naires et terroristes", a déclaré Mohammad Pakpoor (BIEN Pakpoor), présenté par l'agence comme le chef des opérations terrestres des Gardiens. Fars ne précise pas quand a eu lieu cette opération, ni combien de temps elle a duré.

M. Pakpoor affirme que l'opération a infligé un "important revers" au Parti pour une vie libre au Kurdistan (Pejak) et à d'autres mouvements rebelles. Il promet en outre d'autres "coups de filet contre les instigateurs de l'insécurité commandés par les contre-révolutionnaires étrangers ou de l'intérieur" de l'Iran.

Les militants du Pejak, un mouvement lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), actif en Turquie, ont mené ces dernières années de nombreuses opérations armées dans les régions kurdes du nord-ouest de l'Iran.

IRAQ ENDGAME

By George Friedman

Though the Iraq war is certainly not over, it has reached a crossroads. During the course of the war, about 40 countries sent troops to fight in what was called “Multi-National Force-Iraq.” As of this summer, only one foreign country’s fighting forces remain in Iraq — those of the United States. A name change in January 2010 will reflect the new reality, when the term “Multi-National Force-Iraq” will be changed to “United States Forces-Iraq.” If there is an endgame in Iraq, we are now in it.

The plan that U.S. President Barack Obama inherited from former President George W. Bush called for coalition forces to help create a viable Iraqi national military and security force that would maintain the Baghdad government’s authority and Iraq’s territorial cohesion and integrity. In the meantime, the major factions in Iraq would devise a regime in which all factions would participate and be satisfied that their factional interests were protected. While this was going on, the United States would systematically reduce its presence in Iraq until around the summer of 2010, when the last U.S. forces would leave.

Two provisos qualified this plan. The first was that the plan depended on the reality on the ground for its timeline. The second was the possibility that some residual force would remain in Iraq to guarantee the agreements made between factions, until they matured and solidified into a self-sustaining regime. Aside from minor tinkering with the timeline, the Obama administration — guided by Defense Secretary Robert Gates, whom Bush appointed and Obama retained — has followed the Bush plan faithfully.

The moment of truth for the U.S. plan is now approaching. The United States still has substantial forces in Iraq. There is a coalition government in Baghdad dominated by Shia (a reasonable situation, since the Shia comprise the largest segment of the population of Iraq). Iraqi security forces are far from world-class, and will continue to struggle in asserting themselves in Iraq. As we move into the endgame, internal and external forces are re-examining power-sharing deals, with some trying to disrupt the entire process.

There are two foci for this disruption. The first concerns the Arab-Kurdish struggle over Kirkuk. The second concerns threats to Iran’s national security.

THE KURDISH QUESTION

Fighting continues in the Kirkuk region, where the Arabs and Kurds have a major issue to battle over: oil. The Kirkuk region is one of two major oil-producing regions in Iraq (the other is in the Shiite-dominated south). Whoever controls Kirkuk is in a position to extract a substantial amount of wealth from the surrounding region’s oil development. There are historical ethnic issues in play here, but the real issue is money. Iraqi central government laws on energy development remain unclear, precisely because there is no practical agreement on the degree to which the central government will control — and benefit — from oil development as opposed to the Kurdish Regional Government. Both Kurdish and Arab factions thus continue to jockey for control of the key city of Kirkuk.

Arab, particularly Sunni Arab, retention of control over Kirkuk



opens the door for an expansion of Sunni Arab power into Iraqi Kurdistan. By contrast, Kurdish control of Kirkuk shuts down the Sunni threat to Iraqi Kurdish autonomy and cuts Sunni access to oil revenues from any route other than the Shiite-controlled central government. If the Sunnis get shut out of Kirkuk, they are on the road to marginalization by their bitter enemies — the Kurds and the Shia. Thus, from the Sunni point of view, the battle for Kirkuk is the battle for the Sunni place at the Iraqi table.

Turkey further complicates the situation in Iraq. Currently embedded in constitutional and political thinking in Iraq is the idea that the Kurds would not be independent, but could enjoy a high degree of autonomy. Couple autonomy with the financial benefits of heavy oil development and the Kurdish autonomous region of Iraq becomes a powerful entity. Add to that the peshmerga, the Kurdish independent military forces that have had U.S. patronage since the 1990s, and an autonomous Kurdistan becomes a substantial regional force. And this is not something Turkey wants to see.

The broader Kurdish region is divided among four countries, Turkey, Iraq, Iran and Syria. The Kurds have a substantial presence in southeastern Turkey, where Ankara is engaged in a low-intensity war with the Kurdistan Workers’ Party (PKK), members of which have taken refuge in northern Iraq. Turkey’s current government has adopted a much more nuanced approach in dealing with the Kurdish question. This has involved coupling the traditional military threats with guarantees of political and economic security to the Iraqi Kurds as long as the Iraqi Kurdish leadership abides by Turkish demands not to press the Kirkuk issue.

Still, whatever the constitutional and political arrangements between Iraqi Kurds and Iraq’s central government, or between Iraqi Kurds and the Turkish government, the Iraqi Kurds have a nationalist imperative. The Turkish expectation is that over the long haul, a wealthy and powerful Iraqi Kurdish autonomous region could slip out of Baghdad’s control and become a center of Kurdish nationalism. Put another way, no matter what the Iraqi Kurds say now about cooperating with Turkey regarding the PKK, over the long run, they still have an interest in underwriting a broader Kurdish nationalism that will strike directly at Turkish national interests.

The degree to which Sunni activity in northern Iraq is coordinated with Turkish intelligence is unknown to us. The Sunnis are quite capable of waging this battle on their own. But the Turks are not disinterested bystanders, and already support local Turkmen in the Kirkuk region to counter the Iraqi Kurds. The Turks want to see Kurdish economic power and military power limited, and as such they are inherently in favor of the Shiite-dominated Baghdad government. The stronger Baghdad is, the weaker the Kurds will be.

Baghdad understands something critical: While the Kurds may be a significant fighting force in Iraq, they can’t possibly stand up to the Turkish army. More broadly, Iraq as a whole can’t stand up to the Turkish army. We are entering a period in which a significant strategic threat to Turkey from Iraq could potentially mean Turkish

countermeasures. Iraqi memories of Turkish domination during the Ottoman Empire are not pleasant. Therefore, Iraq will be very careful not to cross any redline with the Turks.

This places the United States in a difficult position. Washington has supported the Kurds in Iraq ever since Operation Desert Storm. Through the last decade of the Saddam regime, U.S. special operations forces helped create a de facto autonomous region in Kurdistan. Washington and the Kurds have a long and bumpy history, now complicated by substantial private U.S. investment in Iraqi Kurdistan for the development of oil resources. Iraqi Kurdish and U.S. interests are strongly intertwined, and Washington would rather not see Iraqi Kurdistan swallowed up by arrangements in Baghdad that undermine current U.S. interests and past U.S. promises.

On the other hand, the U.S. relationship with Turkey is one of Washington's most important. Whether the question at hand is Iran, the Caucasus, the Balkans, Central Asia, the Arab-Israeli conflict, Afghanistan, Russia or Iraq, the Turks have a role. Given the status of U.S. power in the region, alienating Turkey is not an option. And the United States must remember that for Turkey, Kurdish power in Iraq and Turkey's desired role in developing Iraqi oil are issues of fundamental national importance.

Now left alone to play out this endgame, the United States must figure out a way to finesse the Kurdish issue. In one sense, it doesn't matter. Turkey has the power ultimately to redefine whatever institutional relationships the United States leaves behind in Iraq. But for Turkey, the sooner Washington hands over this responsibility, the better. The longer the Turks wait, the stronger the Kurds might become and the more destabilizing their actions could be to Turkey. Best of all, if Turkey can assert its influence now, which it has already begun to do, it doesn't have to be branded as the villain.

All Turkey needs to do is make sure that the United States doesn't intervene decisively against the Iraqi Sunnis in the battle over Kirkuk in honor of Washington's commitment to the Kurds.

In any case, the United States doesn't want to intervene against Iraq's Sunnis again. In protecting Sunni Arab interests, the Americans have already been sidestepping any measures to organize a census and follow through with a constitutional mandate to hold a referendum in Kirkuk. For the United States, a strong Sunni community is the necessary counterweight to the Iraqi Shia since, over the long haul, it is not clear how a Shiite-dominated government will relate to Iran.

THE SHIITE QUESTION

The Shiite-dominated government led by Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki is no puppet of Iran, but at the same time, it is not Iran's enemy. As matters develop in Iraq, Iran remains the ultimate guarantor of Shiite interests. And Iranian support might not flow directly to the current Iraqi government, but to al-Maliki's opponents within the Shiite community who have closer ties to Tehran. It is not clear whether Iranian militant networks in Iraq have been broken, or are simply lying low. But it is clear that Iran still has levers in place with which it could destabilize the Shiite community or rivals of the Iraqi Shia if it so desired.

Therefore, the United States has a vested interest in building up the Iraqi Sunni community before it leaves. And from an economic point of view, that means giving the Sunnis access to oil revenue as well as a guarantee of control over that revenue after the United States leaves.

With the tempo of attacks picking up as U.S. forces draw down, Iraq's Sunni community is evidently not satisfied with the current security and political arrangements in Iraq. Attacks are on the upswing in the northern areas — where remnants of al Qaeda in Iraq

continue to operate in Mosul — as well as in central Iraq in and around Baghdad. The foreign jihadists in Iraq hope such attacks will trigger a massive response from the Shiite community, thus plunging Iraq back into civil war. But the foreign jihadists would not be able to operate without some level of support from the local Sunni community. This broader community wants to make sure that the Shia and Americans don't forget what the Sunnis are capable of should their political, economic and security interests fall by the wayside as the Americans withdraw.

Neither the Iraqi Sunnis nor the Kurds really want the Americans to leave. Neither trust that the intentions or guarantees of the Shiite-dominated government. Iraq lacks a tradition of respect for government institutions and agreements; a piece of paper is just that. Instead, the Sunnis and Kurds see the United States as the only force that can guarantee their interests. Ironically, the United States is now seen as the only real honest broker in Iraq.

But the United States is an honest broker with severe conflicts of interest. Satisfying both Sunni and Kurdish interests is possible only under three conditions. The first is that Washington exercise a substantial degree of control over the Shiite administration of the country — and particularly over energy laws — for a long period of time. The second is that the United States give significant guarantees to Turkey that the Kurds will not extend their nationalist campaign to Turkey, even if they are permitted to extend it to Iran in a bid to destabilize the Iranian regime. The third is that success in the first two conditions not force Iran into a position where it sees its own national security at risk, and so responds by destabilizing Baghdad — and with it, the entire foundation of the national settlement in Iraq negotiated by the United States.

The American strategy in this matter has been primarily tactical. Wanting to leave, it has promised everyone everything. That is not a bad strategy in the short run, but at a certain point, everyone adds up the promises and realizes that they can't all be kept, either because they are contradictory or because there is no force to guarantee them. Boiled down, this leaves the United States with two strategic options.

First, the United States can leave a residual force of about 20,000 troops in Iraq to guarantee Sunni and Kurdish interests, to protect Turkish interests, etc. The price of pursuing this option is that it leaves Iran facing a nightmare scenario: e.g., the potential re-emergence of a powerful Iraq and the recurrence down the road of the age-old conflict between Persia and Mesopotamia — with the added possibility of a division of American troops supporting their foes. This would pose an existential threat to Iran, forcing Tehran to use covert means to destabilize Iraq that would take advantage of a minimal, widely dispersed U.S. force vulnerable to local violence.

Second, the United States could withdraw and allow Iraq to become a cockpit for competition among neighboring countries: Turkey, Iran, Saudi Arabia, Syria — and ultimately major regional powers like Russia. While chaos in Iraq is not inherently inconsistent with U.S. interests, it is highly unpredictable, meaning the United States could be pulled back into Iraq at the least opportune time and place.

The first option is attractive, but its major weakness is the uncertainty created by Iran. With Iran in the picture, a residual force is as much a hostage as a guarantor of Sunni and Kurdish interests. With Iran out of the picture, the residual U.S. force could be smaller and would be more secure. Eliminate the Iran problem completely, and the picture for all players becomes safer and more secure. But eliminating Iran from the equation is not an option — Iran most assuredly gets a vote in this endgame.

Healing Poisoned Souls in Turkey PEACE PROCESS RAISES HOPES OF END TO KURDISH CONFLICT

By Daniel Steinvorth

Twenty-five years and 40,000 deaths after the PKK began its struggle against the Turkish army, there is now a historic opportunity to end the conflict. But there are fears Turkish ultranationalists and Kurdish hardliners may try to sabotage the peace process.

An oppressive heat hangs over the Makhmur refugee camp in northern Iraq. A light sandstorm has darkened the sky and emptied the narrow streets. A tall young Kurdish woman with gaunt facial features, who calls herself Kewzer, is sitting in the cool interior of a mud hut. A dignified man wearing Turkish trousers and a black-and-white headscarf is sitting next to her. The two are watching a satellite television program from their old homeland. It's a Turkish program.

It is Tuesday of last week, and a speech given by Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan is being broadcast live from the parliament building in Ankara. "Turks and Kurds are brothers," the man on the screen declares. "We finally want to resolve our differences. Our mothers have shed too many tears." Kewzer frowns. "Nothing but propaganda," says the 28-year-old. "We've heard this sort of thing too many times already." The old Kurdish man agrees. "The Turks are under international pressure, and that's why they are making new promises to us. But they won't keep them. They've never kept their promises."

For the refugees in northern Iraq, who have spent their entire lives viewing the Turkish state as their enemy, it is hard to believe the developments currently unfolding hundreds of kilometers away in Ankara. Recently, Turkish officials there have not only begun talking about, but are also talking with, the Kurds. Even Turkey's public enemy No. 1, Abdullah Öcalan, the leader of the banned Kurdistan Workers' Party, or PKK, has weighed in on an increasingly effective peace process.

'Our Souls Are Poisoned'

The shift has yet to reach Makhmur, a forlorn Iraqi desert city between Mosul and Kirkuk, with little to offer besides drilling towers and scorpions. The refugee camp on the city's outskirts is home to 12,000 Turkish Kurds. Few people in Europe have ever heard of



This 2006 file photo shows PKK guerrillas conducting military exercises in the mountains of northern Iraq's Kurdish autonomous region. The Turkish government is preparing a plan to safely bring Kurdish refugees back to Turkey, as well as to reward with an amnesty those PKK members who renounce violence.

Makhmur, but in Turkey the camp is a mark of shame, the symbol of a conflict between ethnic Kurds and Turks that has gone unresolved for decades.

Those who have ended up here -- like Kewzer -- are bitter foes of the Turkish state. Fourteen years ago, Kewzer left the city on the Turkish-Iraqi border where she had grown up, a stronghold of the banned PKK. Tanks rolled through the streets while soldiers stormed into houses and arrested PKK sympathizers. The war between the Kurdish separatist movement and the Turkish army, which claimed about 40,000 lives between 1984 and 2009, had reached its climax. Kurdish writer Yasar Kemal described the period as a time in which all sense of humanity became rotten. "Our souls are poisoned," he wrote.

Kewzer fled with her family to the Kandil Mountains in northern Iraq, where Turkish fighter jets shelled Kurdish positions until a few months ago. The refugee camps were also forced to relocate several times. In 1998, Kewzer arrived in Makhmur, which at the time was still controlled by the forces of then-Iraqi dictator Saddam Hussein.

Kewzer has only ever truly trusted one man, whose portrait she, like most residents of Makhmur, has hanging on her wall, and whose likeness the refugees have pasted onto their house doors or wear on their wrist watches: Abdullah Öcalan, affectionately nicknamed "Apo" by his supporters.

Renouncing Violence

These overt sympathies for Öcalan have earned Makhmur the reputation of being a training camp for the PKK. The Turkish intelligence agency MIT describes the refugee camp as a hotbed of terror. Yielding to Turkish pressure, American and Iraqi security forces searched the camp for weapons in 2007, but found nothing.

"Makhmur is not a terrorist camp, but a perfectly normally refugee camp, which is supervised by the United Nations," says Barzan Sayeed Kaka, an Iraqi Kurd and the mayor of Makhmur. But the Iraqi Kurds' solidarity with their brothers and sisters from the north has its limits. They have refused to grant the Turkish refugees Iraqi citizenship. To avoid jeopardizing the new rapprochement between Iraq and Turkey, the Iraqi Kurds want to see the refugees return to their homeland as soon as possible. This is precisely the issue now being discussed in Ankara, where the Turkish government is preparing a plan to safely bring the Kurdish refugees back to Turkey, as well as to reward with an amnesty those PKK members who renounce violence.

Although the residents of Makhmur find it hard to believe that actions will follow Erdogan's solemn words of reconciliation, the signs of a change in policy are clearer than ever before.

At the beginning of the year, the Turkish prime minister launched TRT6, a

government-run television station that broadcasts its programs in the Kurdish language. In February, Turkish investigators began, at the government's behest, to search for the bodies of murdered Kurds in southeastern Turkey, in an effort to finally clear up the killings of PKK sympathizers in massacres that took place many years ago.

The Man from Imrali

In March, Turkish President Abdullah Gül made headlines when, during a flight to Iraq, he uttered the word "Kurdistan" -- an act normally considered a punishable offence in Turkey. And in May he went a step further by pointing to what he called a "historic opportunity" to resolve the Kurdish problem.

And then, two weeks ago, probably the most significant step took place: a meeting between Erdogan and Ahmet Türk, the chairman of the pro-Kurdish Democratic Society Party. For years, Erdogan had refused to meet with politicians aligned with the PKK. "Our hopes for peace have grown after this conversation," the prime minister said afterwards.

Until now, snubbing the DTP in public was as much a part of Turkish political etiquette as the iron rule of never mentioning Kurdish leader Abdullah Öcalan by name. And when the talk did turn to Turkey's most pro-

minent prisoner, officials preferred to refer to him as the man from Imrali, the prison island near Istanbul where Öcalan is the only inmate. News from Imrali has a particularly explosive effect on Turks and Kurds alike. Reports last year that the PKK leader was being tortured sent tens of thousands of Kurdish youths into the streets in southeastern Turkey.

The most recent news from the island is also likely to trigger strong reactions. According to his attorneys, Öcalan will unveil a plan this week to solve the Kurdish question. The timing is carefully chosen. Twenty-five years after his organization's first attack on Turkish military installations and the beginning of the armed conflict, his attorneys announced, the PKK leader's only remaining wish is to make peace. Offers have also emerged from the Kandil Mountains, where the skeptical refugees live. Murat Karayılan, the commander of the roughly 2,500 PKK fighters still in action, has decided to pursue peace. "It is time to end the war," he says.

Sabotaging Rapprochement

The movement taking shape on the Kurdish question can be felt across the entire political spectrum in Turkey. Ertugrul Özkök, the editor-in-chief of the pro-military, mass-circulation news-

paper Hürriyet, praises "Apo's" new policy as being a helpful step toward ending the Kurdish conflict. Even the army has refrained from criticizing the government's efforts to ease tensions.

Erdogan's concern that the man from Imrali, of all people, could steal the show, was probably the deciding factor in prompting his administration to push for rapid reforms.

The next steps would be downright revolutionary for a country that has spent decades trying to homogenize its population: "Turkicized" villages could get their Kurdish names back, Kurdish language courses could be expanded, and even the article in the Turkish constitution that defines all citizens as "Turks" could be amended.

The resistance to the changes is coming from the expected corners, namely the MHP, an extremist right-wing opposition party, and other nationalists who castigate Erdogan's plan for the Kurds as "traitorous." Kurdish hardliners unwilling to abandon their old enmities are also resistant. Meanwhile, there are those in Ankara who fear that a single serious terrorist attack could sabotage the painstakingly crafted rapprochement.

But if the peace process does prevail, even the skeptics in Makhmur could be won over.

The Washington Post

AUGUST 18, 2009

U.S. command wants GIs near Kurdish areas

Ernesto Londono, Washington Post

Baghdad --The top U.S. commander in Iraq announced Monday that he would like to station American troops along disputed areas in northern Iraq to build rapport between Iraqi government troops and those under the command of the autonomous Kurdish government.

Gen. Ray Odierno said Prime Minister Nouri al-Maliki, Kurdish officials and provincial officials have been receptive to the idea, which could be implemented this fall.

The plan comes amid rising violence in northern Iraq's disputed areas, which has heightened tension between the Baghdad government and Kurdish officials. Scores of Iraqis have been killed in bombings in the region in recent weeks.

U.S. and Iraqi officials say Sunni extremists are exploiting the friction between Kurds and Arabs along the disputed areas to consolidate their foothold in northern Iraq.

The deployment of U.S. troops to disputed areas would be a temporary "confidence building measure," Odierno said. It would mark a departure from the withdrawal plan outlined in the security agreement, which called for the pullout of U.S. troops from populated areas by June 30.

Several villages in the disputed areas are patrolled by the peshmerga, the Kurdish government's militia, even though they are nominally outside the autonomous region.

Iraqi army soldiers and peshmerga troops have come close to armed conflict in recent months as Baghdad officials have



deployed more troops to the north to curb Kurdish expansion.

Meanwhile, the Iraqi government announced Monday that it intends to let voters decide in January whether the departure of U.S. troops should be accelerated.

Al-Maliki's cabinet is submitting a draft law to parliament asking it to authorize and fund a referendum on the bilateral agreement that regulates the presence of U.S. troops, the government announced. The referendum would be held during January's national election.

U.S. officials have quietly lobbied the Iraqi government to suspend plans to hold the referendum, because they're all but certain voters would annul the agreement.

Turkey's military backs efforts to raise Kurds' rights; opposes negotiations with rebels

AP Associated Press

August 25, 2009 By SUZAN FRASER, Associated Press

ANKARA, Turkey's military indicated Tuesday that it would back government efforts to grant more rights to Kurds and improve the economy of their region.

The military, however, drew the line at moves that would involve negotiating with Kurdish rebels, harm Turkey's unity or make Kurdish an official language.

Turkey's government is seeking nationwide support for yet to be announced plans to end the country's 25-year-old conflict with the rebels.

Opposition parties have strongly criticized those efforts, accusing the government of making concessions to terrorists and warning that the moves could break up the country along ethnic lines. They also accused the military of being party to those actions after a National Security Council meeting last month recommended that the government pursue its peace efforts.

In a statement posted on its Web site, Gen. Ilker Basbug, the military chief of staff, responded to the criticism saying the army would maintain its drive against the rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK.

In the first direct military statement on the government's plans, Basbug also said the military would refuse to be "involved in any activity that could lead to forging contacts with the terrorist organization or its supporters."

"Turkey, with its state ... and nation is an indivisible whole. Its language is Turkish," it said quoting from the Constitution, indicating that it would not back any moves that would make Kurdish one of the country's official languages.

cial languages.

The government is trying to build public consensus for a deal that would lead to an end to the conflict that has killed tens of thousands of people since 1984. It has sounded out pro-Kurdish politicians, trade unions, journalists and relatives of soldiers killed in the fighting in the past few weeks.

The government has not provided any details of a peace initiative. Lawmakers from Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's ruling party have suggested, however, that the government could rename thousands of Kurdish villages that have Turkish names and expand Kurdish language education.

The question of how to persuade thousands of rebels to give up their weapons remains in deep dispute. PKK demands include amnesty for its top leaders, but such a deal would infuriate many Turks.

Imprisoned Kurdish rebel leader, Abdullah Ocalan, was expected to reveal his own plan for peace through his lawyers soon.

Fighting between troops and the PKK has died down since the 1990s, but the Kurdish conflict remains a drag on Turkey's economy and an obstacle to the country's joining the European Union.

Turkey has taken some steps to assimilate Kurds, who account for about 20 percent of the population. In January, it launched the first 24-hour Kurdish-language television station, and Erdogan spoke a few words in the once-banned tongue.

Rebels initially sought a separate state, but their political platform has evolved to demands for more cultural and democratic rights.

INTERNATIONAL
Herald Tribune AUGUST 25, 2009

Shiite alliance squeezes Iraqi leader

BAGHDAD

Maliki's refusal to join new party heralds start of contentious campaign

BY STEVEN LEE MYERS

Iraq's Shiite political leaders gathered in a sweltering hotel ballroom here Monday and announced a new alliance, a new name and a new platform. Absent was the country's most prominent Shiite political leader, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki.

The creation of the alliance — which includes a former prime minister, a sitting vice president and other government ministers past and present — represented the opening of an election campaign that is quite likely to be as contentious as it is decisive in shaping the kind of country that will emerge after the final withdrawal of American forces.

Mr. Maliki's refusal to join the alliance, after weeks of negotiations, intensified a bitter political struggle over the leadership of the country's largest sect before parliamentary elections scheduled for January. It reflected Iraq's

deeply fractured politics, as well as dueling efforts by the United States and Iran to influence them.

The creation of a Shiite alliance without him made it clear that Mr. Maliki, the prime minister since 2006, had not yet secured the support of his most important bloc of voters, raising questions about whether he can be safely assured of winning a second term as prime minister.

"He should bear in mind that he is one man among many in Iraq," Abdul Jabbar Ahmed, a professor of political science at Baghdad University, said on the sidelines of the meeting Monday.

At the same time, Mr. Maliki's absence left the new alliance without the support of a leader who remains generally popular, though his standing has suffered with a rise in violence recently, including the devastating attacks last week on two government ministries that killed about 100 people.

American officials have quietly urged Mr. Maliki to broaden his own base and run as a national leader beholden neither solely to his sect nor to Iran. His refusal to join the new alliance, at least for now, appeared to reflect a pragmatic political calculation as much as an ideological stand, however.

In the negotiations, his aides insisted that he become the alliance's candidate for prime minister and that his Dawa party receive an assured number of seats in the new Parliament. He was rebuffed, said officials involved in the negotiations.

"We're not ready to talk at this time about these delicate questions," said Qassim Daoud, an independent Shiite member of Parliament and a former national security adviser who joined the new alliance.

Who exactly might lead the alliance in Mr. Maliki's absence remained unstated, though two clear candidates are a former prime minister, Ibrahim al-Jaafari, and Vice President Adel Abdul Mahdi, who represents the Islamic Supreme Council of Iraq. Both are fierce rivals of Mr. Maliki's and, previously at least, of each other. Dr. Jaffari, a physician who served as prime minister in 2005 and 2006, made his aspirations clear.

"I always say I am not looking for any government post," he said in an interview as the meeting broke up, "but if the Iraqi people wanted it, I would not let them down."

He and other leaders sought to portray their coalition — called the Iraqi National Alliance — as nonsectarian. It included

two small Sunni groups, one led by a leader of the Sunni Awakening in Anbar, and a Turkmen party, but no Kurds.

Nearly 40 new members in all stood, sweating, on a dais at the Babylon Hotel as speaker after speaker appealed for unity. They included men dressed in suits and others in robes. There were also five women — all in the back row — three covered in Islamic scarves, two not.

Another prominent member was Ahmad Chalabi, the chairman of the largely secular Iraqi National Congress, who was influential among conservatives in Washington advocating the U.S. invasion of Iraq in 2003 and who has since drawn closer to Iran.

The alliance reflected the sway of Iran, whose diplomats openly lobbied to revive a Shiite electoral bloc that would dominate the government and deepen ties with Iraq's Shiite neighbor.

Two of the new alliance's leaders even reside in Iran: Abdul Aziz al-Hakim, the founder of the Islamic Supreme Council of Iraq, who is being treated for lung cancer and was hospitalized in Tehran on Monday, and Moktada al-Sadr, the fiercely anti-American cleric who is in self-exile in Iran undergoing religious studies. Mr. Maliki's failure to join up suggested that Iran's influence might have its limits.

The alliance seeks to replace the United Iraqi Alliance, the Shiite-dominated bloc that won control of Parliament in elections in 2005 but unraveled once in power. Mr. Maliki, who emerged as a compromise prime minister in the political turmoil, has since consolidated power and sought to expand his political appeal, especially after an increase in American troops in 2007 significantly reduced violence from the bloodiest height of ethnic and sectarian conflict.

In provincial elections this year, Mr. Maliki led an electoral bloc called State of Law, which appealed to voters by emphasizing security over identity. It won the largest number of seats in most of the southern, largely Shiite provinces, and an outright majority in Baghdad and Basra, dealing a blow to the Islamic Supreme Council of Iraq. It remains to be seen whether Mr. Maliki can repeat that result on the national level.

The alliance's "guiding principles" included appeals for unity, for the Constitution and for peaceful co-existence among Iraq's myriad peoples. It also included provisions with a more sectarian cast, like respect for the directives of the Shiite religious authorities in Najaf and the patronage of culture and arts "in accordance with religious and moral values."

Iraq accuses Damascus of sheltering insurgents

BAGHDAD

BY MARC SANTORA

The Iraqi government demanded on Tuesday that Syria hand over two men it accused of helping organize deadly bombings last week in the heart of Baghdad, heightening tensions between the neighboring countries as Iraqi officials were working to reassure the public that they were in control of the security situation.

Unease pervaded the capital, where a decree to remove the blast walls that line many of the city's main thoroughfares has been suspended and searches at checkpoints in and out of the capital have been stepped up. Trucks bringing fuel into the city Tuesday were frequently stopped and turned back, leading to long lines at gas stations.

Iraq recalled its ambassador from Damascus for consultations and accused Syria of providing a safe haven for insurgents. Syria, in turn, called its ambassador in Iraq back home Tuesday evening.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki issued a harsh statement Tuesday that, while not mentioning Syria by name, will probably further inflame the tensions between the two countries. He said the bombings that left roughly 100 people dead and hundreds wounded were "not the product of local planning."

"There are other countries and governments behind it," he added. "Neighboring countries should behave like good neighbors because it is not hard for us to do the same things they did."

The increasingly harsh rhetoric coming from Baghdad could complicate the delicate efforts of the Obama administration to establish a better relationship with Syria since one of the key areas of friction has been regional security.

Iraq and Syria have longstanding grudges that go back to the foundation of the Baath Party and Saddam Hussein's regime. All diplomatic ties between the countries were severed in 1982 and diplomatic relations were re-established only in 2006.

Baghdad's accusations Tuesday were among the harshest since then. Ali al-Dabagh, a government spokesman, asserted that two men who took part in

the bombings, Mohammed Yonis al-Ahmed and Sattam Farhan, were free in Syria and demanded that they be apprehended and extradited.

"We also demand that Syria hand over every person wanted for committing murders and crimes against Iraqis and to kick out all terrorist organizations that use Syria as a base to launch and plan such operations against the Iraqi people," he said in a statement.

Syrian officials in Baghdad could not be reached for comment. The U.S. Embassy also had no comment.

As Iraq focused on foreign involvement, an insurgent group linked to Al Qaeda, the Islamic State of Iraq, posted a statement on the Internet claiming it carried out the bombings. Calling the government "an agent of Iran," it seemed designed to stir sectarian tensions.

During the height of the violence in Iraq in 2006 and 2007, Iraqi and American security officials believed that Baathists and elements of Al Qaeda worked together at times. Those links, Iraqi security officials said, have frayed in recent years.

An Iraqi intelligence official, who has been briefed on the bombing investigation but was not authorized to speak to the media, said that the situation was complicated because they had indications that Iraqi politicians might have been involved. "From our intelligence analysis, the attacks of last Wednesday were not simply Al Qaeda or Baathists," the official said. "There is a bigger hand in these attacks."

Rarely is there any firm evidence about who is responsible for major attacks in Baghdad. The government will routinely play heavily edited videotaped confessions from those they contend took part in attacks, but the statements are impossible to verify.

The best indication of who is behind major attacks, say American and Iraqi officials, is the nature of an attack itself. The bombings last week bore the hallmarks of Al Qaeda because they were large, simultaneous explosions and resembled the bombing of the United Nations headquarters in Baghdad six years ago.

In addition, Iraqi and American officials repeatedly note the role neighboring countries, particularly Iran and Syria, continue to play in the violence in Iraq — a charge both countries deny. As accusations about those responsible for the bombings last week continued to swirl, insurgents continued to stage smaller attacks Tuesday.

The mayor of Baghdad's convoy was targeted by a bomb and five people were wounded, but he was unharmed. Another bomb in the center of Baghdad later in the day wounded four civilians. A cleric was wounded at a mosque in Mosul and the Iraqi Army said it arrested 16 gunmen in connection with the incident.

A short while later, police officers at a checkpoint were attacked and two were killed.

"There are other countries and governments behind it."



Mourners at a condolence hall in Baghdad on Wednesday paying respects to Abdul Aziz al-Hakim, leader of a major political party.

A top Iraqi Shiite dies in Iran

BAGHDAD

Hakim, who supported U.S. invasion, played key role in Baghdad's politics

BY MARC SANTORA

One of the towering figures of post-Saddam Hussein Iraq, Abdul Aziz al-Hakim, a Shiite who had longstanding ties with Iran but was also a supporter of the U.S. invasion, died Wednesday.

His death from cancer at 59 was a blow to the political group he led, the Supreme Iraqi Islamic Council, which emerged from the war as the country's dominant political party. But it has steadily lost support over the past year, and this week it announced an alliance with the party loyal to the scion of another revered Shiite family, the firebrand cleric Moktada al-Sadr.

Still, Supreme Council members hold positions atop important ministries and in Parliament. The group runs charitable organizations, libraries and schools and has a large network of support that stretches back to when Mr. Hakim's father, Grand Ayatollah Mohsen al-Hakim, was one of the top Shiite spiritual leaders in the world. The party has also played a vital role in the country's stability since its militia, the Badr Brigades, was absorbed into the government's security apparatus.

His close ties to Iran were underscored by the news that he died in a hospital in Tehran and that the first public viewing of his body would be held there, before being transported to Baghdad on Thursday and then to the holy city of Najaf for burial.

In a sign of the respect he was accorded, Iraqi state television was filled with tributes to him, and leading Iraqi and

American figures issued statements of praise.

"Mr. Hakim was a great brother and a strong supporter during the phase of fighting the former regime, and a keystone in the process of building the new Iraq," Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki said. "His departure at this sensitive stage of our life is a huge loss for Iraq."

The U.S. ambassador, Christopher R. Hill, and the commander of U.S. forces in Iraq, Gen. Ray Odierno, issued a joint statement praising his "courage and fortitude" in "building a new Iraq."

For many Shiites in Iraq, Mr. Hakim, who fled the country in 1982, embodied their resistance and suffering. While in exile in Iran he helped establish the organization that he would go on to lead, then called the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. The chief aim of the group was to topple Saddam Hussein.

Mr. Hakim led the group's militia and fought on the side of Iran in the eight-year war with Iraq. During that time, six of his seven brothers remaining in Iraq were executed. That history of insurgency won him the backing of Americans after the invasion, but it also caused many Sunnis to view him and his party warily.

Shortly after the U.S.-led invasion in 2003, Mr. Hakim's surviving brother was assassinated by Sunni insurgents in a car bombing in Najaf. It was at that time that Mr. Hakim assumed control of the organization.

The group changed its name in May 2007, dropping the word "revolution" as part of a bid to reduce perceptions of heavy Iranian influence.

Mr. Hakim's son, Ammar al-Hakim, has been groomed for months to take his father's place. It remains to be seen if he can command the same respect of his father and halt the slide of the



MUSHTAQ MUHAMMAD/REUTERS

Six of Mr. Hakim's brothers were executed under Saddam Hussein's rule.

party's political standing.

Mr. Maliki, who did not join the new alliance between Mr. Sadr's loyalists and the Supreme Iraqi Islamic Council, is working to build a coalition of his own. His list of candidates did well in provincial elections this year, which was widely seen as a rebuke to the overtly religious campaign themes of both Mr. Hakim's party and the Sadrists.

Mr. Hakim's influence could be seen as recently as February, when a plan by leading politicians to try to oust Mr. Maliki was scuttled because Mr. Hakim would not offer his support, according to a coming article in the magazine *The National Interest* by Kenneth M. Pollack. Mr. Hakim objected because he felt it would look like the politicians were trying to overturn the will of the people, Mr. Pollack reports.

Riyadh Mohammed contributed reporting.

TURQUIE

Un printemps kurde

nature à faire monter la tension dans le pays porteront une lourde responsabilité. Je suis certain que l'Histoire les jugera très sévèrement."

RADIKAL (extraits)
Istanbul

Désormais, en Turquie, même les sujets les plus tabous ont perdu leur immunité. Tous les aspects de la question kurde auront bientôt été abordés et auront fait l'objet de toutes sortes de réflexions. L'"ouverture kurde" en Turquie en ce mois d'août 2009 ressemble d'une certaine façon à la campagne des Cent Fleurs qui eut lieu en Chine en 1957, au cours de laquelle les intellectuels furent autorisés à critiquer le régime. Certes, cette campagne s'acheva tragiquement par une répression féroce, mais elle restera dans l'Histoire comme le "printemps chinois".

LE GOUVERNEMENT CONDUIT CE PROCESSUS D'OUVERTURE

Que ce genre de phénomène se produise en Turquie n'est pas habituel. Pour autant, l'utilité de ce "printemps kurde" qui se déroule sans accrocs est indiscutable. Posez-vous simplement cette question : depuis que le débat sur la question kurde a été lancé, la Turquie est-elle davantage traversée par des tensions ? Malgré les propos très sévères de certains leaders de l'opposition, la Turquie n'apparaît-elle pas, dans la foulée de cette "ouverture kurde", comme un pays désormais optimiste d'où émerge avec force un esprit d'unité et de fraternité ? Ni la polémique que cette ouverture a provoquée au sein

de la classe politique, ni les critiques de l'opposition, qui, sur un ton très agressif, ne cesse de souligner qu'aucun plan concret n'a encore été présenté sur ce sujet, n'ont pour le moment véritablement d'importance.

L'atmosphère qui règne actuellement et grâce à laquelle tout un chacun peut donner son avis sur la question kurde montre que le gouvernement a pris la bonne direction et mène correctement ce processus d'ouverture. Que se serait-il passé si le gouvernement avait dévoilé un plan pour résoudre la question kurde et annoncé qu'il allait en discuter avec l'opposition kémaliste et nationaliste ? Ses propositions auraient été descendues en flammes par l'opposition. Le débat aurait ainsi été circonscrit à un cercle politique restreint d'où la société aurait été exclue – avec, à la clé, l'apparition de fortes tensions. On n'en est pas là aujourd'hui, et de nombreux espoirs se font jour quant à la possibilité que la violence cesse, que le sang arrête de couler, que les citoyens d'origine kurde puissent recouvrer leurs droits et leur liberté et que cela débouche sur une véritable ambiance fraternelle ne se limitant pas qu'à de belles paroles. Ce processus suscite des adhésions en nombre croissant. Les propos de Yachar Kemal [célèbre romancier d'origine kurde] illustrant cette ambiance ont marqué les esprits : *"Ceux, quels qu'ils soient – Turcs ou Kurdes –, de quelque formation qu'ils viennent, qui prononceront des paroles et commettront des actes de*

"CHASSER TOUS LES KURDES VERS LE NORD DE L'IRAK"

C'est précisément grâce à ce climat particulier que la "solution définitive" de la question kurde proposée récemment par un intellectuel kémaliste radical dans le quotidien *Cumhuriyet* n'a pas réussi à provoquer de tensions dans la société. Son plan visant à "chasser tous les Kurdes de Turquie vers le nord de l'Irak et à les remplacer par des Turkmènes [furcophones] d'Irak", qui n'est pas sans rappeler la "solution finale" des nazis, ne suscite plus aucun intérêt dans la population turque. Il n'y a même pas eu de polémique.

Qué pareille proposition, de nature typiquement fasciste, ne bénéficie plus de la moindre considération n'est pas sans lien avec le procès Ergenekon. En effet, si les membres de ce réseau putschiste n'étaient pas en prison ou poursuivis devant la justice et continuaient leurs actions, aurait-on pu connaître au cours de ce mois d'août 2009 un climat propice à un débat aussi libre et aussi dynamique ? Le "printemps kurde" aurait-il été possible si l'on n'avait pas stoppé les tentatives de putsch et si l'on n'avait pas levé le voile sur les exécutions illégales qui ont marqué le sud-est de la Turquie [à majorité kurde] au cours des années 1990 ? La démocratie et la liberté sont de bonnes choses, qui permettent aux Turcs et aux Kurdes de se retrouver fraternellement et de surmonter leurs problèmes.

Gengiz Candar

DU 27 AOÛT AU 2 SEPTEMBRE 2009



CASSE-TÊTE Qui est de gauche ? Qui est de droite ?

Alors que la droite islamiste veut régler la question kurde et souhaite rejoindre l'Europe, la gauche nationaliste se montre plus conservatrice, ironise le chanteur progressiste Zülfü Livaneli.

Imaginez un instant que vous vous trouviez dans une situation où vous devez répondre aux questions d'un étranger qui ne connaît absolument rien de la Turquie. Voici comment se déroulerait cet entretien.

L'étranger : Comment fonctionne la vie politique en Turquie ?

Vous : Nous fonctionnons dans le cadre d'un régime démocratique, avec un Parlement où siègent des députés appartenant à différentes formations politiques.

Quelles sont les tendances de ces partis politiques ?

Il y a des partis de droite et de gauche, comme en Europe.

Quelle est la position du ou des parti(s) de droite sur des sujets comme l'Union européenne et les droits de l'homme ?

Le parti de droite [AKP islamiste, au pouvoir] est en train d'essayer de concocter une solution à la question kurde en Turquie sur la base du respect des droits de l'homme. Il souhaite que le sang cesse de couler.

Et le parti de gauche ?

Il se distingue [le Parti républicain du peuple, CHP kémaliste] désormais par un discours plus nationaliste. Il craint que l'ouverture réalisée par le parti de droite sur la question kurde ne conduise à l'éclatement du pays.

Et par rapport à l'Union européenne ?

Là aussi, c'est plus ou moins la même chose. Le parti de droite conservateur et religieux est favorable à une adhésion à l'Union européenne tandis que la gauche et les partis nationalistes considèrent cette perspective avec beaucoup de méfiance.

Et sur les minorités ?

Le Premier ministre de droite [Erdogan] dit que "chasser les minorités du pays s'apparente à du fascisme". Il est favorable à la réouverture de l'institut de théologie du patriarcat chrétien orthodoxe d'Istanbul ainsi que de la frontière avec l'Arménie, alors que la gauche et les nationalistes critiquent sévèrement ces propositions. Par ailleurs, le gouvernement de droite [AKP] a critiqué l'attitude raciste de l'opposition concernant la modification des noms de lieux en Turquie en déclarant : "Etes-vous encore plus nationaliste qu'Atatürk ou que les plus célèbres souverains turcs ottomans, qui avaient pourtant permis que des villes puissent garder leur nom latin, grec ou arménien ?"

Quelle aurait été selon vous la réaction de cet étranger après ce bref échange ? Il aurait certainement dit : "Excusez-moi, mais vous mélangez votre gauche et votre droite. Vous êtes donc en train de m'expliquer que chez vous c'est la droite qui défend des valeurs traditionnellement défendues

par la gauche, telles que les droits culturels des minorités, les droits de l'homme, l'adhésion à l'Union européenne, la démocratie et la modernité, alors que la gauche se retrouve coincée dans des réflexes nationalistes. Il s'agit là d'une situation bizarre qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde !
Aujourd'hui, la Turquie se trouve dans une situation où elle doit décider si ce sont les idées qui

priment ou ceux qui les défendent. En effet, comment réagir si un adversaire politique se met à défendre des principes pour lesquels on se bat depuis des années ? Faut-il alors renoncer au combat de toute une vie ? Ou bien faut-il admettre que les paroles de cet adversaire sont justes ? La vraie gauche dans ce pays doit-elle renoncer à ses idéaux parce que c'est le gouvernement

actuel qui les défend aujourd'hui ? Voilà la vraie question ! Notre opposition aux orientations politiques fondamentales de l'AKP signifie-t-elle que nous devons systématiquement et aveuglément rejeter toute proposition émanant de ce parti ?

Zülfü Livaneli, Vatan, Istanbul

Vingt-cinq ans de rébellion kurde en Turquie

AP Associated Press

15 août 2009 —Christopher Torchia—Associated Press

ISTANBUL—La Turquie a marqué samedi les 25 ans écoulés depuis la première attaque des séparatistes kurdes, les responsables gouvernementaux appelant à la réconciliation bien que la paix soit encore un vœu pieux.

Si la guerre a baissé d'intensité depuis les années 90, le conflit kurde continue de peser sur la modernisation de la Turquie et de faire obstacle à sa candidature à l'Union européenne.

La répression par Ankara de la rébellion kurde est au cœur de la mauvaise réputation de la Turquie en matière de respect des droits de l'homme. Et elle a souvent éclipsé le rôle important de modèle régional et de médiateur joué par Ankara: membre de l'OTAN, contributeur aux forces présentes en Afghanistan, médiateur entre la Syrie et Israël notamment.

Le 15 août 1984, les séparatistes kurdes du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) attaquaient pour la première fois des unités de l'armée et de la police dans le sud-est, à Eruh et Semdinli, s'enfuyant vers leurs bases arrière du nord irakien.

Depuis lors, le conflit a fait quelque 40.000 morts. A l'origine le PKK ambitionnait la création d'un Kurdistan séparé dans le sud-est du pays, mais il a évolué vers la défense de droits culturels et démocratiques pour une minorité victime de discrimination d'Etat.

Les Kurdes sont 20% des 75 millions d'habitants que compte la Turquie, et majoritaires dans le sud-est anatolien.

Alors que les militants kurdes organisaient samedi des célébrations à Eruh, avec musique traditionnelle et concert en plein air, le président du parlement, Mehmet Ali Sahin, a lui appelé à la réconciliation dans un discours télévisé. Il a exhorté à «renoncer à tous les préjugés», et réfuté les arguments des nationalistes turcs, pour lesquels donner plus de droits aux Kurdes reviendrait à diviser la Turquie.

De son côté, le ministre de l'Intérieur Besir Atalay rencontrait les représentants de 20 ONG à Ankara, pour les convaincre d'adhérer à un plan de paix que le gouvernement turc doit encore annoncer.

«Le temps est venu pour une solution radicale» afin de mettre fin au conflit, déclarait vendredi le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan: «La Turquie doit faire face à ce problème et le résoudre par les moyens démocratiques».

De son côté, le chef du PKK emprisonné, Abdullah Ocalan, devrait faire parvenir ses propositions de paix au gouvernement via ses avo-



Des femmes kurdes de Turquie se sont rassemblées dans la ville d'Eruh pour marquer le 25e anniversaire de la première attaque des séparatistes kurdes.

cats.

Reste à savoir comment convaincre les combattants séparatistes de rendre les armes. Le PKK exige notamment l'amnistie pour ses principaux dirigeants, une amnistie qui risque de ne pas être acceptée par nombre de Turcs.

Le gouvernement islamiste modéré au pouvoir à Ankara a déjà pris des mesures de conciliation, principalement culturelles, envers les Kurdes: en janvier, la première chaîne de télévision en continu en kurde a vu le jour, et Erdogan a prononcé quelques mots dans la langue autrefois interdite. Le gouvernement s'est engagé à présenter une initiative de paix, mais le principal obstacle en semble aujourd'hui les objections de l'opposition nationaliste. Le dirigeant du Parti de l'action nationale Devlet Bahçeli jugeant que les membres du PKK sont des criminels qui cherchent à diviser la Turquie selon des critères ethniques.

Parmi les initiatives destinées à faciliter la réconciliation, des députés du parti de la Justice et du Développement, au pouvoir, ont évoqué notamment des mesures symboliques fortes: renommer des milliers de villages kurdes ayant aujourd'hui des noms turcs, élargir l'éducation en langue kurde, et supprimer les références à l'appartenance «turque» dans la définition de la nationalité.



26 août 2009

Kurdes : le holà de l'armée

L'armée turque a souligné, mardi, par la voix de son chef, le général Ilker Basbug, que les efforts de réconciliation prônés par le gouvernement en faveur des Kurdes ne devaient pas mettre en cause l'unité du pays, excluant tout dialogue avec les rebelles kurdes. Une sévère mise en garde au gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste) dans le cadre de « l'ouverture démocratique » lancée récemment par Ankara.

Avec notre envoyé spécial à Ankara, Jérôme Bastion

SANS MÊME encore connaître le plan d'ouverture sur la question kurde, l'état-major rappelle bruyamment ses conditions. Pour le patron de l'armée turque, Ilker Basbug, non seulement la lutte contre l'organisation terroriste, le PKK, ne faiblira pas - autrement dit, il n'est pas question d'envisager un armistice ou une cessation

des opérations militaires -, mais, en outre, l'armée surveillera ce que le gouvernement avancera comme mesure d'apaisement en direction des Kurdes, qu'elle soit de nature politique, économique ou culturelle.

« L'armée ne tolérera aucune atteinte aux fondements de l'Etat-nation et de l'Etat unitaire », a par exemple prévenu le général Basbug, ajoutant que « la Turquie est un Etat, un pays et une nation indivisibles dont la langue est le turc ». Le chef de l'état-major rappelle également que les différences culturelles - respectables, précise-t-il - sont une chose, mais il prévient que leur politisation en est une autre, incompatible avec la Constitution, et qu'enfin aucun dialogue n'est acceptable avec la rébellion ou ses représentants. Sans doute entend-il par là le parti parlementaire pro-kurde DTP, qui a d'ailleurs dénoncé ces propos. Voilà donc qui jette un froid sur les espoirs d'une solution à court terme, suscités récemment.

Parmi les initiatives destinées à la réconciliation, le gouvernement propose notam-



Le président turc Abdullah Gul (d) et le Général Ilker Basbug, le 25 août 2009 à Ankara. (Photo : AFP)

ment de rebaptiser des milliers de villages kurdes ayant aujourd'hui des noms turcs, d'instaurer l'éducation de la langue kurde dans les écoles publiques et de supprimer les références à l'appartenance « turque » dans la définition de la nationalité.



TURQUIE: ERDOGAN APPELLE À SOUTENIR SES RÉFORMES EN FAVEUR DES KURDES

ANKARA, 27 août 2009 (AFP)

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a appelé jeudi dans une allocution télévisée chargée d'émotion ses compatriotes à soutenir les réformes que propose son gouvernement islamo-conservateur pour mettre fin à l'insurrection séparatiste kurde dans le sud-est de la Turquie.

Le conflit kurde "ne peut pas être réglé seulement par des moyens militaires", a dit M. Erdogan dans son intervention télévisée mensuelle.

"C'est un problème social, économique et culturel (...). Par-dessus tout, c'est une question de démocratie", a-t-il ajouté.

Après 25 ans d'un conflit avec les Kurdes qui a fait environ 25.000 morts, la Turquie doit "mettre en question la mentalité" qui a conduit à "suspendre les droits de ses citoyens et briser des coeurs" et "ces styles de gouvernement qui ont nui à la foi en la justice et qui ont cherché à faire accepter l'autorité (de l'Etat) (...) par la peur", a poursuivi M. Erdogan.

"Nous espérons qu'aujourd'hui, tandis que sera repensé le problème, nous parviendrons par le bon sens à mettre fin aux souffrances de notre peuple (...) et nous en appelons à tous à faire ce qu'ils peuvent ensemble", a encore dit le Premier ministre.

Pour M. Erdogan, "à mesure que les ouvertures démocratiques porteront leurs fruits (...) la possibilité de maintenir la terreur comme moyen (de lutte) disparaîtra".

"Ceux qui voient dans ce projet de réconciliation une tentative de trahison font beaucoup de mal à la Turquie", a souligné le Premier ministre. "Nous ne prendrons jamais la moindre mesure susceptible de porter atteinte aux intérêts de la Turquie", a-t-il martelé.

Parmi ses initiatives destinées à la réconciliation récemment annoncées par la presse ou des responsables politiques, le gouvernement prône notamment de rebaptiser des milliers de villages kurdes ayant aujourd'hui des noms turcs, d'instaurer l'éducation de la langue kurde dans les écoles publiques et de supprimer les références à l'appartenance "turque" dans la définition de la nationalité.

L'armée turque a, de son côté, rappelé mardi par la voix de son chef, le général Ilker Basbug, que les mesures envisagées en faveur des Kurdes ne devaient pas mettre en cause l'unité du pays, excluant tout dialogue avec les rebelles kurdes.

"Les forces armées turques ne peuvent en aucun cas accepter que la structure unitaire de l'Etat soit détériorée", a averti le chef d'état-major.

Quant au parti Action nationaliste (MHP, opposition), il est très critique et a accusé le Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), au pouvoir, de vouloir "diviser" la Turquie avec ce projet "réclamé par les Américains".

Les Etats-Unis, quittant l'Irak, ne veulent plus des rebelles du PKK réfugiés dans les montagnes du nord de ce pays, d'où ils s'infiltrèrent en Turquie voisine, et pressent Ankara d'en finir avec eux, affirme le MHP.



QUATRE SOLDATS TUÉS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE

DIYARBAKIR (Turquie), 30 août 2009 (AFP)

Quatre soldats ont été tués dimanche dans une attaque à la grenade attribuée à des rebelles kurdes dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière irakienne, a annoncé une source sécuritaire.

Les soldats étaient en mission près de la ville de Semdinli, dans la province d'Hakkari, lorsque des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont lancé une grenade dans leur direction, a-t-on ajouté de même source.

Le PKK, que la Turquie considère comme un mouvement terroriste à l'instar de nombreux pays, lutte depuis 1984 pour la création d'une région autonome kurde dans l'est et le sud-est de la Turquie habitée majoritairement par des Kurdes. Ce conflit a fait environ 45.000 morts.

Le mois dernier, les rebelles ont annoncé la prolongation d'un cessez-le-feu jusqu'au 1er septembre dans la perspective de l'annonce d'un plan de paix par leur chef emprisonné Abdullah Ocalan.

Ils avaient toutefois averti qu'ils riposteraient en cas d'attaque des militaires turcs.

L'initiative du chef rebelle intervient alors que le gouvernement a annoncé le mois dernier la préparation de mesures en faveur de la communauté kurde et a

Turkish army rules out contact with Kurd militants

REUTERS

ISTANBUL, Aug 25, 2009 (Reuters) - By Daren Butler

TURKEY'S POWERFUL military on Tuesday ruled out any contact with Kurdish militants in a statement setting out its position on a government bid to expand the rights of its Kurdish minority.

General Ilker Basbug, head of the armed forces, warned against discussion of issues which would threaten national unity five days after the National Security Council gave its support to an initiative to address decades-old Kurdish grievances.

The reform process is seen as vital to boosting Turkey's European Union membership application and ending a 25-year-old conflict between the state and the separatist Kurdistan Workers Party (PKK) which has killed more than 40,000 people. It is unlikely to be a success without political consensus.

Turkey's main legal Kurdish party has called for steps to persuade the PKK to lay down their arms, such as an amnesty, but like the government the military opposes a role for the militants in the process.

"The Turkish armed forces cannot be involved in any activities which open the way to establishing relations with the (PKK) terror organisation or its supporters," said the statement on the official armed forces' Web site.

Basbug expressed support for other measures on the Kurdish issue outside of the military sphere. Turkey, the United States and EU all regard the PKK as a terrorist organisation.

"While the Turkish Armed Forces continue decisively in their fight against the separatist terror group ... they believe it is important the state takes the necessary measures in the economic, socio-cultural and international fields," he said.

The government has sought political consensus on the issue but the main opposition parties have voiced fierce resistance to the government's reform initiative,

accusing it of threatening national unity.

ACCUSATION OF COWARDICE

Prime Minister Tayyip Erdogan's Islamist-rooted AK Party, which first came to power in 2002, has taken some steps to expand cultural rights for its estimated 12 million Kurds, partly under EU pressure.

The government has given few details on the latest reforms, which are expected to focus on cultural issues, such as allowing Kurdish teaching in universities, restoring Kurdish village names and allowing Islamic sermons in Kurdish.

The pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP) seeks more extensive reforms such as limited autonomy for the mainly Kurdish southeast and an amnesty for PKK militants.

The DTP, facing a court bid to close it over alleged links to the PKK, said on Tuesday it was concerned the government's reform drive was being undermined by political opposition to it.

"Instead of defending the democratic rights of Kurds which have been denied for 80 years, the government is taking a fearful and cowardly approach ... colluding with the unjust position of the opposition," the DTP said in a statement.

In his statement, Basbug stressed a constitutional article describing Turkey as an indivisible whole, with its language being Turkish, and ruled out the politicisation of cultural differences.

"The Turkish armed forces believe it is necessary that the freedom to discuss any subject should not include subjects which would endanger the existence of the state or open the way for the polarisation and division of the country," he said.

Jailed PKK leader Abdullah Ocalan had been expected to issue a "road-map" of his own last week on how to resolve the conflict, but this has been delayed. His lawyers were expected to visit him on his prison island on Wednesday.

REUTERS

Arabs feel like foreigners in N.Iraq's Kurdistan

ARBIL, Iraq, Aug 30, 2009 (Reuters) -By Aseel Kami

IRAQI ARAB Raad Walli and his family were excited about going for a summer break in Kurdistan, with its mountains and waterfalls, but their enthusiasm was sapped by a two-hour wait at the border.

After queuing under the scorching sun with only a handkerchief to protect his head, Walli found he had to let Kurdish officials take his Iraqi identity card as a deposit to ensure his departure when he ended his holiday.

"It's like I am entering another country. It is worse than going to Syria," said a disgruntled Walli.

As Iraq's majority Arabs and ethnic Kurds face off in a potentially explosive dispute over land, power and oil, the border controls are stoking resentment of what many Arabs see as the region's attempts to style itself as a separate state.

Once brutally oppressed by Saddam Hussein, northern Iraq's Kurdish region has blossomed since it won a large degree of autonomy from the rest of the country when it came under Western protection after the 1991 Gulf war.

Angry faces at the border have become a symptom of the dangerous tussle for power that could threaten that progress.

"Unfortunately the Kurdistan region is behaving like a state towards Iraq," said lawmaker Wael Abdul-Latif, a member of the Baghdad parliament's legal committee.

"This strictness of the government of Kurdistan with (Arabs) is unacceptable and they have to find other security methods ... so Iraqis from the 15 other provinces will not feel like they are going to a new country," he added.

KURDISH FLAGS

Kurdistan is recognised in Iraq's constitution as a federal entity and the semi-autonomous region has grown increasingly assertive in recent years. It has signed oil deals independently with foreign firms, angering officials in Baghdad.

The Kurdish, not Iraqi, flag flutters from most buildings in the region, which is governed by the Kurdish Regional Government. Most youths there speak Kurdish, not Arabic.

Buying property in Kurdistan is also very difficult for outsiders, lawyers say, and the residency paperwork required is more in keeping with that involved in moving abroad.

Kurds say their strict border security is to prevent the violence that ravaged Iraq after the 2003 U.S.-led invasion from spilling over into their relatively peaceful enclave.

Disputes over Kurdish claims to territory that currently borders Iraqi Kurdistan, such as the oil producing region of Kirkuk, have come close to violence, and U.S. officials describe the stand-off as the greatest threat to Iraqi stability.

Ismat Hargoushi, Kurdistan's security chief, said Iraqis should be pleased at the security measures given the danger of bombings and other attacks.

Violence has fallen sharply in the country in the last 18 months, but a number of huge bombings since June have shaken public confidence.

Hargoushi said Kurdish security forces recently caught a woman wearing a suicide vest trying to enter the region.

"These are ordinary measures ... Iraqi citizens should be happy," he said. "If we didn't do that, there would be a daily bombings in the region."

In Kurdistan there are few signs of the scars of conflict so obvious in the rest of the country. Billboards for ambitious malls and gleaming housing developments dot the landscape, and upscale coffee shops and supermarkets have mushroomed.

Walli waited over an hour to get his identity documents back on his way out. But the family enjoyed their visit to "the other Iraq", as some call it.

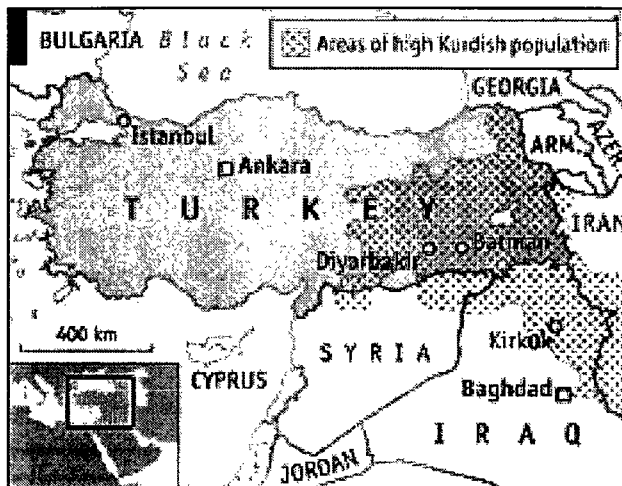
"The security measures were depressing, but when I saw the cities of Kurdistan without blast walls, barbed wire and checkpoints, I approved of them," said Walli's wife Najat Karim. "As long as it keeps their region safe."

Turkey and the Kurds

Peace time?

BATMAN AND DIYARBAKIR

The Turkish government is preparing a serious plan to settle its Kurdish problem



ON MAY 1st 1920 Kemal Ataturk, father of modern Turkey, told the fledgling parliament that "north of Kirkuk there are Kurds as there are Turks, and we never discriminated against them." Yet for most of the past 80 years those of Turkey's 14m-odd Kurds who dared publicly to identify themselves as such have been brutally repressed, kicked out of their villages, tortured, jailed or killed.

The Kurds have fought back in rebellion after rebellion. None so violent or so long as that launched in 1984 by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). Over 40,000 people, many of them PKK fighters, have died in a terrorist campaign that has cost the state billions of dollars, blotted its international image, and stymied Turkey's efforts to become a full-fledged democracy.

Successive governments have mumbled about dealing with the Kurdish problem, only to be stopped by Turkey's hawkish generals. But now a confluence of circumstances is raising hopes of a more lasting solution under the leadership of Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, who has staked his political future on this issue.

In a ground-breaking speech in parliament earlier this month, Mr Erdogan provoked tears when he spoke of the common pain of Turkish and Kurdish mothers who had lost sons in the conflict. His interior minister, Besir Atalay, has been making the rounds of assorted politicians and civic

leaders to build consensus for an as yet unarticulated plan. Mr Erdogan, who has long shunned the largest Kurdish party, the Democratic Society (DTP), for being the PKK's political front, met its leader, Ahmet Turk, in early August.

The government's plan is said to include easing remaining bans on Kurdish broadcasting, allowing Turkified villages to regain their Kurdish names, setting up Kurdish language and literature departments in universities and scrapping laws under which thousands of young Kurds are jailed for allegedly acting for the PKK (usually for no more than chanting PKK slogans or throwing stones at police). "This time the government means real business," concludes Henri Barkey, an American academic who has studied the Kurds.

In the largely Kurdish city of Batman, Mufide Agaya, whose son is among thousands of Kurds who went missing at the height of the conflict in the mid-1990s, agrees. "I now have hope that, dead or alive, I will recover my boy." Local prosecutors have been unearthing the remains of victims of the once rampant "mystery murders" carried out by rogue members of the security forces. In Diyarbakir, the de facto capital of the Kurdish region, where prison inmates were once forced their own excrement, banners reading "Qirej Nekin" (Kurdish for "don't litter") line the streets. Once officials would have been jailed just for putting them up.

The trickiest part of Mr Erdogan's "Kurdish overture" is how to get the PKK to stop fighting without negotiating with their imprisoned leader, Abdullah Ocalan, who continues to hold sway over both his men and millions of ordinary Kurds. The main opposition parties have already blasted Mr Erdogan for alleged treason. The obvious way out would be to use the DTP as a proxy, rather as Britain used Sinn Fein to deal with the IRA. The trouble is that the notoriously egocentric Mr Ocalan cannot bear to remain out of the limelight. He now says he will unveil his own road map for peace. Although recent opinion polls show 45% of Turks supporting Mr Erdogan's Kurdish overture, a deal that followed overt bargaining with the PKK would be tricky to sell at home.

At least this time the army is behind the government. The chief of the general staff, Ilker Basbug, has grumbled about undermining the "unitary state" and injecting ethnicity into the constitution. But a string of leaks about attempted coups and botched operations against the PKK have dented the generals' image. Many of those most likely to torpedo a Kurdish deal are being prosecuted in the Ergenekon case against an alleged network of anti-government plotters. General Basbug has long conceded that military means alone cannot solve the Kurdish problem.

The withdrawal of American troops from Iraq could also work in favour of peace. As their American mentors leave, the Iraqi Kurds are turning to Turkey for protection. In exchange they seem willing to limit the movements of some 3,000-5,000 PKK fighters based in their region and to help disarm and repatriate them to Turkey under a proposed amnesty.

More than Mr Erdogan's career is at stake. So is Turkey's future. A new generation of dissatisfied and radical Kurds could easily unleash a cycle of violence that even the PKK might be unable to control. What is most heartening is that the Kurdish initiative is not merely about responding to European Union pressure: it is a home-grown affair. And the onus is as much on the PKK and its allies as on the government to ensure that it succeeds. It will not be easy, but Mr Erdogan seems determined to plough on. If he succeeds, says Sezgin Tanrikulu, a human-rights lawyer in Diyarbakir, the Kurds will flock to back him—and Ataturk's words will no longer ring so hollow.

August 30, 2009

Kurdish-Arab Power Struggle Leads To Calls For Iraq Census Delay

by Ron Synovitz

WORK on a new Iraq census was to begin in October. But Iraqi officials say they may postpone the project amid concerns it could lead to violence north of Baghdad where Arabs, Kurds, and Turkomans live.

At the heart of the problem is a power struggle between Baghdad and Kurdish regional leaders over who will control disputed oil-rich areas in the northern part of the country that could be included in the autonomous Kurdistan region.

A proposed election law also could be affected if the census is delayed, as well as the disbursement of budget funds to the semi-autonomous Kurdish region in the north.

Iraq's last census was in 1997 under the rule of Saddam Hussein. But it did not cover the semi-autonomous areas in the north that have been under Kurdish control since the first Gulf War in 1991. The last census to cover those areas was in 1987.

Kurdish leaders claim the northern city of Kirkuk as an ancestral capital. They want the oil-rich district around Kirkuk to be added to their semi-autonomous northern region. They also have claimed some parts of Nineveh Province that are not currently within the enclave.

Ethnic Tensions

But many ethnic Turkish Turkomans and Arabs who live in those areas are opposed to being put under Kurdish rule.

Planning Minister Ali Baban, the Baghdad official charged with overseeing the census, says it was Arab and Turkoman political groups in Kirkuk and Nineveh that raised concerns about possible violence if the census goes forward:

"Technically, we are very ready to do the census and we have completed all requirements for the census," Baban says.

"But we are listening to concerns and fears and reservations from some political parties about the census – especially in Kirkuk and Nineveh – because of political conditions and relations between the components. Such reservations may force us to pause in the implementation of the census and postpone it to another time."

Mahdi al-Alak, who heads Iraq's Central Organization for Statistics and Information Technology, has proposed delaying the census until either April or October of next year. He says the Iraqi government will decide later which date is best.

Luay Shabaneh, the United Nations' chief adviser on the Iraqi census, says it would be technically feasible to start census work between April and October of next year. But he says political bickering could cause further delays.

"We need to look at the census in a balanced way. The census is not only [about] the Kurd-Arab distribution [of political and financial power]. The most important message that we have to deliver to the politicians is not to politicize the census because, if we do so, you will not be able to solve problems," Shabaneh says.

"Political problems are solved by negotiations and not by numbers. Therefore, hiding the political problems behind the census will only harm development -- which touches the lives of the public."

'What Is Your Mother Tongue?'

There is no census question that specifically asks about ethnicity. There also are no questions specifying whether a person is a Shi'ite or Sunni Muslim.

Joost Hiltermann, the deputy program director of the International Crisis Group's Middle East and North Africa program, says that the census question with a potentially "incendiary" impact asks each Iraqi to name their mother tongue.

"For Iraqis, this comes down to [a question about ethnicity.] If you say that your mother tongue is Kurdish, that means you are a Kurd. It, to them, amounts to an election or a referendum," Hiltermann says.

"If you know that you have 'X' number of this ethnic group in a [particular] location, this means that you are entitled to 'X' amount of power proportionally in this same place."

That makes the census very important in a province like Kirkuk, where the largest group in the census has historically won the right to govern. In the current situation, the census could have bearing on whether Kirkuk falls within the terri-



Iraqi Kurdish demonstrators in Irbil protest the passage of a bill delaying the census in the disputed region of Kirkuk.

tory of the semi-autonomous Kurdistan region or not.

Hiltermann says some groups stand to gain political power, or at least hold on to their current power, by delaying the census:

"There are parties that could benefit. There are certainly the groups in Kirkuk who fear Kurdish domination and who want to delay this -- because they accuse the Kurds of demographic manipulation after 2003 by bringing in Kurds who are not originally from Kirkuk and who could be counted as Kirkukis in the census," Hiltermann says

"And the same could happen in other disputed territories -- including in Mosul."

Money Questions

A new census also could alter budgetary allocations to the Kurdistan regional government from Baghdad.

Some Arab lawmakers have argued that disbursements should be limited to 12 percent of Iraq's budget. But Kurdish officials have reached a deal under which they will continue to receive 17 percent of the budget until a proper census is conducted.

"Every year when the budget is drafted in Iraq, there is a dispute over how much everyone should get. Now there is an agreement in principle that every governorate and region should get an amount of budget allocation that is proportional to its population size. For this you need a census," Hiltermann explains.

"So the deal is, in fact, the Kurds will continue to receive 17 percent of the annual budget until a census is held that shows what the true size of the Kurdish population is inside the Kurdistan region. The share that the Kurds currently have -- 17 percent -- might well go down [after another census]. But if you listen to the Kurds, it would go up."

Default Electoral Law

Meanwhile, a proposed electoral law under debate in the Iraqi parliament also would need data from the new census to determine the distribution of political power in Iraq's different provinces.

Under the proposed law, the way legislators are elected would change from the current "closed list" system, which allows political parties to assign individual spots on their party lists, to an "open list" system. Under the open list, voters would choose specific candidates from individual constituencies.

"Some of the parties that did very well four years ago have no interest in changing the electoral law and the electoral system. They would want to maintain a closed-list system, which brought them to victory last time," Hiltermann says.

"What is being discussed in the new electoral law is, in fact, an open-list system that would basically take the fate of the election results out of the hands of the parties that have controlled the government for now."

Analysts conclude that Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki is more in favor of an open list because he thinks it will serve his purposes for now.

But parties like the Shi'ite Islamic Supreme Council of Iraq, Kurdish parties, and others favor the old electoral law. Delaying the census would be a way to prevent the new electoral law from being implemented -- leaving the closed-list system in place by default.

Le Monde

27 août 2009

Bagdad modère ses prétentions dans le cadre d'un appel d'offres pour l'exploitation de quinze champs pétroliers

Istanbul

Correspondance

Le ministre irakien du pétrole, Hussein Al-Shahristani, a lancé, mardi 25 août à Istanbul, la deuxième série d'appels d'offres pour l'exploitation de quinze champs d'hydrocarbures en Irak. Les représentants de 45 compagnies pétrolières présélectionnées, parmi lesquelles Total, l'ont écouté détailler les modalités d'attribution de ces marchés convoités.

Les champs pétroliers concernés abritent des réserves de brut estimées à 41 milliards de barils, soit un tiers des réserves irakiennes, les troisièmes plus importantes au monde. « Un accord équilibré et juste doit être trouvé entre les

compagnies et l'Etat irakien. Nous avons besoin d'un partenariat stable et d'un partage des risques, averti le ministre du pétrole, au cours de son introduction. Nous avons été déçus du résultat du premier appel d'offres. »

En juin, un seul des huit champs proposés avait trouvé preneur : celui de Rumaila, attribué à un consortium mené par le pétrolier britannique BP. Les grands groupes s'étaient montrés réticents devant les tarifs, fixés par Bagdad à 2 dollars par baril livré. Le dirigeant de la Compagnie irakienne du Nord avait appelé les pétroliers à se montrer « moins avides ».

Pour encourager les candidatures, le gouvernement irakien a revu à la baisse le montant des pri-

mes versées par les compagnies : de 2,6 à 1,2 milliard de dollars. Les contrats, qui auront une durée maximale de vingt-cinq ans, prévoient la création de joint-ventures dont l'Etat irakien possédera 25 % des parts, a précisé Abdulmahdi Al-Amidi, un haut responsable du ministère du pétrole.

Instabilité politique

L'Irak souhaite accélérer le processus et signer les contrats d'ici à fin décembre. « Leur but est de régler tout ça avant les élections », juge un participant à la réunion. En janvier 2010, les élections législatives irakiennes risquent de modifier l'équilibre politique et le nouveau cabinet pourrait être tenté de revoir les contrats pétroliers.

Mais la sécurité et l'instabilité politique en Irak incitent toujours les investisseurs à la prudence. Dans le nord, un contentieux persiste entre le gouvernement central de Nuri Maliki et la région autonome kurde, qui a passé ses propres accords avec des compagnies étrangères. Des contrats jugés « illégaux » par Bagdad.

En marge de la réunion d'Istanbul, les émissaires irakiens ont laissé entendre que le géant chinois Sinopec pourrait être exclu de ce second appel d'offres, si celui-ci persistait à vouloir racheter la compagnie suisse Addax qui a signé, un peu plus tôt, un marché avec le gouvernement régional kurde. ■

Guillaume Perrier

Le Monde

28 août 2009

M. Sarkozy hausse le ton contre le nucléaire iranien

Devant l'échec de l'offre de dialogue avec l'Iran, le président appelle à des sanctions « sévères »

Nicolas Sarkozy a adressé un nouvel avertissement à l'Iran. Lors d'un discours à l'Élysée campant, devant les ambassadeurs français, les grandes lignes de son action extérieure, le président a annoncé, mercredi 26 août, que la France allait soutenir, à la fois au plan européen et à l'ONU, un nouveau train de sanctions contre la République islamique. Il a parlé de « sanctions économiques sévères », et d'un « renforcement très substantiel » des mesures coercitives adoptées à ce jour.

Fin septembre, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU et lors du sommet du G20 à Pittsburgh, le nucléaire iranien doit revenir sur le devant de la scène inter-

na­tionale. La France entend se positionner en pointe dans ce débat. M. Sarkozy a semblé prendre acte, mercredi, de l'échec de la politique de la main tendue qui a été déployée depuis le mois de février par l'administration Obama en direction de l'Iran.

Il a attribué l'impasse aux blocages liés à la situation politique intérieure iranienne. Pour s'asseoir autour de la table, a-t-il dit, « il faut un interlocuteur qui soit prêt à négocier sérieusement. Or, aujourd'hui, disons les choses telles qu'elles sont (...), nous n'avons reçu aucune réponse positive à nos propositions. Aucune », a-t-il souligné en parlant de l'offre de coopération faite à l'Iran par les grandes puis-

sances, à laquelle l'administration Obama s'est associée.

Le chef de l'Etat a semblé vouloir recadrer les priorités sur l'Iran, alors que l'attention s'est focalisée cet été sur les fortes turbulences politiques internes dans ce pays et – au plan bilatéral avec la France – sur l'arrestation de la jeune chercheuse Clotilde Reiss et d'une employée binationale de l'ambassade de France, Nazak Afchar.

« En Iran, la crise politique fait oublier que pendant la répression, la prolifération continue : il y a toujours plus de nucléaire militaire, toujours plus de tests de missiles, et il n'y a jamais eu aussi peu de négociation », a constaté M. Sarkozy.

« Qui peut les croire ? »

Sans commenter, comme il l'avait fait en juin, que le peuple iranien « mérite autre chose » que d'être dirigé par Mahmoud Ahmadinejad et ses soutiens, M. Sarkozy a saisi l'argument de la fraude électorale pour appuyer son point de vue sur les travaux scientifiques iraniens. « Ce sont les mêmes dirigeants en Iran qui nous disent que le programme nucléaire est pacifique et que les élections ont été honnêtes », a-t-il dit. « Qui peut les croire ? »

M. Sarkozy était soucieux, dans ce discours, de valoriser le rôle que

la France veut jouer aux Proche et Moyen-Orient. Même si la conférence internationale sur la question israélo-palestinienne, que Paris ambitionnait d'accueillir, devrait au final se tenir... en Russie. Le président français veut notamment s'appuyer sur la relation avec la Syrie, et l'Union pour la Méditerranée (UPM), organisation que la guerre de Gaza avait paralysée.

Il a déclaré mercredi que si des progrès étaient enregistrés sur la question d'un gel « précis et complet » par Israël des colonisations dans les territoires palestiniens, il proposerait de convoquer « cet automne » un nouveau sommet de l'UPM « qui accompagnerait la reprise des négociations de paix au Proche-Orient ».

Dans son discours, M. Sarkozy a aussi insisté sur les dérives de la finance internationale, thème fort de l'actualité de l'été et du G20 à venir. Il a campé une vision d'un monde « multipolaire », de « puissances relatives ». Il a omis de parler de « famille occidentale ». Il a cependant dénoncé la pénétration d'Al-Qaïda en Afrique, une menace contre laquelle la France se « mobilise ». ■

Natalie Nougayrède

En Irak, rupture de l'alliance chiite au pouvoir

Le premier ministre Nouri Al-Maliki fait le pari du multiconfessionnalisme avant les élections générales de 2010

L'alliance politique qui avait permis à la majorité chiite irakienne, privée du pouvoir depuis des siècles, de remporter les premières élections générales en 2005 et de gouverner le pays depuis cette date, est désormais rompue.

Lundi 24 août, trois des quatre formations chiites qui composaient l'essentiel de cette coalition victorieuse ont annoncé la reconduction de leur alliance pour les élections générales du 15 janvier 2010. Mais celle-ci s'est faite sans la participation du parti Daawa dirigé par le premier ministre Nouri Al-Maliki.

Fort de sa victoire aux élections provinciales de janvier dernier (scrutin sans incidence sur la composition de l'Assemblée nationale), M. Maliki exigeait que la part de son parti, limitée à un peu plus de 10 % des 128 sièges (sur 275) remportés par l'alliance en 2005, soit consi-

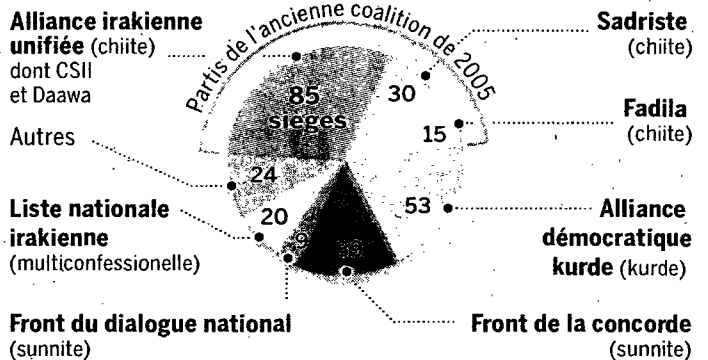
dérablement revue à la hausse.

Surtout, le chef du gouvernement, en exercice depuis mars 2006, voulait la garantie qu'en cas de nouvelle victoire de cette coalition, il demeure premier ministre. Principale formation de l'Alliance, aussi bien l'ancienne que la nouvelle, le Conseil suprême islamique d'Irak (CSII), de même que ses alliés sadristes ainsi que le petit parti de la vertu (Fadila), ont refusé tout net.

M. Maliki, qui s'attendait à ce développement, a décidé de partir à la bataille électorale seul, et de constituer, sur son nom, sa propre coalition électorale. Présentement

Le premier ministre Nouri Al-Maliki exigeait que la part de son parti soit considérablement revue à la hausse

Composition actuelle de l'Assemblée nationale



en construction, celle-ci, disent déjà ses partisans « sera non-sectaire et comprendra aussi bien des chiites que des sunnites, des Kurdes et des chrétiens ».

C'est sur cette base multi-communautaire et sur un discours for-

tement nationaliste, non religieux et non-sectaire, que le premier ministre, par ailleurs crédité d'avoir commencé à reconstruire l'Etat irakien, avait pu triompher aux provinciales de janvier. La nouvelle alliance chiite, dite Alliance

Bagdad-Damas : vive tension

Beyrouth
Correspondante

Les relations entre l'Irak et la Syrie se sont dégradées, mardi 25 août, après le rappel par Bagdad de son ambassadeur en Syrie suivi d'une décision similaire du gouvernement syrien. Au cœur de la brouille, la recrudescence des attentats en Irak et le manque de coopération supposé de la Syrie pour enrayer cette escalade. Les attaques kamikazes contre les ministères irakiens des affaires étrangères et des finances, qui ont fait près de cent morts, le 19 août, ont entaché la crédibilité du gouvernement de Nouri Al-Maliki, qui n'a pu assurer la sécurité.

Bagdad a accusé les groupes affiliés à Al-Qaïda, dont l'Etat islamique d'Irak, puissants dans le nord du pays et composés, selon Bagdad, d'éléments étrangers djihadistes et de « criminels baasistes »,

ex-responsables du parti de feu Saddam Hussein. Mardi, un communiqué a revendiqué sur Internet, au nom de l'Etat islamique d'Irak, les attaques contre ce « repaire de mécréants ».

Après des arrestations, Bagdad dit être sûr que certains responsables sont hébergés en Syrie. Le conseil des ministres a « demandé au gouvernement syrien d'extraire Mohammed Younes Al-Ahmad et Sattam Farhan [deux anciens responsables baasistes irakiens] pour leur rôle direct dans l'opération terroriste », selon le porte-parole du gouvernement irakien. De son côté, la Syrie a assuré ignorer tout de ces individus. Le rappel des ambassadeurs constitue la première crise diplomatique grave depuis que Bagdad et Damas ont accepté de normaliser leurs relations, fin novembre 2006, après 25 ans de rupture. ■

Cécile Hennion



Le 24 août, Nouri Al-Maliki (au premier rang) devant le cratère causé par l'explosion d'une bombe, au pied du ministère des affaires étrangères, à Bagdad, le 19 août. AFP

Nationale irakienne (ANI), a tiré les leçons de ce scrutin et inclut quelques personnalités sunnites. Mais la majorité des élus de cette confession, de même que de nombreux chefs de tribus sunnites, semblent acquis au premier ministre.

Tous les jeux ne sont pas faits. Pressés par l'Irak chiite voisin qui a des liens plus ou moins étroits avec tous les partis chiites d'Irak et qui craint par-dessus tout qu'à la faveur des querelles intra-chiites irakiennes, la minorité arabe sunnite reprenne le pouvoir à Bagdad – avec des alliés kurdes par exemple –, d'intenses tractations sont en cours entre les partis.

Les chefs de l'ANI ont annoncé lundi qu'ils laissaient « la porte ouverte » au premier ministre jusqu'à la dernière minute. Mais M. Maliki qui a développé, au pouvoir, une vision personnelle de l'Etat de droit qu'il entend instaurer, et qui n'a aucune chance de

redevenir chef du gouvernement dans l'Alliance, semble bien avoir fait le choix de jouer son va tout en janvier.

Le pari n'est pas gagné. Crédité, il y a encore quelques semaines, d'avoir obtenu le retrait en bon ordre des soldats américains des villes irakiennes le 30 juin, le premier ministre est désormais accusé d'avoir bradé la sécurité publique pour conforter son image.

La vague d'attentats meurtriers qui s'est abattue ces derniers temps sur Bagdad et qui ciblait précisément – pour la première fois – des institutions de l'Etat comme les ministères des Finances et celui des Affaires étrangères, l'a déjà obligé à annuler l'ordre donné de démanteler tous les murs anti-bombes disséminés dans la capitale et ailleurs. Les institutions publiques qui ont été attaquées la semaine passée venaient juste de perdre

les murailles de béton qui les cernaient jusque-là...

Revendiquées mardi sur internet par Al Qaïda-en-Irak, ces attaques, accusent certains membres de l'entourage du premier ministre, pourraient avoir été « facilitées » par Téhéran.

La République islamique, dont un porte-parole a démenti avec vigueur ces « insinuations ridicules et sans preuves », n'entretient pas les meilleures relations avec M. Maliki, jugé trop distant et soupçonné d'accepter le principe d'une présence américaine à long terme en Irak.

Ironie du sort, à Washington, certains craignent exactement l'inverse. Quelle que soit la réalité des projets de M. Maliki, une chose n'est plus à démontrer et c'est la proximité des rivaux chiites du premier ministre avec Téhéran.

Le CSII qui, jusqu'en 2007, s'inti-

culait Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak – le mot « révolution » a ensuite été effacé –, a été fondé, financé et organisé en Iran en 1982. Il a participé, côté iranien, à la guerre Iran-Irak de huit ans, et son chef actuel, Abdel Aziz Al-Hakim, est présentement soigné pour un cancer terminal dans un hôpital de Téhéran.

Quant à Moqtada Al-Sadr, précheur islamiste radicalement anti-américain qui a fondé et dirigé le mouvement sadriste, il habite depuis deux ans la ville sainte iranienne de Qom où il étudie pour devenir ayatollah.

Tous les commentateurs sont d'accords sur un point : si jamais l'Alliance chiite, telle qu'elle est construite aujourd'hui, devait remporter les élections de janvier, l'influence déjà forte de l'Irak en Irak en sortirait renforcée. ■

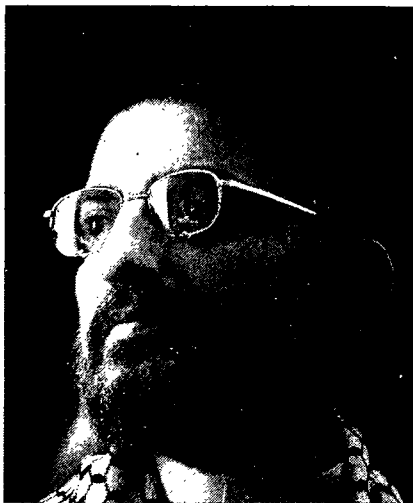
Patrice Claude

Le Monde

Samedi 29 août 2009

Disparitions

Responsable chiite Abdel Aziz Al-Hakim



HADI MIZBAN/AP

sein, est mort d'un cancer du poumon, mercredi 26 août, à 59 ans, dans un hôpital de Téhéran. Chef du Conseil suprême islamique d'Irak (CSII), qui est encore, malgré un récent et notable déclin électoral, le plus puissant parti chiite d'Irak, il venait d'approuver la reconduction de l'alliance chiite qui avait remporté les premières élections multipartites d'Irak fin 2005.

Bien que s'étant lui-même exclu de cette nouvelle alliance en vue des prochaines élections générales de janvier 2010, le premier ministre chiite du pays, Nouri Al-Maliki, a déploré la perte d'un « grand frère » qui fut « un puissant soutien dans la lutte contre l'ancien régime ». De fait, fils du grand ayatollah Mohsen Al-Hakim, qui fut, jusqu'à sa mort, en 1970, l'un des plus puissants leaders spirituels de l'islam chiite dans le monde, Abdel Aziz, plusieurs

1953 Naissance à Nadjaf (Irak)

1980-2003 Réfugié en Iran

Septembre 2003 Président du Conseil de gouvernement transitoire irakien

26 août 2009 Mort à Téhéran

fois emprisonné par le régime de Saddam Hussein, avait fui l'Irak avec l'un de ses frères en 1980 (six autres frères Hakim furent exécutés par l'ancien régime).

Réfugiés à Téhéran, les deux survivants allaient accepter, à la demande de leurs hôtes islamistes perses, d'y fonder, en 1982, leur parti politique, ainsi qu'une puissante milice armée de 10 000 hommes, équipés et entraînés par l'Irak révolutionnaire, la Brigade Badr. Sous le commandement d'Abdel Aziz, ces combattants ira-

kiens en exil allaient participer, côté iranien, à la très meurtrière guerre entre l'Irak et l'Irak (1980-1988). Supporteur enthousiaste de l'invasion anglo-américaine en Irak en mars 2003, Abdel Aziz Al-Hakim rentre au pays quelques semaines après la chute de l'ancien régime.

Egalement rentré en Irak, son frère aîné, l'ayatollah Mohammed Bakir Al-Hakim, qui était le chef suprême de l'organisation en exil, fut assassiné, en août 2003, dans un attentat au camion piégé, à Nadjaf. Moins charismatique et populaire que son aîné, Abdel Aziz reprit aussitôt le sceptre de l'organisation. Malgré une grande proximité, qui ne s'est jamais démentie, avec l'Irak révolutionnaire, les Américains le nommèrent, en septembre 2003, président du Conseil de gouvernement transitoire. Six mois plus tard, il retournera à la fonction plus discrète qu'il affectionnait, celle de faiseur de roi.

Reçu à la Maison Blanche par George W. Bush, en décembre 2006, il remercia « le peuple américain d'avoir aidé l'Irak à se débarrasser d'une dictature brutale ». Révéré par beaucoup de chiites irakiens, notamment en raison de son appartenance à la dynastie dont il portait le nom, Abdel Aziz Al-Hakim avait réussi la performance de rester proche de Téhéran tout en développant d'assez bonnes relations avec Washington. Pour la minorité arabe sunnite, en revanche, il était le symbole même de la « mainmise iranienne » sur l'Irak et, à ce titre, presque unanimement détesté. Son corps a été rapatrié et enseveli, le 26 août, dans la cité sainte chiite de Nadjaf, ville où il était né et qui demeure, à ce jour, le fief numéro un des Al-Hakim. ■

Patrice Claude

Héritier d'une des plus prestigieuses dynasties cléricales d'Irak, Abdel Aziz Al-Hakim, qui était aussi l'une des principales figures chiites de la politique irakienne post-Saddam Hus-